hbl, stx HQ 1208.D45
Pouvoir social des femmes /
3 9153 00320702 6

HQ
1208
D45

GEORGES DEHERME

LE POUVOIR SOCIAL DES FEMMES

Librairie académique PERRIN et Cie.

LE

POUVOIR SOCIAL DES FEMMES

DU MÊME AUTEUR

Croître ou disparaître. La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16 . . . 3 fr. 50

Les Classes moyennes. Étude sur le parasitisme social. — I. Les classes moyennes. — II. La formation des classes moyennes. — III. Le petit commerce, les grands magasins et les coopératives. — IV. La petite et la grande industrie. — V. La petite propriété rurale. — VI. Les diplômés. — VII. Les littérateurs. — VIII. Le culte de l'incompétence. — IX. La défense des classes moyennes. — X. La classe-tampon. — XI. La guerre sociale. — Conclusion. 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

L'Afrique occidentale française. Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur) . . . . . 6 fr.

La Démocratie vivante. Un vol. in-8, 402 pages, 1909 . . . . . *épuisé*

Auguste Comte et son œuvre : le Positivisme. Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. Giard et Brière, éditeurs). . . 2 fr. 50

La Crise sociale. Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3e édition. (Bloud, éditeur). . . . . 3 fr. 50

GEORGES DEHERME

LE POUVOIR SOCIAL DES FEMMES

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1914

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays

Copyright by Perrin et Cie, 1914.

AVANT-PROPOS

Parce qu'ils sont devenus athées, l'intellectuel et l'artiste ne croient plus à la raison, à la beauté, à la gloire, mais à la célébrité du moment et à l'argent; le prolétaire ne croit plus au travail et à la discipline, mais à la brutalité du nombre; la femme ne croit plus à la dignité du devoir et à l'amour, mais à la concupiscence et à l'orgueil de ses « droits ».

Parce qu'ils se déclarent émancipés ainsi, ils subissent servilement les odieuses tyrannies de l'argent, de la contrainte étatiste, de l'exploitation économique et du libertinage.

Ce n'est pas seulement Dieu que renient ces mécréants décérébrés, mais leur être même, la liberté et le bonheur.

Dans ces pages, on voudrait leur montrer qu'ils s'égarent et qu'ils prennent pour le progrès un recul précipité vers la pire barbarie.

Des mots nous cachent les terribles réalités. Le siècle de l'argent est celui du paraître, du bavardage et du mensonge. Aussi de la prostitution, — entendons de toutes les prostitutions.

Encore qu'on ait réservé ce vocable infamant pour désigner la moins ignoble et la moins dangereuse des prostitutions, la femme y a mieux résisté jusqu'ici. Malheureusement, le féminisme ne la fortifie pas. Non plus que le socialisme n'élève le prolétaire, — du moins le socialisme politicien et braillard, négatif et destructeur de l'heure présente.

Le féminisme n'est que la transposition, chez la femme désemparée, de toutes les erreurs, de toutes les insanités révolutionnaires : individualisme, matérialisme, jacobinisme.

Ces théories soi-disant nouvelles, qui ne font illusion qu'aux cerveaux creux, mal instruits ou mal construits, l'Humanité les a toujours connues. Elles sont vieilles comme la sottise, l'ignorance et l'envie. C'est le cri stupide de la bête révoltée contre l'Esprit : *Non serviam !...*

Si l'on pouvait supposer qu'un certain ordre matériel pût s'établir sans unité spirituelle, peut-être pourrait-on compter sur la souffrance pour ramener nos contemporains au bon sens. Mais où se prendraient-ils ?

Une fébrile agitation dans une cohue d'épileptiques, la vanité, l'ostentation de la richesse ou du savoir, le bruit, les plaisirs grossiers, des phrases et des phrases ont obnubilé leur entendement. Si, en se reprenant parfois, ils aperçoivent l'horrible

néant de leur existence d'apparat, ce n'est pas à plus de conscience qu'ils aspirent pour se libérer, mais à s'étourdir plus encore pour s'oublier mieux. Ainsi les toxicomanes sont poussés à augmenter leur dose, ainsi s'entretient et s'accroît par elle-même la démence occidentale.

Les aveugles de bonne volonté, d'ailleurs, ne sont pas les moins redoutables.

Contre l'erreur, logiquement, ils s'enfoncent plus encore dans l'erreur. Contre le mal, nécessairement, ils s'enfoncent plus encore dans le mal. Tout l'empirisme législatif consiste à pallier les effets de l'anarchie en aggravant les causes.

Tout le féminisme aussi est là.

Les forces matérielles déréglées, sans contrepoids moral, écrasent les femmes. L'effort civilisateur, ce qui constitue le progrès, fut — par la femme surtout — de contenir ces forces en les subordonnant de plus en plus à la pensée et au sentiment. Le féminisme se contenterait de participer à la brutalité que notre anarchie a fait réapparaître. Par là il consacre, il généralise la suprématie absolue de l'argent, du nombre, de la loi, — c'est-à-dire de la corruption, de la violence et de la fourberie. On le demande : En quoi le régime de la brutalité économique, politique et morale, voire physique, peut-il être favorable à l'être de pureté, d'intimité et de tendresse qu'est la femme ?

Heureusement, la plupart des femmes et des prolétaires ont encore dans le cœur, sinon dans la tête, des parties non contaminées. C'est de là que peut venir le salut.

Dans l'ordre, ils n'aspirent qu'au calme bonheur du dévouement. Il ne leur manque qu'une doctrine, une foi qui les raniment en les unifiant.

C'est donc le devoir impérieux de ceux qui savent et qui peuvent de s'employer à cet enseignement. Il n'est pas d'œuvre plus urgente et qui puisse être plus féconde.

Dans *la Démocrative vivante*, *la Crise sociale* et *les Classes moyennes*, l'auteur s'est occupé surtout des prolétaires. Ici, ce sera de la femme, dont le concours moral intelligent a plus d'importance encore. Une mère de famille qui a conscience de sa haute mission et qui tient dignement son sceptre peut faire plus de bien que tout le pitoyable troupeau bêlant des suffragettes ne peut faire de mal.

Cet ouvrage, on le voit, n'a pas d'autre propos que de rappeler aux femmes qu'elles ont à garder leur âme.

LE
POUVOIR SOCIAL DES FEMMES

PREMIÈRE PARTIE
LA PLUS GRANDE PUISSANCE

CHAPITRE PREMIER
CE QUI UNIFIE

I
DE L'UNIVERSEL

L'agitation réformiste ou révolutionnaire n'est pas la volonté de progrès. Car le changement n'est pas le progrès, qui consiste le plus souvent à attendre des lois impératives les solutions réservées aux mœurs. Trop souvent, il est le contraire.

« La stabilité sociale a disparu depuis que l'homme s'est proclamé législateur, dit M. J. Coquille. Les anciens avaient remarqué que le grand nombre de lois est un signe de décadence, *Plurimæ leges, pessima respublica*, Les lois remplacent les mœurs ; elles substituent au frein intérieur de la conscience une répression extérieure. Leur multiplicité est donc un signe de décadence. »

Néanmoins, quand ce n'est pas aux lois, à la contrainte fiscale et policière ou à la terreur, c'est toujours à des dispositions matérielles, à des expédients qu'ont recours tous nos prétendus réformateurs, — même pour l'universel.

A propos de l'inutile propagande pour une langue internationale et du mouvement pacifiste, il est loisible de vérifier encore combien d'agitations inutiles seraient évitées et combien les efforts des hommes de bonne volonté seraient plus efficaces si les principes positifs étaient mieux connus et mieux respectés !

On ne saurait être les adversaires du principe d'une langue universelle non plus que de la paix mondiale. Mais il faut se garder des ridicules et décevantes chimères.

« Sous le poids constant des impulsions subjectives, a écrit A. Comte, la langue humaine tend sans cesse vers sa pleine systématisation finale, à mesure que se développent notre solidarité et notre continuité, à travers les variations objectives résultées des climats, des races et des nationalités ou individualités. »

Et ce maître entrevoyait « l'universalité finale du langage positif », en disant que le langage doit

suivre la même marche que la communauté d'opinions et de mœurs qu'il suppose et développe ». Pour lui, cette unité de langage était, à la fois, conséquence et condition de l'universalité religieuse.

« Il était, sans doute, absurde, ajoutait-il, d'espérer la langue universelle en laissant prévaloir des croyances divergentes et des mœurs hostiles. Mais il serait autant contradictoire de concevoir toutes les populations humaines unies par une foi positive dirigeant une activité pacifique, et parlant ou écrivant des langues toujours différentes. »

Auguste Comte peut donc être classé, avec François Bacon, Descartes, Pascal, Leibnitz, Locke, Montesquieu, Voltaire, Diderot, Condillac, Volney, Ampère, etc., parmi les annonciateurs d'une langue universelle. Est-ce à dire qu'il eût été partisan de l'une quelconque des langues internationales que l'on nous propose aujourd'hui ? Nullement. Le fondateur de la sociologie ne pouvait admettre la possibilité d'instituer une langue universelle artificielle.

« L'esprit métaphysique, a-t-il dit, fit méconnaître la spontanéité d'une telle construction, qui, nécessairement fondée sur l'élaboration populaire, ne peut résulter que de l'adoption unanime d'une langue existante. »

Auguste Comte croyait que cette langue pourrait être « celle de Dante et de l'Arioste », dans laquelle se fondraient les cinq principales langues européennes, « quand des modifications convena-

bles l'auraient assez systématisée ». Il indiquait l'italien, parce que c'est la langue que la poésie et la musique ont le mieux cultivée ; parce que son adoption, alors, semblait devoir présenter le moins d'obstacles, la population italienne étant « la plus pacifique » et « la seule pure de toute colonisation ». Mais l'Italie étant devenue une grande puissance militaire, colonisatrice, très belliqueuse, et la colonisation d'ailleurs étant tout autre chose que ce qu'elle était vers 1840 (1), surtout la colonisation française, il est plus probable que c'est le français, présidant à la fusion des langues romanes, qui sera la langue d'abord sacrée, puis universelle, prévue par Auguste Comte. N'a-t-elle pas été déjà, en fait, la langue diplomatique ?

Des réformateurs impatients le demanderont sans doute : combien de siècles faudra-t-il pour réaliser cette fusion de langues ? — Autant que pour instituer définitivement l'ordre humain positif, peut-on leur répondre.

L'unité de langage n'est possible ni désirable sans l'unité morale. C'est ce qu'on répondra aussi à ceux qui objectent, avec M. L. Couturat :

« Il est impossible que tous les peuples se mettent d'accord pour adopter la langue de l'un quelconque d'entre eux. Un tel choix se heurterait non seulement à l'amour-propre légitime des diverses nations, mais

(1) Alors on voulait des colonies pour se procurer ou pour exploiter des esclaves. La colonisation française, depuis, a fait disparaître l'épouvantable traite des esclaves et elle s'efforce de supprimer l'institution de l'esclavage partout où elle subsiste encore.

encore à leurs intérêts politiques et économiques, car il conférerait à la nation favorisée un avantage énorme sur ses rivales dans les relations commerciales et même scientifiques. La langue d'un peuple est le véhicule de ses idées, de son influence, de ses produits et même de ses modes; elle est aussi l'incarnation de son esprit, le symbole de son unité nationale, de son indépendance et de sa suprématie. Jamais les grandes nations ne consentiront à baisser pavillon devant l'une d'elles, à lui reconnaître une espèce d'hégémonie, et à devenir en quelque sorte ses tributaires. »

II

UNE LANGUE ARTIFICIELLE

On a proposé le latin. Outre les difficultés de prononciation, M. L. Couturat reproche au latin d'être une langue morte, « sa structure et son vocabulaire correspondent à un état de civilisation passé et irrévocablement passé ». Sans doute; mais une langue artificielle, qui n'a jamais vécu, est plus morte encore.

Max Muller a soutenu « qu'une langue artificielle peut être beaucoup plus régulière, plus parfaite, plus facile à apprendre que n'importe laquelle des langues naturelles de l'humanité ». C'est ainsi que des intellectuels ou des scientistes spécialisés peuvent raisonner.

Eh bien ! sur trente systèmes de langues universelles inventés depuis le *Mercury* de Wilkins (1665), sans compter plus de cent autres systèmes non parlables (pasigraphie, idéographie, calcul logique), le peuple, en France, par exemple,

n'a retenu qu'un mot volapück, « allo », tandis qu'il emploie quantité de mots étrangers.

Mais les faits ne comptent point pour les utopistes, ni les méthodes. M. L. Couturat a écrit un jour :

« A l'idée d'une langue artificielle on objecte souvent que les langues sont un produit spontané de l'esprit populaire, et ne peuvent se créer par décret ou par convention. Mais c'est une induction illégitime, qui érige un fait historique en une loi nécessaire : de ce que toutes les langues sont nées de cette manière, on ne peut pas conclure qu'elles ne puissent pas se former autrement. »

Ainsi, selon M. Couturat, qui est professeur de l'Université, c'est une « induction illégitime » de conclure que, tous les hommes étants morts jusqu'ici, lui et moi nous mourrons un jour. S'il en est ainsi, si l'induction n'est plus « la clef de la nature » reconnue par Taine, si nous ne devons plus « induire pour déduire afin de construire », comme le prescrivait A. Comte, nous ne pouvons conclure en rien sur rien, aucune action ne peut plus s'ordonner, aucune discipline ne peut plus être consentie, le monde devient le reflet des divagations de notre esprit ou le jouet de nos caprices.

M. L. Couturat, il est vrai, nous cite des exemples : les grandes villes américaines bâties d'après un plan, les découvertes scientifiques... Mais cela n'a rien à voir avec une grande institution sociale comme celle des langages. Et il n'y a jamais eu aucun fait social, aucune institution so-

ciale sans antécédent historique. Et comme il n'y en a jamais eu, nous sommes assurés, autant qu'on peut l'être, qu'il n'y en aura jamais. La filiation est la méthode propre à la sociologie. Mais, dans notre démocratie parlementaire, on se soucie fort peu de la méthode sociologique pour traiter du social : il semble que le verbiage suffise.

« S'il fallait en supprimer tout élément artificiel, nous dit encore M. L. Couturat, il faudrait rayer de nos dictionnaires tous les mots dits « de formation savante », soit 21.000 sur 27.000 en français, sans parler des nombreuses règles grammaticales qui sont nées, non pas de l'usage populaire, mais des raffinements des lettrés et des fantaisies des grammairiens. »

A la méthode sociologique, on substitue le grossier procédé électoral et matérialiste du nombre. Il est aussi déplacé ici qu'en politique ou en philosophie. J'invite M. L. Couturat à imaginer que les 21.000 mots et les règles dont il parle sont supprimés ou bien qu'ils subsistent seuls : il constatera que, dans ce dernier cas seulement, la langue française n'existerait plus.

Mais voici qui a plus de force :

« En fait, nous dit M. L. Couturat, il existe déjà des systèmes de signes internationaux, les chiffres, les signes d'algèbre, les formules chimiques, les notes de musique, les signaux maritimes, qui tous sont conventionnels et deviennent par l'habitude aussi naturels que les langues vulgaires, de même que les signes du télégraphe, les signes manuels des sourds-muets, l'alphabet Braille des aveugles; tous ces systèmes sont autant de langages, résultats d'une invention et d'une

convention : et pourtant ils deviennent, pour ceux qui les pratiquent journellement, l'expression immédiate et spontanée de leur pensée... On objecte enfin l'impossibilité de faire adopter une langue conventionnelle par une entente internationale. Ici encore nous répondrons par des faits. Outre les systèmes de signes déjà cités (comme le code international de la marine), la numération décimale, la division du cercle et celle du temps, le calendrier *grégorien*, le système métrique, le système d'unités C. G. S., la nomenclature et la notation chimiques, etc., sont autant d'institutions internationales que leur utilité ou leur commodité ont fait adopter par toutes ou presque toutes les nations. Si quelques-unes résultent d'un accord spontané et progressif entre les intéressés, les autres ont été décrétées à jour fixe et promulguées par une autorité, par un corps savant ou par un congrès. Le besoin d'uniformité entre les nations est si grand, qu'on a tenu à Paris, en 1900, un *Congrès pour l'unification du numérotage des fils*. Serait-il donc impossible de s'entendre pour l'unification du langage scientifique et commercial, qui doit résumer et compléter toutes ces conventions spéciales et partielles ? »

Comment ne voit-on pas ici, précisément, qu'on n'unifie que ce qui est parvenu à l'état de positivité ? Il est donc dans la logique de toute évolution que là on puisse s'entendre universellement. Pour le commerce, par exemple, il me paraît possible et souhaitable que l'usage se répande d'un code-interprète, genre Veslot.

Mais autre chose est une langue internationale. Elle est de l'ordre spirituel, où l'esprit métaphysique, c'est-à-dire anarchique, domine encore. Quand le positivisme aura constitué l'unité morale humaine, — d'abord pour la civilisation occi-

dentale, — seulement alors s'élaborera et s'imposera une véritable langue internationale, naturelle et vivante.

Remarquons-le : si l'on préconise une langue artificielle, c'est parce qu'on est obligé de reconnaître qu'aucune autorité spirituelle ne peut désigner et imposer maintenant, aux peuples civilisés, la langue de l'un d'eux. Et, quoi qu'on dise, pour les systèmes artificiels, les difficultés sont les mêmes.

L'Eglise seule a pu internationaliser le latin. Un pouvoir spirituel seul peut universaliser une langue, parce que seul un tel pouvoir commande aux passions et aux intérêts particuliers et momentanés.

Actuellement, il y a bien cinq ou six systèmes en présence, et l'esperanto paraît le plus répandu. Mais M. L. Couturat lui-même ne peut admettre que la concurrence désignera le meilleur à l'exclusion des autres.

« Mieux vaudrait une seule langue internationale mediocre, dit-il, que plusieurs langues internationales plus parfaites, mais dont aucune ne serait internationale. Il faut donc remettre le choix à une institution internationale qui ait la compétence et l'autorité nécessaires, afin que sa décision s'impose aux intéressés et les mette tous d'accord. »

Bien dit. Mais où prendra-t-on cette institution internationale ? En 1901, M. L. Couturat songeait au ramas de littérateurs, de spécialistes, de métaphysiciens et de pédantocrates qu'était l'*Associa-*

tion internationale des Académies, fondée en 1900. « Aucun corps n'est plus qualifié, disait-il, pour rendre la décision souveraine dont il s'agit. » Hélas ! L'année dernière, l'inventeur de l'esperanto, le docteur Zamenhof lui-même, avouait mélancoliquement : « Nous n'avons encore aucune institution autorisée. » Ce ne sont pas les congrès et leur parlementarisme incohérent qui en puissent tenir lieu. Il y a une sorte d'Académie ; mais « il est bien évident, nous dit M. Couturat, que cette Académie n'a pas plus d'autorité et de droit que le *Lingva Komitato* dont elle est émanée ». Il y a encore le *Centra Oficejo ;* mais c'est « une institution privée, anonyme et irresponsable ». Il y a enfin le Comité d'action espérantiste de France ; mais « ce prétendu Comité n'a aucune valeur, aucune autorité ».

III

CE QUI DIVISE

Et, naturellement, de même que l'esperanto avait succédé au volapük, voici l'ido qui se prépare à remplacer l'esperanto. Les langues artificielles vont vite. La « supernation » qu'aspiraient à être les espérantistes est divisée et en pleine guerre civile.

> Al la mond'eterne militanta
> Gi promesas sanktan harmonion.
>
> (Au monde éternellement en guerre
> Il promet une sainte harmonie[1].)

Mais cela n'a pu surprendre que ceux qui ignorent les principes élémentaires de la politique positive. La vogue qu'avait obtenue l'esperanto n'attestait que la confusion intellectuelle de l'Occident. Ce n'est pas dans le chaos qu'on peut construire. Cette agitation et cet enthousiasme à faux de-

1. *L'Espero*, hymme des espérantistes.

vaient aboutir nécessairement au plus lamentable échec.

Si, néanmoins, l'esperanto et l'ido résistent plus longtemps que le volapück, c'est que, comme la plupart des folies actuelles, ces deux entreprises ont été commercialisées. Cependant que la maison Hachette s'assurait le monopole de l'édition des ouvrages du docteur Zamenhof et des principales publications esperantistes, la maison Delagrave s'attachait congrûment à la fortune de l'ido. Toutes choses égales, c'est à peu près dans les mêmes conditions que notre République parlementaire se maintient. Question de boutique. Et si l'une ou l'autre de ces deux langues paraissait devoir réussir et, par là, devenait une trop bonne affaire, nous verrions aussitôt une autre maison de librairie favoriser un troisième système. Dans le désordre, c'est toujours l'argent qui devient capitaine.

D'ailleurs, si le « miracle » social qu'attendent les partisans des langues artificielles se produisait, on ne tarderait pas à le déplorer.

Dans l'anarchie intellectuelle présente, il y aurait certainement beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages — surtout pour la paix du monde — à ce que les communications fussent facilitées. Quand on ne s'entend sur aucun principe fixe, il est préférable de ne pas prendre contact et de ne pas se parler.

Si la pire sottise, dans cet ordre d'idées, n'était celle que Victor Hugo avança en soutenant que chaque école ouverte fermerait une prison, ce se-

rait celle que M. L. de Beaufront énonça un jour, alors qu'il était espérantiste : « L'idiome international seul peut rapprocher les esprits. » On voit surtout qu'il commence par diviser ces utopistes.

Ce sont les mots les plus grossiers que les peuples s'empruntent d'abord, et leurs vices. Au reste, plus ils peuvent se parler, plus ils se haïssent. Voyez les populations des frontières. Les Anglais n'ont pas de plus farouches ennemis que les Hindous à qui ils ont enseigné leur langue. Dans l'état des choses actuel, en France, on souhaiterait plutôt la résurrection des patois qui, jadis, séparaient les provinces et les préservaient des contaminations morales par cette sorte de cordon sanitaire. On souhaiterait même l'institution de dialectes de classes. Il est à remarquer que le pays le plus tranquille est la Suisse qui a quatre langues pour trois millions d'habitants.

Vraiment, on ne saurait considérer comme un réel progrès, un progrès bienfaisant, que le Bas-Breton puisse participer aux disputes politiciennes et chanter en français, en argot, sinon en esperanto, *l'Internationale*, d'immondes obscénités ou *J'ai engueulé l'patron*. Qui donc se réjouirait que Max Stirner, Bakounine et F. Nietzsche soient mis à la portée de nos Bonnot et Garnier ? Il est absurde, comme on le répétera avec A. Comte, « d'espérer la langue universelle en laissant prévaloir des croyances divergentes et des mœurs hostiles ».

IV

LA PAIX ET LE « DROIT DES PEUPLES »

L'Europe n'a jamais été si près d'une conflagration générale, il n'y a jamais eu tant de troupes sous les armes, de baïonnettes croisées, de sacs et de carnages dans le monde que depuis qu'il y a des humanitaires, des antimilitaristes, des congrès pacifistes, un Palais de la Paix et un tribunal d'arbitrage international à La Haye.

Quand ils ne sont pas des politiciens trop roublards, les pacifistes sont de grands naïfs. Mais combien dangereux ! La France, qui est leur principal champ d'action, en a fait la douloureuse expérience. Car nos désastres de 1870-71 sont imputables autant à l'insuffisance d'une administration qui n'avait rien su prévoir afin de pourvoir qu'à la suffisance de rhéteurs écervelés qui nous adjuraient de réduire notre armée pour « déclarer la paix au monde » et « la guerre à la guerre ». Et cette terrible leçon n'a pas fait taire les bavards !

Sincères, ils ne savent ce qu'ils disent. Ainsi, une société pacifiste et son bulletin ont pris ce titre : *la Paix par le droit*. Un journal pacifiste, qui prêche la paix sociale et internationale en même temps que la guerre civile et religieuse, s'intitule : *les Droits de l'homme*. Or, il est évident que ce sont les « droits » de l'homme qui ont provoqué et généralisé la guerre sociale comme ce sont les « droits » des peuples qui déchaînent la guerre internationale. En invoquant le « droit », les faibles ne cherchent qu'à suppléer les vertus qui leur font défaut et les forts qu'à accroître leurs forces, — et pour vivre, c'est-à-dire se maintenir et se développer.

L'empirisme des diplomates, — moins ridicule, — n'a abouti qu'à l'équilibre européen. Et pour une paix instable, la guerre latente. Ce n'est qu'un expédient d'anarchie dont les minces résultats nous sont connus. Même à la Sainte-Alliance, qui fut la plus grande pensée de la diplomatie, il a manqué ce que les politiques, fussent-ils des Metternich, ne sauraient donner : une autorité morale. La diplomatie a surgi de la confusion des pouvoirs. Mais la ruse ne saurait suppléer toujours un esprit commun.

La paix ! Il y faut l'ordre international, et qu'un gouvernement l'établisse et l'affermisse constamment. Pas de société — de familles ou de nations — sans gouvernement. Et il n'y a qu'un gouvernement spirituel indépendant qui puisse se faire entendre de tous les gouvernements temporels dont les intérêts s'opposent.

Ce ne sont pas les confuses revendications de prétendus « droits » qui peuvent constituer un lien social, mais l'accomplissement régulier des devoirs. Et aucun peuple ne peut se laisser imposer des devoirs à l'égard de l'ensemble des autres nations par la contrainte et même par le contrat. Il serait un traître, l'homme d'Etat qui sacrifierait les intérêts vitaux de sa patrie à ce qui ne peut durer autant qu'elle : une chimère, une alliance ou un traité. C'est dans l'ordre spirituel seulement, éternel et universel, qu'un peuple se peut reconnaître des devoirs plus larges, plus élevés que celui de se maintenir *per fas et nefas*.

V

L'ÉGLISE PACIFICATRICE

Cet ordre fut presque réalisé au moyen âge, pour l'Europe. C'est ce que M. de Maistre nomma « le miracle de la monarchie européenne ». Ce fut l'œuvre magnifique de l'Eglise. On comprend qu'un Albert le Grand puisse imaginer « la République chrétienne unie ». Alors il y a la chrétienté. De nombreux conciles se proposent de pacifier, entre autres celui de Soissons en 1033. Les guerres qu'elle ne peut empêcher, les guerres nécessaires, l'Eglise les humanise par la noble institution de la Chevalerie. Elle prescrit la paix de Dieu. Un peu partout, on forme des ligues pour le maintien de la paix. On va jusqu'à recruter des milices paciaires. Pas une assemblée chrétienne, reconnaît lui-même M. Lavisse, « qui ne fût alors une assemblée de paix ». Le pape Sylvestre II, au onzième siècle, propose une organisation politique internationale « pour permettre aux hommes de jouir des biens du Seigneur et pour éviter les soupçons, les jalou-

sies et les guerres qui en sont la conséquence ». Ne cédant rien du spirituel au temporel, moine ou pape, l'énergique Hildebrand est aussi un grand pacificateur. Puis c'est Innocent III, « obligé, dit-il, non seulement de prêcher la paix aux fils de la paix sur qui, comme l'affirme l'Évangile, repose notre paix, nous sommes encore obligé de rechercher la paix et de faire régner la paix ». C'est aussi, nous dit M. Frédéric Duval :

« Grégoire IX, qui excommunie à plusieurs reprises Frédéric II..., Boniface VIII, qui ordonne à Philippe le Bel de respecter la trêve conclue avec l'Angleterre, Jean XXII..., qui écrit à Philippe V, roi de France, ces lignes importantes : « A coup sûr, mon fils, si vous ré« fléchissez avec quelque attention aux événements que « peut réserver l'avenir, vous ne sauriez désapprouver « ni trouver préjudiciable, pour vous-même et pour votre « royaume, l'exercice du droit qui appartient au Siège « apostolique d'imposer des trêves. » Eugène IV, dans une bulle adressée à toute la chrétienté pour l'adjurer de se lever tout entière contre le Croissant, soutient d'ailleurs la même thèse : « Et afin, dit-il, que rien, du « côté de la chrétienté, ne mette d'entraves à la sainte en« treprise, le pape veut et ordonne, en vertu de l'auto« rité qu'il tient du Tout-Puissant, que le monde chrétien « soit en paix ; les prélats et dignitaires de l'Église sont « autorisés à s'entremettre pour apaiser les querelles et « faire régner la paix, ceux qui s'y refuseraient devront « tout au moins consentir à un armistice et l'observer ri« goureusement. Les contrevenants seront frappés de « l'excommunication, si ce sont des individus, et de l'in« terdit, si ce sont des communautés entières. » Ces « sortes d'interventions, dont on pourrait multiplier les exemples et qui mettaient les papes dans la nécessité d'user de toutes les armes spirituelles dont ils pouvaient disposer, se font de plus en plus rares à mesure

qu'on s'éloigne du moyen âge et que la foi devient moins vigoureuse. Elles engageaient trop la papauté qui ne trouvait plus chez les princes et dans les peuples la docilité d'antan. »

M. Frédéric Duval nous cite enfin les nombreuses médiations des pontifes qui mettent fin à des conflits, qui réconcilient des maisons ennemies, qui départagent les intérêts antagoniques. De son côté, Auguste Comte avait fait remarquer qu'après la découverte de l'Amérique, alors que l'Espagne et le Portugal se disputaient le Nouveau Monde et étaient en contact constant sur une étendue immense, il avait suffi encore « d'une simple bulle d'Alexandre VI » pour délimiter les ambitions de ces deux peuples qui n'auraient pu se céder l'un à l'autre et éviter ainsi d'épouvantables tueries fratricides.

Un pacifiste qui a pu voir juste, M. J. Prudhommeaux, après avoir signalé le prodigieux développement du catholicisme dans le monde, écrivait dernièrement :

« Quelle victoire pour notre idéal, le jour où, dans les pays que nous venons d'énumérer et que plus de 96.000 prêtres évangélisent, aussi bien que dans les nations spécifiquement catholiques dont nous n'avons rien dit, la voix, la grande voix de Rome, lançant un de ces appels qui sont des ordres, redira, en leur donnant un sens tout moderne, les paroles évangéliques : *Pax hominibus bonæ voluntatis !* Nous avons montré que cette espérance avait cessé d'être chimérique. Et n'annonce-t-il pas les promesses de l'avenir, ce congrès eucharistique de Vienne où l'on voit se courber, sous la bénédiction du légat envoyé par Rome, des auditoires de

cinquante mille personnes accourues de toutes les contrées du globe ? »

M. J. Prudhommeaux marque avec netteté comment et par qui la paix peut être établie. Il n'y a pas de société sans gouvernement, et il n'y a qu'un gouvernement spirituel possible et efficace pour la société des nations.

« Qu'est-il arrivé à cet égard, écrit Auguste Comte, depuis l'absorption du pouvoir papal ? Les diverses puissances européennes sont rentrées, les unes vis-à-vis des autres, dans l'état sauvage, les rois ont fait graver sur leurs canons l'inscription, dès lors exactement vraie : *ultima ratio regum*. Quel expédient a-t-on imaginé pour combler le vide immense que laissait à cet égard l'annulation du pouvoir spirituel ? On doit sans doute rendre justice aux efforts très estimables des diplomates pour produire et maintenir, à défaut d'un lien réel, ce qu'on a appelé l'équilibre européen, mais on ne peut s'empêcher de sourire à l'espoir de constituer par une telle voie un véritable gouvernement d'États. Il est évident que ce système d'équilibre, considéré dans sa durée totale, a occasionné plus de guerres qu'il n'en a empêché. »

VI

L'ANTIQUE CHIMÈRE

Renonçant à la chimère païenne de l'empire universel, le catholicisme s'en était donc tenu à la réalité positive de l'Église universelle. Au temporel, le particulier, le présent, le local ; au spirituel, le général, l'éternel, l'universel.

On le voit, ici, nos révolutionnaires rétrogradent au delà du moyen âge. Bonaparte reprend le rêve insensé d'Alexandre, de César et de Charles-Quint. Certes, il veut la paix ; mais il ne la veut que par la force, l'hégémonie. Ce n'est pas qu'il méconnaisse la puissance du spirituel. Il s'y est heurté, et il a pu l'éprouver. Mais, dans sa mégalomanie, il croit la dominer et changer les lois du monde. « Voyez l'insolence des prêtres qui, dit-il, dans le partage de l'autorité avec ce qu'ils appellent le pouvoir temporel, se réservent l'action sur l'intelligence, sur la partie noble de l'homme, et prétendent me réduire à n'avoir d'ac-

tion que sur les corps. Ils gardent l'âme et me rejettent le cadavre. » Aussi essayera-t-il de devenir le chef suprême de l'Eglise française en faisant du clergé « une sorte de gendarmerie sacrée ». Déjà le Premier Consul dira : « Il faut une religion au peuple, et il faut que cette religion soit dans la main du Gouvernement », — et ce sera le Concordat. Il faut aussi que l'instruction soit dans la main du Gouvernement, — et ce sera l'Université. Aussi la science, — et ce sera, pour l'intelligence, le régime académique. Aussi l'activité sociale, la famille, — et ce sera le dissolvant Code civil. Taine nous montre Bonaparte voulant « tirer parti des prêtres », voulant avoir « ses conciles », voulant avoir à lui « la direction du pape ». C'est ainsi que l'héritier impérial sera « roi de Rome ».

Et voilà le plus grand des jacobins. Celui qui a disposé des forces énormes de plusieurs peuples et de toutes les erreurs d'un siècle fanatisé pour réaliser l'ordre matériel. Il aboutit pour lui-même à Sainte-Hélène, et, pour la France, à Waterloo. Habile ? Génial ? Sans doute ; mais d'une habileté, d'un génie diaboliques à poursuivre sa ruine et celle de la France. Que n'avait-il, avec son savoir-faire, un peu du savoir penser, de la science politique dont était pourvu le plus humble évêque du moyen âge ?

Tous nos internationalistes et nos utopistes, là-dessus, sont jacobins et césariens. Ils sont aussi rétrogrades que le « jobard de Sainte-Hélène ». Ils oublient que « l'état naturel des princes, ainsi que le montrait Montesquieu, c'est de forcer et d'être forcés ». Et leur bonne volonté n'y peut

rien. Les nations ne peuvent être commandées par une force matérielle supérieure à elles-mêmes. L'absence de tout pouvoir spirituel est donc l'anarchie internationale, c'est-à-dire la guerre perpétuelle.

VII

CE QUI DÉCHAINE LA GUERRE CIVILE NE PEUT ÉTABLIR LA PAIX MONDIALE

Non plus que le canon ou la diplomatie, hélas ! l'éloquence et ce qu'ils appellent la « Raison » ne sauraient unifier le monde. Jusqu'ici ils n'ont pu que déchaîner la guerre civile.

« La raison de l'homme, dit de Bonald, n'est autre chose que la passion domptée : donc la raison toute seule ne suffit pas pour dompter la passion. L'intérêt de l'homme est la vertu pratiquée : donc la considération de notre intérêt ne suffit pas pour faire pratiquer la vertu. »

C'est donc contre la paix européenne qu'on a attaqué la puissance des papes. Si l'on ne peut dire d'aucun régime politique qu'il est la paix, qui n'appartient qu'à l'ordre spirituel, il est certain que le jacobinisme plus spécialement est la guerre. Et dans les plus mauvaises conditions pour le pays qui a le malheur d'en être infecté, puisque, en

suscitant la guerre par le désordre extérieur, le jacobinisme retire à ce pays, par le désordre intérieur qu'il entretient, l'énergie et les moyens de se défendre et de vaincre.

L'anticléricalisme, c'est l'anarchie morale. On prétend, il est vrai, échapper aux funestes conséquences de ce retour à la barbarie en proclamant l'autorité internationale de la science. Mais si cette autorité pouvait se fonder, ce serait réinstaurer un autre sacerdoce.

Mathématiciens, physiciens, chimistes, biologistes vont remplacer les prêtres. Hélas! ces mandarins sont au service de toutes les puissances temporelles, et c'est assez dire qu'ils ne les peuvent régler. Ils ne se peuvent régler eux-mêmes. On ne le voit que trop, ils manquent de doctrine, ils manquent de cœur. S'ils savent trouver parfois la formule d'un explosif plus meurtrier, ils ignorent pourquoi cet explosif fait sauter d'abord les navires des peuples irréligieux et donc dissociés. Ingénieux à peser, à décomposer la matière, à combiner ses molécules, les éléments moraux leur échappent. Leur compétence s'arrête où commencent les catégories politiques, sociales et morales.

Une nouvelle ligue vient de se créer qui se propose d'organiser l'opinion publique internationale. Voilà bien le but. Mais on ne l'atteindra pas en lui tournant le dos. Cette ligue s'appelle *le Droit des peuples*, et ses fondateurs n'ignorent point que ce « droit » est le mot de passe de la Révolution et de l'anarchie. Les nouveaux ligueurs prennent l'impulsion d'un mouvement tumultueux des

foules pour l'organisation de l'opinion publique. Ceci est moins aisé que cela. Il y faut une doctrine et une autorité spirituelle pour l'enseigner et la garder.

Sans doctrine, c'est-à-dire sans dogme pour baser et nourrir la pensée, sans régime pour discipliner l'action et sans culte pour exalter et guider le sentiment, il ne subsiste qu'une monstrueuse exploitation de l'ignorance et des vices populaires par tous les charlatans que notre anarchie spirituelle fait pulluler. Quand le prêtre est chassé, c'est l'histrion, la tireuse de cartes, le spirite, le thaumaturge plus ou moins diplômé, le démagogue et l'aventurier qui prennent sa place.

Les ligues et congrès pacifistes sont un rassemblement confus d'athées, de protestants, de francs-maçons, de musulmans, de juifs et de politiciens. On rirait bien, si cela ne marquait la gravité de la démence occidentale! Cette cohue grégaire — où l'on ne s'entend sur aucun principe positif essentiel — a la prétention d'organiser l'opinion publique, de la diriger, et de remplacer l'Église, — pour achever de la détruire. Ces lamentables dupes des mots n'omettent que ceci : l'Église a un corps et une âme, une constitution et une doctrine, — et ils n'ont que de vagues aspirations, aussi incohérentes qu'inefficaces.

VIII

L'ANARCHIE SPIRITUELLE

Reconstituer le pouvoir spirituel est, d'après A. Comte, « la première condition d'une régénération mentale et morale, non moins indispensable à l'ordre qu'au progrès ».

C'est d'autre importance que la représentation proportionnelle ou tout autre changement politique. A toutes les sauces arithmétiques, le parlementarisme sera le parlementarisme, — en politique, une maladie antifrançaise, une absurdité. Malheureusement, il semble que nos concitoyens soient plus à l'aise dans la sottise, surtout si elle prend un air de réforme savante, que dans le simple bon sens. Ils peuvent suivre les calculs aussi compliqués que vains de MM. P.-G. La Chesnais et Charles Benoist; mais ils n'entendent rien à ce qui est l'essentiel, la condition de l'ordre, c'est-à-dire de la vie sociale et de tout réel progrès.

N'étant plus contenu par aucune discipline, les cœurs et les esprits ont contracté cette habitude

vicieuse de ne se fixer à rien. Comme les fumeurs d'opium, ils prennent leurs bavardages et leurs rêvasseries pour de l'action, de la pensée et de l'amour.

« D'un côté, dit A. Comte, la destination de chacun dans la société n'étant plus déterminée par aucunes maximes généralement respectées, et les institutions pratiques ayant dû se conformer à cette situation des esprits, l'essor des ambitions particulières n'est plus contenu réellement que par la puissance irrégulière et fortuite des circonstances extérieures propres aux divers individus. D'un autre côté, le sentiment social cherchant vainement, soit dans la raison privée, soit dans les préjugés publics, des notions exactes et fixes sur ce qui constitue le bien général dans chaque cas qui se présente, il finit par dégénérer peu à peu en une vague intention philanthropique, incapable d'exercer aucune action réelle sur la conduite de la vie. Par cette double influence, chacun, dans les grands rapports sociaux, est graduellement conduit à se faire centre, et la notion de l'intérêt particulier restant seule bien claire au milieu de tout ce chaos moral, l'égoïsme pur devient naturellement le seul mobile assez énergique pour diriger l'existence active. »

Même si l'on est un lettré intelligent, un citoyen sincère et généreux, un homme de bonne volonté, on ne projette encore que l'âme sociale actuelle dans ce qu'elle a de meilleur. Or, si on la peut parer, cette âme, on ne saurait la transformer dans son fonds. Elle n'est que tout ce qu'elle peut être, à travers le philosophe de Sorbonne, le politicien, le journaliste, le paysan ou l'ouvrier socialiste des faubourgs. Ce qui apparaît le plus nettement, c'est que cette âme ne sait où s'ap-

puyer, ni comment et vers quoi aller. Elle est sans base, sans guide et sans but. Car, enfin, la Liberté abstraite — qui n'est que vagabondage — n'est pas une base, la Vérité abstraite — qui n'est que l'absolu dans le vide — n'est pas une direction, et la Justice abstraite — qui se résume dans la subordination de l'intérêt général aux désirs particuliers — n'est pas un but. Ce ne sont que des mots au service des instincts, des paresses et des caprices, et qui masquent un effrayant recul vers la barbarie. De là cette garrulité qui nous étourdit et nous rend de plus en plus inaptes à tenir compte des réalités sociales. Et les groupes organiques se dissolvent, les cellules défensives se débilitent, « le gorille lubrique et féroce » réapparaît à la lumière, dans nos villes, enfin la multitude asiatique s'arme silencieusement. La civilisation occidentale, la société française surtout, est comme dans une automobile conduite par un chauffeur ivre et qui descend les flancs escarpés d'une montagne, entre des précipices, à la quatrième vitesse. La catastrophe est d'autant plus certaine qu'on s'est acharné, au départ, à briser tous les freins.

Qu'on juge cette situation plus ou moins tragique, et quelque optimisme qu'on affiche, à moins d'être un des bas profiteurs de ce désastre ou une brute stupide qui convoite les épaves, on ne saurait contester qu'elle est inquiétante. On peut ergoter sur des détails ou sur les causes, dans son ensemble le fait s'impose. Le danger est certain, il est imminent. Des politiciens même, comme

M. Barthou, conviennent que la société est gangrenée. Que faire? Les miracles ne sont plus de notre siècle. La révolution sociale est un mythe, et, contrairement à ce que pense Georges Sorel, un mythe stupéfiant, qui abêtit et qui avachit le prolétariat. Quant à la revision de la Constitution, elle n'est plus proposée que par quelques vieux farceurs de la politiquerie. Je le demande donc: est-ce dans l'indécision, la dispersion, le brouillard qu'on rassemblera les forces défensives de la nation et qu'on ranimera les éléments de reconstitution sociale? Il y faut donc une doctrine qui rallie et relie, et un gouvernement qui maintienne, contienne et propulse.

IX

LA RELIGION NÉCESSAIRE

Le gouvernement matériel ne suffit point à une civilisation dont la complexité exige la souplesse des moindres rouages. Plus les relations sont complexes, moins elle peuvent être régies par un commandement simpliste, un mécanisme légal rigide. Le spirituel devient donc de plus en plus nécessaire. C'est toujours une régression quand il s'affaiblit. Le temporel commande les actes. Mais il ne sera obéi, avec le minimum de coercition, que si le gouvernement spirituel inspire les mobiles et prépare les volontés à consentir. Et pour cela, pour éclairer et diriger l'opinion publique, une doctrine est indispensable. J'entends une doctrine complète, c'est-à-dire une religion. Hormis le catholicisme, qui ne convient qu'aux croyants, et le positivisme, toutes les théories, plus ou moins spécieuses, qui divisent actuellement les esprits et les opposent, sont partielles, et donc partiales. La pensée, l'énergie et le senti-

ment ne s'harmonisent que dans une synthèse universelle, une religion.

« La foi, dit A. Comte, c'est-à-dire la disposition à croire spontanément, sans démonstration préalable, aux dogmes proclamés par une autorité compétente, est la condition générale indispensable pour permettre l'établissement et le maintien d'une véritable communion intellectuelle et morale. »

La religion, c'est-à-dire un ordre moral, est la condition fondamentale de la santé physique, morale et sociale. L'inquiétude, la maladie, l'insécurité sont le prix du désordre où nous nous complaisons.

« Le plus grand bonheur que la société puisse procurer à l'homme, dit de Bonald, est de le défendre contre les illusions de sa cupidité, les écarts de son imagination et l'inconstance de ses goûts. »

Que l'accord des hommes avec eux-mêmes, entre eux et avec le monde ne puisse être inébranlablement établi que par une religion, nul ne s'élève là contre. On conteste seulement que l'ordre soit indispensable au progrès. Il est évident, pourtant, que le véritable progrès ne peut être que le développement de l'ordre continu. Si l'on a accoutumé, en général, de considérer le changement, tout changement comme un progrès, le dévergondage comme une liberté, le psittacisme, toute connaissance plus ou moins oiseuse comme du savoir et toute divagation comme de la pensée, c'est que le sens des réalités profondes est atrophié chez les âmes dissociées.

Il convient donc, avant tout, de rallier les âmes et de les relier pour les guider.

Et il y faut, on l'entend bien, un pouvoir efficace. Pas de société sans gouvernement, et pas de civilisation sans société, — qu'il s'agisse du temporel ou du spirituel.

Mais qu'est-ce que la société ? Qu'est-ce que la civilisation ? Où est le spirituel, où le temporel ?

Aujourd'hui, tout est confondu. L'État enseigne et ne commande pas. Le pédagogue invoque l'État et ne se soucie plus d'éducation. La femme, pour dominer, veut employer tous les moyens qui ne sont pas de son cœur, où seulement elle prévaut. Le jacobinisme le plus obtus se généralise. On ne croit plus qu'aux contraintes, aux forces brutes : le policier, le percepteur, la basoche et sa procédure, la prison, le fusil ou la bombe, la loi écrite, l'argent. Le moyen, universellement, est pris pour le but. Ainsi le progrès consiste en des améliorations matérielles, ou plutôt en ce qui nous paraît des améliorations. Quant à la science, ce que les mandarins nous font prendre pour la science, c'est ce qui aide à nous étourdir. Nous nous glorifions de savoir qu'on fait 200 kilomètres à l'heure dans un appareil volant et que les rayons X vibrent 300 milliards de fois en un milliardième de seconde. Et, comme les sauvages prennent tout ce qui brille pour de la beauté et de la richesse, nous considérons que tout brevet est du savoir et la mercerie de l'honneur.

Le véritable progrès est dans un autre sens, la vraie science est autre chose. Notre démence législative n'est pas de la politique, notre barbarie d'argent n'est pas de la civilisation.

X

TEMPOREL ET SPIRITUEL

Le pouvoir spirituel n'est, après tout, avait dit A. Comte, que « la réaction normale de l'intelligence et du sentiment sur la force ». Il n'y a pas d'autre façon d'assurer le concours indispensable à toute société que de contraindre par le gendarme, la faim et le sabre ou de persuader par la raison sociale et l'amour. Qui ne saurait être persuadé doit être contraint, — ou la société se désagrège.

On voit déjà que le pouvoir spirituel est d'autant plus nécessaire que le pouvoir temporel l'est moins. Mais, par là, on reconnaît de quel côté est le vrai progrès, et la civilisation. C'est que le pouvoir spirituel, quoiqu'il assure mieux encore le concours, garantit aussi l'indépendance, ce que ne saurait faire n'importe quelle contrainte matérielle.

Le pouvoir temporel commande aux actes ; mais le pouvoir spirituel modifie les volontés. L'un

conseille, l'autre réprime et comprime. Aussi la meilleure condition de l'ordre comme de la liberté est-elle la séparation complète des deux pouvoirs.

L'un étant dit « spirituel », l'autre est matériel. Celui-ci étant dit « temporel », celui-là est éternel.

Le temporel ne s'inspire que du présent. Il n'a aucune autorité sur le passé qu'il ignore et l'avenir qu'il ne peut comprendre. Le praticien, si éminent qu'il soit, ne se peut passer des conseils éclairés du théoricien, et celui-ci ne saurait pratiquer. Généraliser ne laisse pas d'être aussi une spécialité. L'empirisme pratique suppose donc une direction morale, qui s'inspire de ce qui dure et organise le dévouement. Voilà où s'achopperont toujours la chance et le génie d'un Bonaparte. C'est qu'il n'est pas de destin contre l'ordre des choses.

Si la fin du spirituel est de garantir la continuité, celle du temporel est de maintenir, présentement, une suffisante solidarité. En outre, le pouvoir spirituel est général et universel, le temporel est spécial et local.

Ainsi donc la destination propre du pouvoir spirituel est l'éducation de l'individu, l'organisation et la direction de l'opinion publique.

Et c'est socialiser : en science et en philosophie, les connaissances ; en politique, les forces collectives ; en art, les sentiments ; en morale, la conduite...

Ce n'est donc pas prêcher, mais fortifier, éclairer. Il faut être fort, car la force seule peut servir. Il faut voir clair, car les plus belles énergies

individuelles, maintenues dans le trouble, se contre-carrent et s'annihilent.

Enfin, ce n'est pas disserter, mais régler, conseiller, consacrer et diriger. S'il importe de savoir, c'est seulement pour prévoir afin de pourvoir.

Pas de société sans gouvernement ! Il faut qu'une autorité temporelle se rétablisse avec tous ses moyens et tous ses devoirs, mais bien plus encore qu'aux activités, et d'abord, il faut une direction aux pensées et aux sentiments. Une civilisation ne se crée et ne subsiste que dans un Etat constitué et par une religion organisée.

XI

CATHOLICISME ET POSITIVISME

Conciliant en fait, le positivisme ne transige jamais sur les principes. Avec le catholicisme, il ne peut donc s'agir d'une fusion, encore moins d'une équivoque « utilisation », mais d'une loyale alliance, tacite pour le spirituel, formelle pour le temporel. Ni d'un côté, ni de l'autre, il ne saurait être question d'aucune concession de principe. C'est dire que le positivisme reconnaît dans le catholicisme une grande vérité. De leur côté, les catholiques de l'*Action française* ont déclaré :

« Ce que nous professons, à savoir la justification des lois naturelles par le surnaturel, ne signifie point que l'ordre surnaturel se confonde avec l'ordre naturel ; cela signifie que, bien loin de le détruire, il l'explique et le justifie aux yeux des catholiques. Si la raison scientifique démontre, par exemple, certaines lois politiques, nous ne voyons pas comment le surnaturel nous obligerait nécessairement à les enfreindre. »

Nous avons à reconstituer la société française. l'Église n'y peut suffire seule, puisqu'elle n'a pu défendre et garder seule. Elle n'a pu prévoir ni arrêter le funeste épanouissement des divagations métaphysiques et des négations révolutionnaires. D'autre part, on ne peut rien sans elle. On n'édifie que sur des assises.

On connaît mal le positivisme. La synthèse du savoir humain aboutit à une vraie religion qui a pour fin — comme toute religion — la subordination des instincts égoïstes aux impulsions altruistes, de la personnalité à la sociabilité, de ce qui passe à ce qui dure, du détail à l'ensemble, de la raison et de l'activité au sentiment. C'est Comte qui a dit : « La foi est la plus grande vertu sociale. »

A le bien prendre, le positivisme n'est qu'un catholicisme qui se connaît. Un digne prêtre m'écrivait dernièrement qu'on ne peut être catholique « qu'au nom de la vérité intrinsèque, littérale, absolue et intangible de la Révélation ». Il n'importe si, en construisant le « royaume de Dieu », le croyant réalise l'ordre humain ! Dieu n'a pu vouloir que l'ordre et la plus grande Humanité. C'est blasphémer que de supposer qu'en s'élevant l'homme n'obéit pas à Dieu. Pour le social, catholiques et positivistes ont donc le même principe : l'amour ; la même base : l'ordre ; le même but : le progrès.

Auguste Comte a conçu le positivisme comme le développement du catholicisme. Pour lui, Dieu est la seule réponse raisonnable à toutes les questions de cause et d'origine. Il condamne le maté-

rialisme, l'athéisme, voire le niais déisme romantique et le vague spiritualisme universitaire, qui ne sont qu'un athéisme hypocrite. Nul n'a si hautement glorifié l'Eglise. Nul n'a si bien montré l'accord émouvant de la foi avec l'ordre universel, qui est une des plus fortes raisons de croire pour les âmes qui s'inquiètent.

Le positivisme relie l'homme au monde par l'Humanité comme le catholicisme par Dieu. Le procédé logique importe peu. Socialement, nous n'avons à considérer que le résultat. L'œuvre dans le ciel du catholicisme nous est et nous restera positivement inconnue. Son œuvre sur la terre ne saurait être ignorée des Français. Il a fondé la société française, la fleur de la civilisation, et la civilisation occidentale, la plus magnifique expression de la grandeur humaine. Un des principes du positivisme, c'est de ne pas sacrifier les moyens au but. Acceptant l'œuvre, il ne rejette pas l'instrument. D'un autre côté, le catholicisme ne peut s'opposer à soi-même, à ce qu'il a créé réellement. Il ne peut que vouloir perfectionner cette œuvre grandiose qui est si profondément sienne. Tant qu'il le pourra et le voudra, il aura sa raison d'être, il sera humainement indestructible. Un vrai positiviste souhaite l'Eglise forte, parce qu'il la sait efficace. Et il ne méconnaît point le meilleur de cette force, où elle s'anime : la naïveté, la spontanéité, la ferveur de la foi en Dieu.

Si le catholicisme tendait à la théocratie, comme le protestantisme par exemple, la difficulté serait grande. Mais le principal apport du catholicisme à

la liberté humaine, ç'a été, précisément, la distinction du temporel et du spirituel.

« L'art de gouverner les États, a écrit un vigoureux penseur catholique, M. J. Coquille, serait le dernier des arts, s'il se réduisait pour les princes à faire ce qu'ils veulent; les enfants rêvent cela avant l'âge de raison. L'Eglise est le refuge des nations, par ses dogmes et par sa morale, elle les délivre de la toute-puissance humaine. Elle assure aux individus la possession d'eux-mêmes, en mettant dans leur cœur et dans leur esprit une loi toute divine, barrière infranchissable à la tyrannie et au sophisme. »

On constate trois états sucessifs de l'esprit humain : théologique, métaphysique, positif. L'état métaphysique, essentiellement critique, négatif, destructif, est transitoire. Mais c'est ce ferment d'anarchie qui prédomine aujourd'hui. C'est par lui que l'Eglise est persécutée, que la France est déchirée. Or, à ceux qu'agite le tourment métaphysique et qui s'interrogent vainement sur les origines et les causes, au lieu de s'en tenir aux rapports, aux lois, seuls accessibles à l'intelligence humaine et seuls utiles à connaître, le positivisme assure qu'il n'y a qu'une réponse qui les puisse satisfaire et qui convienne : Dieu, créateur et dispensateur de toutes choses. Il va plus loin : Aux croyants incomplets qui écartent Dieu des affaires terrestres, il recommande la seule doctrine qui les puisse rallier : le catholicisme. Il ne s'adresse donc qu'à ceux qui ont déjà franchi, définitivement, l'étape métaphysique, et pour les rallier, les relier, les régler, leur inspirer un res-

pect reconnaissant pour l'Église, mère de la civilisation occidentale, et en faire des partisans décidés de la liberté spirituelle.

Dans notre décomposition générale, dans notre chaos, l'Église reste la plus grande force morale de la civilisation, et sa sauvegarde. C'est pourquoi les vrais positivistes ne sauraient être du côté des persécuteurs. Ainsi un Maurice Barrès prend cette position française : résister au vandalisme. Et des fidèles, nous n'en attendons que la sympathie. Mais nous savons aussi que l'Église, qui fut toujours douée d'une merveilleuse intelligence politique, ne peut que souhaiter la prompte organisation de cette grande école de respect qu'est le positivisme. Et pour les âmes religieuses, c'est-à-dire unifiées, désirer et favoriser ne se séparent point. En voici deux exemples.

Suivant les dernières volontés d'Auguste Comte, son Exécution testamentaire, depuis la suppression du budget des cultes, envoie par moitié cent francs par an au curé de Saint-Paul et à l'archevêque de Paris. D'autre part, d'excellents catholiques offrent leur concours à des positivistes. D'une des lettres que j'ai reçues à ce sujet, j'extrais ce passage : « Catholique convaincu, je suis toutefois disposé à aider de tous les moyens en mon pouvoir, trop faible malheureusement, tous les Français catholiques ou positivistes sincères qui s'efforcent de relever le niveau moral de notre pays, pourvu que leurs écrits et leurs actes ne portent pas atteinte aux dogmes que je respecte. » Et mon correspondant loue hautement « les excellents

maîtres catholiques et positivistes, dont le talent et les efforts intelligents et dévoués contribuent dans une si large mesure à remettre un peu d'ordre et de clarté dans nos pauvres cervelles françaises ».

Je puis me féliciter de ce que quelques-uns de mes lecteurs sont revenus à l'Église. Une des dernières lettres que j'ai reçues ainsi est celle d'un jeune employé de commerce, naguère membre d'un groupe anarchiste. J'en extrais ceci :

« Que la présente lettre soit pour moi l'occasion de vous remercier des services que votre revue m'a rendus. J'étais un anarchiste désabusé quand j'ai commencé à la lire. Auguste Comte m'a guéri de mes idées révolutionnaires et m'a mis en sympathie avec le catholicisme. Je me suis mis à étudier ce dernier, la sympathie a grandi et, la grâce de Dieu aidant, s'est transformée en foi. Ma conversion au catholicisme est imminente. (Je devrais écrire notre, car ma femme et moi recevrons le saint baptême au commencement du mois prochain.) Je souhaite, pour finir, que votre œuvre rende le même immense service à d'autres... »

On se rappellera enfin que Comte, en 1857, l'année même de sa mort, députa son disciple Sabatier au général des Jésuites, à Rome, le Père Bex, pour lui proposer de constituer avec tous ceux qui ont une religion, contre les barbares destructeurs qui n'en ont pas, l'alliance défensive de la civilisation occidentale. Le Père Bex ne sut rien entendre à la grande pensée qui lui était soumise, il prit même Auguste Comte pour l'économiste Charles Comte, mort vingt ans auparavant, ce qui décèle

une intelligence aussi chétive que mal informée. Auguste Comte avait adressé au Père Bex un exemplaire du *Catéchisme positiviste* avec sa dédicace. Cet exemplaire, paraît-il, ne fut même pas ouvert par le destinataire. Le Père Bex était donc un type dans le genre de M. Pierre Loti : il ne lisait pas. C'est plutôt fâcheux.

L'Ordre des Jésuites a toujours compté des hommes éminents à tous égards. Aujourd'hui, ces hommes d'élite n'ignorent plus ce qu'est le positivisme et ce que vaut sa pensée reconstitutive. En théologistes convaincus, ils peuvent déplorer notre incroyance irréductible. En défenseurs de l'Eglise, en politiques avisés, ils savent quel appui les vrais disciples de Comte peuvent leur apporter du dehors.

Voici d'ailleurs les paroles que le représentant de Comte prononça en quittant la maison des Jésuites à Rome. Elles vaudraient d'être transcrites en lettres d'or :

« Quand les orages politiques de l'avenir manifesteront toute l'intensité de la crise moderne, vous trouverez les jeunes positivistes prêts à se faire tuer pour vous, comme vous êtes prêts à vous faire massacrer pour votre Dieu. »

Dans toute l'histoire des religions, il n'est pas de plus belle page que celle-là. Et seul le positivisme pouvait l'écrire. « Nous pouvons rendre bonne et pleine justice à tous nos adversaires, disait A. Comte dans une lettre à Stuart Mill, et ils ne peuvent aucunement nous le rendre sans renoncer à leurs vains principes. »

On objecte : « Si le positivisme prenait force de vie et s'opposait nettement à la religion romaine... » Si ?... Oui. Mais, précisément, il ne saurait s'opposer. Nous sommes Français, et les fils reconnaissants de l'Église. Et plus tard dans des siècles ?... C'est lointain. Eh bien ! allons plus loin encore, si l'on veut, pour ne pas donner l'apparence d'esquiver une difficulté. Dans l'avenir le plus lointain qu'on puisse imaginer, le positivisme ne s'opposera pas au catholicisme, puisqu'il ne peut et ne veut que le continuer. Mais il faudra que l'un finisse par absorber l'autre, objecterat-on encore ? Pourquoi ? Des religions ne sont pas des armées en bataille, des partis qui ne peuvent s'élever que sur la ruine des autres. Ce sont les étapes de l'Humanité. Aucune ne disparaît. Le fétichisme et le paganisme, par exemple, dans ce qu'ils avaient d'essentiel, ont plutôt été revivifiés par le christianisme. Le théologisme même n'est pas près de s'éteindre, et sa forme de plus haute civilisation est le catholicisme.

On voit déjà tout ce que l'Église peut gagner à l'alliance tacite du positivisme organisé. Il y a mieux.

La politique positive cherche à rétablir toutes les conditions morales du catholicisme, qui sont les conditions vitales de la société française. S'il va plus loin que le Décalogue, d'abord il en retient tout. Il ne fait qu'y ajouter. Il veut organiser l'opinion publique pour créer une atmosphère sociale vivifiante et purifiante. Il condamne le divorce comme une rétrogradation vicieuse sur

l'admirable monogamie instituée par le catholicisme. Il restitue à la femme sa mission morale. Il célèbre la pauvreté, la chasteté, l'abnégation. Il organise le dévouement. Il proclame qu'il n'y a que des devoirs. Il réclame la liberté d'enseignement, d'association. Il se propose d'abattre tous les obstacles que le sectarisme et le vandalisme ont dressés contre Dieu et la propagation de sa Parole. Son caractère toujours relativiste lui permet de comprendre la vérité catholique. Sans doute, le caractère absolutiste du catholicisme lui interdit de comprendre aussi bien les vérités positivistes; mais ces vérités sont précisément celles-là mêmes que l'Église a toujours servies indirectement. D'ailleurs, c'est par le temporel, maintenant, que l'esprit métaphysique dissolvant s'introduit dans l'Église. Les directions de la politique positive l'en préserveraient. Elles mettraient fin, non seulement aux divisions des catholiques entre eux, qui les affaiblissent et les livrent, mais encore au terrible antagonisme qui déchire la société moderne, et particulièrement la France.

XII

LE PROTESTANTISME

La Réforme fut une régression peut-être nécessaire, mais ce fut une régression.

« De justes répugnances, a dit Auguste Comte, expliquent spontanément l'intime discordance de l'Occident envers une doctrine purement négative, qui bientôt divisa les nations, les cités, et jusqu'aux familles. Il faut pourtant que son succès partiel ait alors satisfait d'importants besoins intellectuels et sociaux. »

Partout, elle eut d'abord le peuple contre elle. Ce sont les princes, par ambition, pour se dégager du contrôle gênant de l'Église, qui l'imposèrent au début par le fer et le feu.

Auguste Comte l'avait dit aussi nettement que Pie X dans l'encyclique *Editæ sæpe :*

« Le protestantisme prétendit réformer le monothéisme occidental en le dépouillant de ses meilleures

institutions : il supprime ainsi le dogme du purgatoire, le culte de la Vierge et des saints, le régime de la confession, et dénature le mystérieux sacrement qui fournissait au cœurs occidentaux un sublime résumé de toute leur religion. »

Et ailleurs :

« Tout l'effort essentiel de réformation, dont l'organisme catholique était vraiment susceptible sans se dénaturer, avait déjà été, trois siècles auparavant, convenablement tenté, et bientôt épuisé, par la double institution, intellectuelle et politique, des Franciscains et des Dominicains. »

Ainsi, le protestantisme n'obtint aucun succès parmi les populations latines de plus haute civilisation. Luther est une sorte de barbare, un hérésiarque attardé. Mais s'il réussit, néanmoins, c'est qu'il vint à l'heure propice où l'Église ne pouvait plus maintenir assez la bienfaisante influence du spirituel sur le temporel. Le protestantisme ne fera que précipiter cette funeste déchéance.

Le protestantisme est purement critique et négatif. Toute notre anarchie en émane, et toutes nos folies.

Le culte de l'incompétence, par quoi M. Émile Faguet caractérise la démocratie électorale, y a son origine. Car le protestantisme, nous dit Comte, « accorde à chacun la décision suprême des questions religieuses, sans s'assujettir davantage aux conditions de compétence qu'à l'autorité des anté-

cédents. » Cela nous conduit à la souveraineté populaire et à toutes ses pernicieuses conséquences.

« Le principe de l'examen inviduel supposait directement l'égalité comme condition fondamentale, dit encore Comte. Il ne comportait d'autre autorité que la suprématie du nombre. »

Or, la « suprématie du nombre », c'est, en définitive, la ploutocratie. Et voilà, conclut le fondateur du positivisme, « comment surgit, en Occident, une anarchie systématique, toujours inconnue auparavant ».

On commence à s'en rendre compte, l'anarchie n'est pas le progrès. Encore moins la liberté. L'admirable catholicisme du moyen âge avait distingué les deux pouvoirs, le protestantisme revient là-dessus. Il vise à confondre les deux pouvoirs d'abord, puis à faire dépendre le spirituel du temporel. Son anticléricalisme est un retour à la théocratie. C'est déjà le jacobinisme, le bloc.

« Ayant rejeté toute autorité spirituelle en faisant prévaloir l'examen individuel, écrit Comte, il ne pouvait éviter une entière anarchie qu'en soumettant l'Église à l'État, dont le pouvoir représentait la suprématie matérielle émanée du nombre, en vertu de l'égalité. »

Avec les légistes dont ils procèdent, les protestants, puis les jansénistes, les gallicans, les modernistes et les jacobins nous ont ramenés à la confusion des deux pouvoirs d'abord, ensuite à la temporalité de plus en plus exclusive de l'État romain.

« La constitution d'un peuple est toujours coutumière, dit M. J. Coquille, et plus elle est coutumière, plus elle est naturelle. Quand les lois, au lieu de s'attacher aux choses de police et de sécurité publique, prétendent régler la religion, la famille et la propriété, elles les ébranlent. Ces trois choses fleurissent surtout en l'absence des lois, parce qu'elles vivent d'elles-mêmes et se défendent toutes seules. La nature, qui agit par le temps, les fortifie et les enracine. La coutume est une plante qui croît lentement, disait lord Chatam. »

De toutes manières, le protestantisme vise toujours à une façon de théocratie. C'est Auguste Comte encore qui a fait remarquer que « le célibat des prêtres rend la pure théocratie radicalement impossible, en garantissant d'une manière plus spéciale, à tous les rangs sociaux, le légitime accès des dignités sacerdotales ». Là aussi, la prétendue Réforme favorisa donc le retour à la théocratie. Enfin, il reste à déplorer son « anarchique rétrogradation relative au divorce et tendant même à la réhabilitation dogmatique de la polygamie ».

L'absurdité intégrale, je veux dire le dogme absolu et indéfini du libre examen individuel, n'a pas que des conséquences sociales; la personnalité en subit aussi, directement, les effets désastreux.

« La preuve de la nécessité d'une autorité, dit de Bonald, se tire des extravagances, des variations, des oppositions des systèmes inventés par la raison humaine. »

Les protestants, d'ensemble, vont naturelle-

ment à l'erreur, au désordre. C'est presque toujours une garantie de bon sens d'être leur adversaire sur quelque question que ce soit. Ce sont, à la fois, les plus agités et les plus tyranniques, les plus incohérents et les plus fanatiques, les plus superstitieux et les moins religieux des hommes. Ils participent aisément aux pires aberrations : féminisme, communisme, antimilitarisme, spiritisme, végétarisme, tous les niais réformismes d'orthographe, d'alimentation, d'habillement, etc... Et ils ont une terrible propension théocratique à faire appel aux lois, aux puissances temporelles pour modifier les habitudes et les mœurs sur leur plan du moment.

« C'est à la suite de la Réforme, dit M. J. Coquille, que le droit byzantin a supplanté les coutumes presque partout. La manie législative en provient, et la prépondérance des légistes, et la nécessité de volontés étrangères pour le règlement de tous les intérêts, puisque le droit dépend désormais d'une science spéciale, et non plus de la conscience publique manifestée par le témoignage des sages et des prudents. »

Ce n'est pas à dire, on l'entend bien, qu'il n'y ait des huguenots qui vaillent mieux que leur doctrine. J'en connais beaucoup. L'un d'eux m'écrivait un jour : « Je suis un protestant antisectaire qui veut accomplir la réforme de la Réforme et travailler avec vous à construire, sur les ruines du passé, la catholicité de l'avenir. » J'en sais d'autres que notre anarchie, fruit vénéneux de la critique, de la négation et de la destruction, c'est-à-dire la Réforme et la Révolution, épouvante

et qui sont tout disposés à faire bon marché du libre examen individuel. Un protestant qui occupe une place éminente dans l'Université m'écrivait aussi, à propos du discours d'Anatole France à la Maison des étudiants : « Cette thèse : que ce sont les progrès scientifiques qui sont la base des vrais progrès sociaux, est celle de Condorcet, de Berthelot et des sociétés de libre pensée; c'est la thèse du gouvernement, de Gambetta à Doumergue, en passant par Jules Ferry, Combes, Clemenceau. C'est la thèse dont nous périssons. » Il y a donc en ce moment, parmi les protestants les plus clairvoyants, parce que les plus intelligents ou les plus dévoués, un mouvement sincère et plein de promesses pour réaliser l'union, tant souhaitée par A. Comte, si négligée jusqu'ici par ses disciples, de tous ceux qui ont une religion contre les barbares, sceptiques, déistes, matérialistes, athées, qui n'en ont pas. Et sans cette grande ligue religieuse, toute tentative de reconstitution sociale est vouée à l'échec.

J'ignore quel accueil les catholiques français feront à ces avances. Mais je sais qu'en les repoussant ils commettraient une lourde faute, dont ils ne se relèveraient pas. Et d'abord, directement, envers eux-mêmes; car la ligue religieuse seule peut fonder la liberté spirituelle qui mettra fin aux persécutions. Ensuite, envers la patrie; car elle n'en peut plus d'être divisée et que ses enfants s'entre-déchirent. Enfin, envers l'Eglise, car elle périra si la France périt.

En tout cas, les positivistes qui, en aimant et en

comprenant tout le passé, peuvent préparer l'avenir, ne dédaigneront jamais aucun concours efficace et ne décourageront pas les bonnes volontés de réorganisation d'où qu'elles viennent. La société française d'abord.

XIII

LE POSITIVISME DÉNATURÉ

Le positivisme ne se peut réduire à être une secte, et surtout une secte athéiste, — « l'athéisme étant aussi incapable de rallier que de régler », a dit Comte. Or, de vulgaires matérialistes qui se croient positivistes sont persuadés que la science nie Dieu. Mais la sagesse positiviste compréhensive s'oppose à l'infatuation du scientiste négateur. Là-dessus tout ce qu'avoue savoir le vrai positiviste, c'est qu'il ne sait pas, qu'il ne croit pas pouvoir savoir et que, sans doute, pour servir honorer et aimer congrument l'Humanité, il n'a pas besoin de savoir.

Pour « réunir dans une affection réciproque les religions ennemies », pour « établir la religion des religions », il faut comprendre ces religions. Et c'est les aimer. D'abord la dernière, celle qui nous a animés nous-mêmes, la plus pure, la plus complète, la plus efficace, — le catholicisme. C'est ce que Comte, au cours de sa vie de médita-

tions, a fait de plus en plus ; c'est ce que beaucoup trop de ses disciples ont fait de moins en moins, — pour aboutir à l'anticléricalisme irréligieux, honnête encore peut-être, mais d'autant plus imbécile, d'un Gambetta et d'un Ferry. L'imbécillité se décèle assez maintenant par les résultats auxquels nous assistons, les funestes conséquences d'une anarchie croissante. Et ce fut une bien fâcheuse déviation du positivisme.

« On ne détruit que ce qu'on remplace », ne cessait de rappeler Comte : nos politiciens se sont acharnés à détruire avant d'avoir rien remplacé, et de soi-disant positivistes y applaudissent. A. Comte a bien montré aussi qu'il n'y a pas de société sans gouvernement spirituel et temporel. C'était condamner l'anticléricalisme sous toutes ses formes. Pas de religion sans prêtres, et pas de société sans religion. Et celle qui est, d'abord, non celle qu'on imagine. Le positivisme est avant tout positif. Les disciples de Littré sont même allés, logiquement d'ailleurs, jusqu'à l'antichristianisme déclaré. Ils participèrent ainsi, à « la révolte de la raison individuelle contre l'ensemble des antécédents humains », si vigoureusement dénoncé par Comte. En subtils matérialistes, mais en médiocres positivistes, ils méconnurent la méthode positive. « Les entretiens de Socrate et les dialogues de Platon, a-t-on dit, font oublier les paraboles de Jésus. » Pour un intellectuel, peut-être, dans sa bibliothèque, non pour l'Humanité. Dissipons les nuées dans lesquelles se complaît l'orgueil cérébral, laissons les livres, comparons,

à leur apogée, les civilisations grecque, romaine et la civilisation française. D'un côté les ilotes, l'esclavage, toutes les prostitutions, le cirque (en moyenne, d'après Laurentie, 30.000 vies humaines sacrifiées par an, pour le plaisir); de l'autre, l'admirable institution de la Chevalerie, les écoles gratuites, les hospices, la sainte folie de la charité chrétienne, le culte de la Vierge Marie. Et cela met fin à un débat oiseux.

Quant à prétendre élever la mythologie au même rang que les Ecritures saintes, et même à un rang supérieur, c'est pour le moins paradoxal. Rappelons-nous ce que savaient en penser et dire les apologistes du deuxième siècle [1]. Lisez Tatien :

« Pourquoi, du moment que tu es Grec, t'irriter contre ton enfant si, à l'imitation de Jupiter, il te tend des embûches et te prend ton épouse? Pourquoi le considérer comme un ennemi et honorer quelqu'un qui lui ressemble? Et de même, pourquoi reprocher à ton épouse sa conduite déréglée si tu élèves des temples à Aphrodite? »

Et Aristide :

« Lorsque les Grecs firent des lois, ils n'ont pas vu que par elles ils condamnaient leurs dieux. Car si leurs lois sont justes, leurs dieux sont criminels. N'ont-ils pas transgressé les lois en se tuant les uns les autres, en pratiquant la magie et l'adultère, en pillant et volant, en dormant auprès des hommes, pour ne point parler de leurs autres actions? »

Et saint Justin :

1. Cités par O. Habert, *la Religion de la Grèce antique.*

« Nous adorons Jésus-Christ. Lui, du moins, nous savons que la passion impure ne l'a jamais poussé vers Antiope ou d'autres femmes, ni vers Ganymède ; jamais il n'a été délivré, grâce à l'intervention secourable de Téthys, par le géant aux cent bras... Ceux qui croient de pareilles fables, eh bien, nous les plaignons ! »

Le paganisme, d'ailleurs, par les mystes et les orphiques, s'était peu à peu spiritualisé. Beaucoup de polythéistes, plus ou moins philosophes, devinrent ainsi dignes d'être chrétiens. C'est alors que Jésus apparut au monde pour que Paul de Tarse enseignât les Gentils. Et désormais les Barbares peuvent venir : ils ne trouveront pas que la pourriture du paganisme où se vautrer, mais la source fraîche et pure où se désaltérer et se régénérer. Eux aussi, même dans le fracas des batailles, la soûlerie du meurtre et de l'orgie, entendront la Parole de vie.

Certes, la cité antique fut belle. Comme l'enfance. Mais tout ce qu'elle eut d'humainement bon fut incorporé par la société chrétienne, et agrandi, purifié. L'Église n'a qu'à gagner à cette confrontation. Et elle en est si certaine que jamais les anciens philosophes n'ont été tant cités qu'au moyen âge. N'est-ce pas, d'ailleurs, par la vigilance et le labeur opiniâtre des moines des premiers siècles que nous a été conservé et transmis tout ce qui, là-dessus, satisfait notre curiosité sympathique, voire même notre simple dilettantisme ?

Dans leur frénésie de paradoxes antichrétiens,

nos matérialistes sont allés jusqu'à mettre la cohue asiatique au-dessus de la société occidentale. L'un d'eux nous cite Lafcadio Hearn, qui lui-même se retranche derrière un certain Kaempfer, lequel aurait dit des Japonais, il y a quelque cent cinquante ans : « Dans la pratique de la vertu, dans la pureté de la vie et le dévouement, ils dépassent de loin les chrétiens. » Eh bien ! qu'on me pardonne ! cela prouve seulement que les niais ne sont pas une création de notre temps comme, à les voir pulluler et si à la mode, on eût pu le supposer. J'en prends à témoin les négociants qui ont eu affaire aux Japonais et qui ont été lésés par leur insigne mauvaise foi et leur improbité, les voyageurs qui ont parcouru le monde et qui ont pu constater ainsi que la véritable industrie nationale du Japon est la prostitution. Ce trafic des femmes se fait dans des conditions abominables. D'ailleurs, l'insensibilité, la cruauté des Japonais sont bien connues.

Leur civilisation ? Elle est inférieure à celle des Chinois, qui ne laisse point d'être très inférieure à la nôtre. Car la civilisation ne consiste pas à connaître le maniement d'un canon à tir rapide ou d'une torpille qu'on n'a pas su inventer, — voire même à pouvoir passer les examens de l'École polytechnique. J'ai rencontré des polytechniciens français qui avaient une mentalité et une moralité de Troglodytes.

Les Japonais sont entrés dans la phase industrielle, mais en barbares qu'ils sont. Leurs usines emploient autant de femmes et d'enfants que d'hommes adultes, et pour un misérable salaire de

famine. C'est l'exploitation féroce, — jusqu'au sang. Le docteur Kuwada a pu dire : « Le traitement des jeunes filles dans les usines du Japon est une honte pour l'Humanité. » Les révélations qui nous ont été faites dépassent en horreur ce que nous savons de l'exploitation, de l'assassinat industriel des femmes et des enfants en Angleterre, au début du siècle dernier.

Enfin, les journaux nous informent que, sur les vingt-quatre socialistes qui ont été condamnés à mort, — sous un prétexte fallacieux, en réalité pour délit d'opinion, — dix, parmi lesquels une femme, viennent d'être exécutés. Au cours de ce procès, deux avocats en renom, Homai et Uzewa, ont été menacés d'exécution immédiate s'ils persistaient à se charger de la défense. J'imagine que, là-bas, Homai, surtout si de pharmacien il s'est fait avocat, doit apprécier comme il sied l'assertion de M. Lafcadio Hearn : « Le Japon n'a rien absolument à gagner, soit moralement, soit autrement, mais fort à perdre, par une conversion au christianisme. »

Sans doute, les peuples ne se soutiennent que par leurs vertus. Les Japonais ont les leurs. Aussi les Chinois.

Les Japonais font hara-kiri sans rechigner, et ce sont d'énergiques guerriers, qui ne reculent pas devant la souffrance ni la mort. Mais ils en font encore meilleur marché pour les autres.

La constitution de la famille chinoise est admirable pour sa discipline, la continuité, la solidarité, l'éducation sociale qu'elle dispense, la vénéra-

tion des ancêtres qu'elle cultive. Mais il y manque ce que seul le christianisme enseigne : la pureté et l'amour.

C'est l'état social, et particulièrement la place que la femme y occupe, qui mesure une civilisation. La femme japonaise est un objet d'ignoble trafic, la femme chinoise n'est guère mieux qu'une esclave tant qu'elle n'est pas la plus vieille du gynécée. C'est le catholicisme qui, par la touchante institution de la chevalerie au moyen âge, par le culte émouvant à la Vierge Marie, a élevé, libéré, sanctifié la femme. Et si, aujourd'hui, la femme occidentale s'avilit par le divorce, la rébellion, l'activité matérielle, la désertion du foyer, la dépravation des mœurs, les divagations morales et intellectuelles du féminisme, et tous les détraquements physiques qui s'ensuivent, c'est qu'elle a désappris de prier et d'aimer.

L'anticléricalisme est devenu un article d'exportation. La peste aussi ; mais on n'y pousse pas. « Seule, a-t-on dit, la racaille d'Extrême-Orient, ou à peu près, peuple, par calcul, les Missions catholiques ou protestantes de là-bas. »

Rien de plus injuste, rien de plus faux. Pierre Laffitte lui-même, malgré son parti pris, qui trop souvent a dénaturé son positivisme, avait reconnu que la Mission des Jésuites en Chine s'était accomplie « avec une sagacité spéciale, et d'ailleurs avec un plein dévouement qui mériteront toujours le respect des hommes sensés ». Il est vrai qu'il ne se soucie plus d'être parmi les « hommes sensés » quand il s'agit des Dominicains. Et, chez

une intelligence de cette envergure, un tel sectarisme surprend, — presque douloureusement. Ah ! que le cerveau, même le plus lumineux, s'obscurcit aisément s'il n'est toujours réchauffé, animé par le cœur...

Le zèle théologiste des missionnaires est parfois inopportun et imprudent. Soit. Il est moins dangereux, en tout cas, pour l'influence française et la tranquillité de l'Europe, que la rapacité féroce de certains trafiquants, le j'menfichisme des fonctionnaires jouisseurs, végétatifs, ou arrivistes, et la stupidité sans fond des commis-voyageurs de la franc-maçonnerie, instituteurs ou autres.

Ceux qui, ayant pu se rendre compte sur place, nous assurent néanmoins que seule la racaille fréquente les écoles et les églises des Missions, ils manifestent ainsi la force d'observation et la pénétration psychologique d'un reporter de journal radical-socialiste faisant le tour du monde en quatre-vingts numéros.

Pour rompre avec le passé de sa race, oser affronter l'opinion publique, se charger de mépris et de colères, il faut bien être taré de quelque manière. Mais l'amour chétien a toujours su utiliser ces tares. De l'atavisme meurtrier, il fait de l'héroïsme ; de l'hystérie, du bouillonnement excessif des passions, il fait de la sainteté ; de l'orgueil du scandale non conformiste, il fait du génie précurseur. Jésus aussi se faisait suivre par la racaille de Judée. L'Église a pieusement continué la tradition de pitié et d'amour. Racaille ? Le mérite est d'autant plus grand d'en tirer, comme à Tien-Tsin,

par exemple, des héros, des saints et des martyrs.

Certes, le déchet est considérable. Moins cependant que celui des écoles laïques et maçonniques, encore que les indigènes y apprennent à chanter *l'Internationale* et *Viens, poupoule*, au lieu de *Dieu vainqueur*. Quoi qu'il en soit, l'Européen qui passe, le plus souvent, n'entre en contact qu'avec cette racaille : boys, filous, interprètes, entremetteurs, prostitués des deux sexes, etc. Et l'histoire s'écrit ainsi.

Hormis quelques rares exceptions, les missionnaires que j'ai rencontrés dans mes pérégrinations en Indo-Chine, en Chine, au Sénégal, au Soudan et en Guinée, étaient des hommes remarquables, à tout le moins moralement, et tous dignes d'estime, quelques-uns d'admiration. Je tiens à rendre l'hommage d'un vrai positiviste à ces modestes et dévoués serviteurs de la plus grande civilisation réalisée jusqu'ici, la civilisation chrétienne.

XIV

LE MATÉRIALISME

On le sait, malgré la fondation du positivisme, de 1860 à 1880, il y a eu une brusque rétrogradation intellectuelle vers le matérialisme, qui entraîna même certains positivistes incomplets, insuffisamment libérés de la métaphysique.

Pour qui appartient à cette génération intellectuelle, Louis Büchner était un penseur. Il en a conservé les préjugés caducs, les méthodes simplistes, les affirmations et surtout les négations présompteuses et quelque peu grossières. Alors que la sociologie reconnaît qu'il n'y a pas de pensée, pas d'action, pas de sociabilité ni de civilisation sans crédit, sans foi, un de ces matérialistes, M. le docteur H. Thulié, écrit avec assurance :

« La crédibilité est une faiblesse de l'organe de la cérébration. Ce n'est pas une fonction intellectuelle, c'est au contraire une absence de fonctions, c'est un état passif du cerveau qui subit aveuglément la pénétration des idées imposées. »

Mais lui-même il croit dur comme fer que l'homme descend d'un anthropoïde perfectionné, que les religions ont été inventées par les curés, afin de « cultiver l'imbécillité humaine pour en récolter des revenus et le pouvoir », que la négation de Dieu constitue une grande supériorité de l'intelligence sur l'affirmation de Dieu, enfin que la science nous donne ou nous donnera l'explication de tout, etc...

Il retarde. Depuis la mort de Comte, malgré ses disciples, le positivisme a continué, lentement, mais sûrement, de pénétrer par infiltration les esprits les plus réfractaires; le catholicisme, de son côté, rallie tous ceux qui ont des besoins d'absolu. Le positivisme a fait son entrée dans cette citadelle de la métaphysique qu'est la Sorbonne. La métaphysique elle-même en est influencée. Les discours d'un Bergson en sont un témoignage éclatant. Le matérialisme n'ose plus s'avouer que dans les loges ou les comités radicaux-socialistes des plus lointaines provinces.

Ce qui manque aux matérialistes, c'est, moralement, l'esprit d'amour, et c'est surtout, intellectuellement, l'esprit de finesse. Leur psychologie est par trop rudimentaire.

« Le désir d'atteindre à des convictions fixes, dit Comte, par la seule puissance de l'esprit, sans aucune participation du cœur, constitue une pure chimère de l'orgueil métaphysique. »

Quand ils se proposent de traiter une des questions les plus délicates de la psychologie, le mys-

ticisme, par exemple, ils ne peuvent que s'embrouiller. Des matériaux accumulés avec patience ne suppléent point une lumière ni une doctrine.

On l'entend bien, pour eux, les mystiques sont des hystériques ou des fous. C'est trop facile. De ce que certains phénomènes névropathiques prennent l'aspect des manifestations mystiques, il ne s'ensuit nullement qu'ils soient de même nature. De ce que des fous se croient des savants, il serait excessif d'inférer que tous les savants sont des fous. De ce qu'un assassin s'est fait appeler « La Science », on ne conclura pas que les laboratoires, les facultés et les académies sont peuplés de mattoïdes. L'héroïsme, le génie, comme la sainteté, ont souvent aussi les apparences de la folie, et quelques matérialistes n'ont pas hésité à conclure qu'ils étaient des manifestations, plus ou moins heureuses, de la folie. Cela ne peut plus se soutenir aujourd'hui. Un psychologue averti, M. l'abbé Jules Pacheu, dans un livre remarquable, *l'Expérience mystique et l'activité subconsciente*, a montré que les vrais mystiques, pour être de grandes forces morales, étaient des forces équilibrées, disciplinées et appliquées à une action positive. La plupart furent de grands organisateurs. Un Loyola est un maître de la politique positive. Il y a l'obsession morbide du psychasthénique et il y a la contention, la puissante ténacité du héros et de l'homme de génie. Le scrupule, dans le sens psychiâtrique, n'est pas la vertu. Encore moins la sainteté. Tous les directeurs de conscience le savent. Mais comment le matéria-

liste, qui ne voit que ce qui se voit, pourrait-il ne pas s'y tromper ? Des âmes, cela ne se laisse regarder que par les yeux de l'âme.

M. le docteur Thulié dit :

« Les phénomènes mystiques effectifs sont des phénomènes pathologiques qui constituent le syndrome du délire systématisé à forme expansive, ou théomanie. »

Et avec Krafft-Ebing, il ajoute :

« La ferveur religieuse est un véritable équivalent clinique de l'instinct sexuel surexcité. La propension à s'adonner à des exercices religieux est, pour lui, au point de vue organique, parente de l'impulsion sexuelle. »

Évidemment, dans les nombreux faits qu'il rapporte, avec plus d'abondance que de discernement, il confond les vrais mystiques avec les faux, les génies moraux avec les fous moraux. L'Église a su distinguer, trier. Elle a beaucoup plus condamné de mystiques qu'elle n'en a béatifiés. Il est bien fâcheux que toute la science matérialiste n'en sache pas là-dessus autant que la foi. Ici encore, le théologisme se montre supérieur au matérialisme, et plus compréhensif, plus humain.

Au reste, les superstitions de ces farouches ennemis des superstitions sont bien étranges ! M. le docteur Thulié nous dit : « Bien que la séparation des Églises et de l'État ait diminué le danger des idées mystiques... » Quel rapport peut-il bien découvrir entre la vie des âmes et

certaines dispositions législatives ? Il n'y a d'évident que ceci : si la séparation avait été effectuée loyalement, sans arrière-pensée de persécution, d'usurpation et de pillage, elle eût restitué au pouvoir spirituel son indispensable et bienfaisante influence, — et en France, il faut bien le reconnaître, présentement, le catholicisme seul est assez organisé et assez puissant pour l'exercer efficacement.

M. Thulié nous dit encore : « Bien que l'instruction plus abondamment répandue doive arracher beaucoup d'esprits à la domination du surnaturel... » Et il ajoute : « Les superstitions seront supprimées par la généralisation du savoir. » Sans doute, il ne compte pas ses propres superstitions. Quoi qu'il en soit, contrairement à son assertion, jamais il n'y a eu tant de tireuses de cartes, de nécromanciens et de sorciers en tout genre, y compris le genre électoral, que depuis qu'on abêtit les petits Français dans les écoles sans Dieu. Les superstitions du spiritisme sont plus incohérentes, plus stupides, plus basses que celles des nègres les plus abrutis du Congo, et elles se propagent d'une manière effrayante, — non seulement chez les cuisinières formées par la laïque, mais même dans les laboratoires des facultés et les académies.

La statistique morale, les ingénieuses applications du calcul des probabilités aux phénomènes sociaux, la fameuse théorie de l'homme moyen de Quetelet, ont séduit bien des esprits que la méthode positive eût mis en garde. Il en est de même

de beaucoup de théories à la mode aujourd'hui, depuis le pragmatisme inférieur de William James jusqu'au subtil intuitionisme de M. Bergson, en passant par le fumeux réalisme de M. Durkheim.

La science n'a pas d'autre fin que de chercher la constance des rapports, c'est-à-dire d'établir des lois. La statistique ne peut jamais que vérifier ces lois. Elle ne saurait les découvrir.

« Tant qu'on ne fera, comme M. Quetelet, a dit M. Wyrouboff, que des spéculations mathématiques, sur la régularité ou la périodicité des phénomènes sociaux, on aboutira forcément à un empirisme qui, pour être revêtu d'une apparence scientifique et suivi d'un cortège de formules mathématiques plus ou moins compliquées, n'en est pas moins grossier. »

On peut dire que la part de la statistique dans les études sociales est en proportion de l'imperfection de la sociologie. On ne s'attarde point à dénombrer les phénomènes dont les lois sont connues.

« Pour tous les phénomènes dont la cause est déterminée, dit Claude Bernard, la statistique n'a rien à faire, elle serait même absurde... Les effets arriveront toujours sans exception et nécessairement, parce que la cause du phénomène est exactement déterminée. »

La statistique n'est donc jamais qu'un expédient. La prévision qu'elle permet est tout empirique. Elle n'est pas certaine. Il suffit qu'un des éléments inconnus soit modifié pour que la prévision se trouve en défaut. Il est vrai que Quetelet comptait sur la neutralisation des « causes accidentelles » inconnues. Mais c'est reconnaître que

la statistique a d'autant plus d'importance que la sociologie est moins avancée. Les vrais positivistes l'utilisent donc avec modération et jamais sans faire quelques réserves sur les résultats qu'on en peut tirer.

Le scientisme matérialiste est aussi oiseux que pernicieux. Auguste Comte l'a prouvé en démontrant l'absurdité de toute tentative de synthèse objective. Au surplus, le spécialisme scientifique n'est pas moins nuisible à la véritable science qu'à l'Humanité, puisqu'il nous fait perdre le plus sûr bienfait de la science qui est de substituer l'idée de constance à l'idée de variété.

Laissons Bouvard et Pécuchet s'extasier sur les astrologues qui savent quels métaux recèle Sirius, car il est certainement plus facile d'utiliser ainsi le spectroscope que de trouver un remède contre le coryza. Il ne saurait déplaire qu'on lance d'ingénieuses machines dans les airs, mais on préférerait que, dans notre orgueilleuse civilisation, il y eût moins de bas-fonds obscurs où rampent les larves de la misère, du vice et du crime. Les merveilles de la préhistoire ne composent, en somme, qu'un roman médiocre et d'ailleurs lacunaire. Ne nous attardons pas à discourir sur les menus faits, contradictoires et incertains, de l'histoire universelle pour nous dispenser de juger les événements présents. Enfin, n'oublions pas, en considérant l'univers, que la splendeur de la civilisation occidentale dépend de la généreuse impulsion française et que les progrès de l'Humanité dépendent de la civilisation occidentale.

CHAPITRE II

CE QUI RÈGLE

I

L'INCOMPÉTENCE DES SCIENTISTES

Dans l'extrême anarchie où nous nous agitons, rien n'est à sa place, tout est confondu. Et d'abord les mots et les idées.

Ainsi, pour le public, le savant est celui qui sait tout, la science est l'explication de tout et du reste. Cette naïveté ne va pas sans quelques mécomptes. Il arrive que la science se montre impuissante et que certaine débilité morale et intellectuelle apparaisse chez les savants. Que ces défaillances soient présentées et prises pour un enseignement, et justifiées au nom de la science, — voilà le danger. Mais que les simples soient déçus et scandalisés, c'est déjà un mal. On l'éviterait si l'on ne se faisait pas une fausse idée de la science, si les sa-

vants étaient tenus pour ce qu'ils sont vraiment et non pour ce qu'ils se donnent parfois, pour ce qu'ils croient être même, pour ce que les politiciens ont voulu qu'ils fussent. Et leurs divagations personnelles, — dont ils ne se pourront garder tant qu'ils ne disciplineront pas leur pensée et leur cœur en les subordonnant à la synthèse, à la synergie et à la sympathie, — seraient socialement moins pernicieuses s'ils n'usurpaient pas un prestige d'autorité spirituelle qui ne leur revient pas.

Ce sont, même les plus illustres, des calculateurs habiles, des expérimentateurs ingénieux et patients, de bons manœuvres de laboratoire, non des philosophes. Il est vrai qu'aujourd'hui nous prenons pour philosophes des professeurs, des orateurs, des littérateurs, des virtuoses de l'érudition et de la dialectique, et tout de même les savants valent mieux que ces sophistes.

D'ailleurs, la science n'est plus que l'accumulation de matériaux hétéroclites. Elle est sans direction. Ce n'est plus la constance dans la variété, c'est-à-dire la loi, qui est recherchée; mais — pas même l'insaisissable cause — la variété dans la constance suffisamment établie, c'est-à-dire l'exception qui étonne la foule et assure une célébrité viagère, quand ce n'est pas le résultat quelconque, utile ou nuisible, plutôt nuisible, qui permet de lancer une affaire. Voilà vraiment où aboutit « la spécialisation dispersive et empirique, dénoncée par A. Comte, qui repousse toujours le point de vue social[1] ».

1. M. Le Dantec, qui est du bâtiment, nous a dit comment

Parce qu'ils ont empiriquement « institué leurs études sans base et sans destination systématique, les spécialistes n'ont plus aucun titre à exercer un pouvoir spirituel quelconque. Au reste, ils sont d'une incompétence invraisemblable, tant morale qu'intellectuelle, en dehors de leur partie. Peut-être même, là aussi, sont-ils surfaits, comme le soutenait naguère le docteur C. Hillemand, et non sans de fortes raisons :

« Ce qui fait illusion sur la valeur spéciale de nos mandarins, écrit-il, c'est qu'on leur impute à mérite d'être presque seuls à alimenter la production scientifique de notre pays, sans prendre garde que, grâce à l'établissement (en fait sinon en principe) du scandaleux monopole universitaire, ils sont seuls à jouir des traitements, des laboratoires, des instruments, etc., dont la possession est devenue, de plus en plus, dans

se confectionne une thèse universitaire. D'abord « le Maître » indique le « beau sujet » :

« Étudiez donc la cinquième paire de pattes thoraciques des homards; X... a fait un très beau travail sur la quatrième paire. »

«... On se met à l'œuvre; on étudie ce qui a été publié sur la question (cela s'appelle faire la bibliographie du sujet). On fait d'ailleurs cette recherche, non pas avec l'idée de compléter un ensemble, de tirer une conclusion, mais avec le souci de ne pas perdre son temps à retrouver des choses qu'un camarade aurait déjà vues et qui ne compteraient pas comme travail personnel ! Au bout de deux ans environ, on a les éléments d'une thèse; on rédige un gros livre de deux cents pages, dans lequel on raconte tous les déboires de ses opérations culinaires et que l'on illustre de belles planches très coûteuses qui représentent tous les aspects de la cinquième paire de pattes de homard. On a fait une *belle thèse*; on est docteur et *dignus intrare.* »

Et M. Le Dantec doit trouver que Comte a exagéré les méfaits de la pédantocratie !

le présent état de choses, une condition *sine qua non* du travail productif, et qui sont concédés, par le pouvoir temporel, à ses fonctionnaires. Lorsqu'on tient compte de ces particularités trop méconnues, on est pleinement autorisé à prétendre que le rendement des savants officiels, dans leurs spécialités respectives, ne correspond point aux facilités de travail qui leur sont procurées, et il est hors de rapport avec les sacrifices dont ils bénéficient et qui sont supportés par l'ensemble des contribuables. »

A la foi qui animait la France, les politiciens jacobins ont voulu substituer leurs lois, — celles de leurs caprices, de leurs haines, de leurs appétits et de leur sottise. Mais ils ont dû reconnaître que l'un des principes fondamentaux de la politique positive, « pas de société sans gouvernement », ne pouvait être forcé comme la caisse des congrégations.

Le gouvernement temporel, ils trouvaient encore aisément à y pourvoir. Le moteur était maniable par le plus stupide des francs-maçons : c'était la corruption. A la rigueur, ce pouvait être la Terreur.

Mais le spirituel ? Il fallait une apparence d'idée, qui ne fût pas une lumière trop gênante, et un clergé bien en mains, qui ne fût pas trop clairvoyant, ni désintéressé, ni trop exigeant. Puisqu'il fallait des fonctionnaires, des impuissants et des incompétents, on ne pouvait mieux choisir que nos savants. Par l'Université, l'enseignement d'État, ils étaient déjà liés au parti qui dispose du budget théorique. Leur énorme vanité ne demandait qu'à parader. On leur prodigua les places, les décora-

tions, les prix, les honneurs. M. Bouasse, professeur de physique à la Faculté des sciences de Toulouse, nous a redit, soixante ans après Comte, à quelles vilaines intrigues de coteries, à quelles « puérilités académiques », à quelles bassesses se livrent nos savants pour ne rien perdre de ces honoraires, de ces honneurs, — sinon de l'honneur. « Toute culture théorique, a dit A. Comte, dispose à l'immoralité en développant non seulement la sécheresse, mais aussi l'orgueil. »

Quoi qu'il en soit, depuis, à l'école, au Parlement, dans les journaux, dans les salons, dans la rue, au cabaret, il n'y en eut plus que pour la Science.

Religion peut-être, mais religion de négritos. Les savants devenaient des thaumaturges, et leurs moindres découvertes étaient présentées comme des miracles. Le gongorisme des reporters ne tarit plus, l'enthousiasme à dix centimes la ligne ne se contint plus : le téléphone, la télégraphie sans fil, le radium, l'aéroplane annonçaient une humanité nouvelle.

Hélas ! nous vîmes reparaître seulement, au grand jour, bravant la police, une très ancienne humanité, celle-là même que des siècles d'éducation morale et religieuse avaient refoulée dans quelques bouges des bas-fonds. Rien n'est plus significatif que ces sinistres bandits qui sont « évolutionnistes », qui sont les dévots fanatiques de la nouvelle Idole, qui ne se surnomment plus « La Terreur » ou « Le Costaud », mais « La Science », et qui usent d'armes automatiques perfectionnées, d'outils scientifiques et d'automobiles.

Veut-on savoir de quoi ces malfaiteurs se nourrissent l'esprit et comment ils s'endurcissent le cœur? J'ai là, sous les yeux, la liste des livres dont leur journal doctrinal — car ils ont un journal et s'imaginent suivre une doctrine — recommande la lecture. Voici leurs auteurs, en relevant seulement les noms les plus connus : Ch. Letourneau, L. et A. de Mortillet, de Lanessan, André Lefèvre, Laisant, Flammarion, Haeckel, Élisée Reclus, Huxley, Darwin, Büchner, Lamarck, Herbert Spencer, P. Topinard, Bastian, Le Dantec, Bonnier, Yves Delage, Dastre, G. Le Bon, Stanislas Meunier, Ostwald, etc. Sont particulièrement, recommandés, comme on voit, les ouvrages matérialistes de la librairie Schleicher, la collection des « initiations » scientifiques de la maison Hachette, quelques œuvres plus spécialement scientifiques de la « Bibliothèque de philosophie contemporaine » d'Alcan, enfin la « Bibliothèque de philosophie scientifique » de Flammarion. Je ne sais rien de plus émouvant que ce simple catalogue de « ce qu'on peut lire » quand on a déclaré une guerre sans merci à la société.

Au reste, il est de dignes savants qui font consciencieusement leur métier et restent à leur place. Il y a cent ans, c'était la grande majorité. Ils sont nombreux encore. L'arrivisme et l'outrecuidance scientifiques sont tout récents et restent assez circonscrits.

Quand ils se refusent honnêtement à tenir un rôle qui n'est pas le leur, quand ils ne traitent pas inconsidérément du supérieur par l'inférieur, par

exemple, de la sociologie par la statistique et de la religion par la mécanique[1], la science ni les savants, ce que présentement nous nommons ainsi, ne sauraient être rendus responsables de l'abrutissement général. Les savants ne contribuent à l'inquiétante régression d'humanité actuelle que dans la mesure où ils prétendent à une fonction spirituelle qu'ils sont incapables de remplir convenablement.

Les découvertes matérielles, les perfectionnements techniques ne sont pas négligeables, encore qu'ils n'aient pas l'importance capitale que la badauderie française leur attribue, qu'ils ne constituent pas toute la civilisation et qu'ils coexistent parfois avec une redoutable barbarie. Ces perfectionnements peuvent même servir à l'amélioration sociale; mais sans conférer aux savants à qui nous les devons, théoriciens ou praticiens, la moindre compétence en politique, en philosophie, en morale, et donc le moindre titre au sacerdoce positif. Au contraire. On n'obtient de tels résultats matériels qu'en ne se souciant aucunement des conséquences morales. Il faut se spécialiser, et le point de vue moral est toujours celui de l'ensemble. On travaillerait dans les laboratoires avec moins d'ardeur, avec plus d'hésitation, si l'on y avait quelque souci de l'ordre.

1. Pour ceux qui me taxeraient d'exagération, je rappelle qu'un économiste qui vient de mourir, M. de Molinari, traita un jour la religion comme un fait économique, en lui appliquant les douteuses « lois » d'une fausse science. Ainsi, pour M. de Molinari, une religion succédait à une autre quand elle offrait ses services spirituels à meilleur marché.

« L'admirable perfection partielle que manifeste, à tant d'égards, le système de nos connaissances positives, dit Auguste Comte, doit fréquemment produire une profonde illusion sur la valeur réelle de la plupart de ses coopérateurs successifs, dont chacun n'a presque jamais contribué que pour une part minime et facile à cette formation collective et graduelle qui caractérise une telle élaboration plus qu'aucune autre construction humaine. D'ailleurs, le public ignore souvent que, d'après une spéculation empirique conduisant à une excessive restriction intellectuelle, chaque savant, dont il honore justement le mérite particulier, ne pourrait offrir, sous tout autre aspect mental, même scientifique, qu'une inqualifiable médiocrité. »

Or nous voyons des mathématiciens prononcer en politique, des physiciens critiquer la morale traditionnelle, et parfois en actes, des chimistes philosopher et des biologistes trancher en sociologie.

Quelques-uns se font journalistes pour enseigner le peuple. L'un d'eux, dont on a pu dire justement « qu'il pense aussi mal qu'il écrit », — et il n'en faut pas plus pour être appelé à collaborer aux grands journaux, — M. Charles Nordmann, bavardait dernièrement ainsi, en tête, pour ainsi parler, du *Matin :*

« Auguste Comte a écrit — je n'ose dire : entre autres — cette sottise, qu'il est vain de chercher à connaître la composition chimique des étoiles parce que cela ne pourrait être d'aucune utilité pour la sociologie [1]. »

1. La vieille rancune de l'Université contre le grand apôtre de la liberté spirituelle est toujours aussi vive. Et les plus acharnés, parmi les pédantocrates, sont précisément ceux

Malheureusement pour cet astronome ahuri, il y avait un puits sous ses pas. Il rapporte mal l'expression d'une pensée qu'il n'a pas comprise et qu'il ne comprendra jamais. Et la preuve qu'il ne l'a pas comprise, c'est qu'à la fin de son article il confirme, sans s'en douter, certes, la « sottise » de Comte : « Mais avec tout cela, écrit-il, connaîtrons-nous mieux le fond des choses ?... » Alors?... S'il avait eu assez de puissance cérébrale pour soutenir son idée jusqu'à la fin de la colonne qu'il était payé pour remplir, M. Nordmann n'aurait démontré que ceci : les savants sont désormais aussi dissociés que les littérateurs et les artistes. L'art pour l'art, la science pour la science, byzantinisme et pédantocratie, ce sont les divers aspects de notre décomposition sociale. Auguste Comte l'a fortement marqué :

« L'étude scientifique est moralement dangereuse, quand on n'y voit pas un simple moyen et qu'on veut l'ériger en but. »

Parmi les savants, nous voyons encore des politiciens qui s'évertuent pour ou contre la réforme électorale, des hommes d'affaires, des démagogues de réunions publiques, des anarchistes dilettantes, des matérialistes et des spirites. C'est une manifestation sournoise du culte morbide de l'incom-

qui exploitent le positivisme. N'ont-ils pas intérêt à assassiner celui qu'ils pillent ?

Les uns, qui osent se dire les continuateurs de Comte, s'en prennent à la doctrine ; les autres, sous prétexte de biographie ou de psychologie, en ont à l'homme.

pétence qui caractérise notre démocratie parlementaire et dont le suffrage universel est le rite principal, c'est-à-dire le plus absurde et le plus nocif.

Ainsi les savants ont été les premières dupes de cette confusion des fonctions. Pénétrés de leur mission spirituelle, ile ont cru devoir élaborer une politique, une philosophie, une morale, une religion. Berthelot fut le type le plus représentatif de ces imprudents touche-à-tout. Il fut un inquiétant ministre des Affaires étrangères et il produisit une morale en quarante pages à l'usage de la franc-maçonnerie.

Ces savants manquaient de doctrine et ils ne possédaient pas la véritable science et la vigueur morale qu'exige une telle construction, même défectueuse. Sans base et sans direction, ils prirent pour des principes les prétextes de leurs intérêts et de leurs passions, ou de vagues rêveries. Ces athées sont d'une crédulité invraisemblable. Ils ne sont jamais contenus, défendus et guidés que par le contrôle matériel immédiat, et en politique, en philosophie, en sociologie, ce contrôle n'est pas possible. Les plus grossières impostures des médiums spirites et des charlatans leur en imposent donc facilement. Il suffit que la folie s'exprime en signes algébriques pour qu'ils l'acclament comme la sagesse.

Traitant vicieusement du supérieur par l'inférieur, de l'ensemble par le détail, de la généralité par la spécialité, du constant par le changeant, du durable par le provisoire, quand les savants se

sont détournés des croyances traditionnelles, ils n'ont pu s'élever plus haut que le puéril, grossier et absurde matérialisme. Encore ne peuvent-ils pas toujours s'y tenir. Beaucoup d'entre eux, aujourd'hui, en l'avouant ou non, partagent les plus basses et les plus ineptes superstitions du spiritisme.

Malgré leur insuffisance, néanmoins, pour le compte de l'État jacobin et à sa suggestion, ils ont constitué une sorte de clergé baroque qui a exagéré tous les défauts d'une caste sacerdotale sans en pratiquer aucune des vertus et sans en assumer aucun des devoirs.

Lors d'un récent scandale de mœurs, dans le monde de la science officielle, il y eut des menées et une solidarité bien curieuses à observer. Notons seulement que, comme de vulgaires petits bourgeois vicieux et hypocrites qui veulent échapper aux responsabilités de leurs frasques, ces prêtres de la science invoquèrent le mur de la « vie privée ». Il ne faut les voir, paraît-il, comme les cabotins, qu'avec leur fard, leurs masques et dans les attitudes qu'ils prennent sur la scène quand le rideau se lève. Rien que par là s'avère leur inaptitude — tout au moins morale — à exercer un pouvoir spirituel quelconque, en tant que savants, au nom de la science, — et d'abord à en comprendre les conditions, dont la première est de « vivre au grand jour ». Il n'y a pas de « vie privée », surtout pour ceux qui prétendent à diriger. L'exemple sera toujours le meilleur enseignement.

Mais au lieu d'être des éducateurs, les savants

sont des agents inconscients de démoralisation et de désocialisation. Et d'abord parce qu'eux-mêmes sont démoralisés et désocialisés. Plus qu'aux autres, cette bienfaisante autorité régulatrice, conseillère, directrice, qu'ils ont l'injustifiable prétention de détenir, leur fait défaut. Ne serait-ce que pour l'intelligente pratique de leur métier.

Qu'un biologiste raconte qu'il a vu des fantômes et que ses meubles dansent le cancan, qu'un physicien et un linguiste préconisent théoriquement et pratiquement l'amour libre, qu'un mathématicien se passionne pour la cuisine électorale et s'applique à inventer de nouvelles recettes, qu'un astronome ait l'impertinence de juger l'admirable synthèse positive, — de telles aberrations ne devraient pas avoir d'autres conséquences que celles, déjà assez fâcheuses, d'exemples individuels d'ineptie, de dérèglement et d'ignorance. S'il y avait un pouvoir spirituel compétent et puissant, l'opinion publique presserait simplement ces savants de rentrer dans l'ordre en exerçant honnêtement leur profession. Et c'est ainsi qu'ils seraient amenés à rectifier leurs hallucinations, à dominer leurs instincts et à se mieux renseigner sur les conditions politiques et morales de l'organisation particulière et générale. En perdant de leur outrecuidance, ils réapprendraient le bon sens. Pense-t-on que cela puisse nuire à la science ? Peut-être ferait-on moins de merveilleuses et sensationnelles découvertes comme celle des rayons N, consacrée solennellement par l'Académie des sciences; mais peut-être aussi trouverait-on alors les moyens de

mettre plus en lumière et de tirer un meilleur parti thérapeutique des découvertes utiles comme celle de M. René Quinton, — quoiqu'il ne soit pas mandarin à bouton de cristal.

Il faut une autorité spirituelle, — et plus encore qu'une autorité temporelle. Mais celle des savants est incompétente et inefficace.

« Les savants actuels, a dit Comte, sont profondément indignes d'aucune haute mission sociale par leur double défaut caractéristique de pensées générales et de sentiments élevés. »

Et c'est pourquoi il convient d'ajouter avec ce Maître :

« Le pouvoir spirituel futur, première base d'une véritable réorganisation, résidera dans une classe entièrement nouvelle, sans analogie à aucune de celles qui existent, et originairement composée de membres indifféremment issus, suivant leur propre vocation individuelle, de tous les ordres quelconques de la société actuelle, le contingent scientifique n'y devant même nullement prédominer, d'après l'aperçu le plus probable. »

Il faut une doctrine au nom de quoi on puisse juger les pensées, les actes et les sentiments, parce qu'il n'y a pas, proprement, de « vie privée ». Or la science n'est pas une doctrine. Elle n'en peut être que le préambule, et à condition qu'elle ordonne ses matériaux, qu'elle se préoccupe plus de les ordonner que de les accumuler. Le physique est au-dessous du moral qu'une vraie synthèse doit comprendre. On ne décide pas du

supérieur par l'inférieur, de la sociologie par la biologie, de la biologie par la chimie, et ainsi de suite. La géniale classification des sciences de Comte a établi définitivement la hiérarchie nécessaire de nos connaissances. Et c'est du sommet, après avoir gravi tous les degrés, qu'il faut enseigner, conseiller, consacrer et régler.

La doctrine qu'attend notre civilisation désemparée, désâmée sera une synthèse complète, c'est-à-dire subjective. Pour tout dire d'un mot, une religion. Garantissant l'indépendance en assurant le concours, elle réalisera la synergie en exaltant la sympathie. Elle unifiera l'individu avec lui-même et avec le monde, dans le temps et dans l'espace, pour la famille, pour la patrie, pour l'Humanité.

II

L'IMPUISSANCE DE COMPRENDRE DES MÉTAPHYSICIENS UNIVERSITAIRES

Du pouvoir spirituel et de toute idée positive, il n'est personne qui ne se fasse une idée moins claire, moins exacte qu'un métaphysicien, surtout s'il est universitaire. « Réaction normale de l'intelligence et du sentiment sur la force », avait dit A. Comte. Pour la plupart des citoyens français, instruits par des pédants officiels, l'école laïque, le journal et le roman, ce sont les expédients et les contraintes matérielles de l'Inquisition qui caractérisent ce pouvoir modérateur. Quant à la séparation du spirituel et du temporel, enseigne-t-on volontiers dans les écoles d'État, « c'est la méthode de l'Eglise catholique depuis qu'elle est devenue sage, c'est-à-dire depuis qu'elle a perdu tout espoir de mettre la main sur le pouvoir temporel ».

C'est, au contraire, quand elle s'est affaiblie, quand elle n'a plus fait confiance au principe po-

sitif qui l'avait élevée si haut, que l'Église s'efforça de pénétrer le temporel et de l'employer à ses fins. Elle n'y réussit que trop bien. Cela aboutit au Concordat. Heureusement, les persécutions et les spoliations vont la ranimer. Les ignobles haines des gens du Bloc leur ont fait commettre une imprudence. Ils ont suscité une force sociale, c'est-à-dire un pouvoir spirituel dégagé, qui leur causera quelque embarras ; car leur basse tyrannie, nous le savons assez, n'est assurée que par la dissolution générale des forces sociales. Les évêques se font déjà entendre. Le milliard des congrégations restera dans la gorge des voleurs et les étouffera.

Le sol émietté n'est plus à la famille qui le cultivait et s'y enracinait; mais au passant qui l'achète, à l'argent capricieux.

Il reste pourtant, dans chaque village, un témoin de la civilisation française. Cet édifice est somptueux ou pauvre, humble ou glorieusement chargé de souvenirs. C'est l'église. Il n'y a pas que l'école où l'on abêtit « laïquement » et « scientifiquement », la loge et la mairie où l'on tripote les élections, le cabaret : il y a encore l'église où croyants et incroyants renouent le lien social, recomposent l'âme de la race.

Les politiciens ne peuvent supporter ce qui unit les cœurs et élève les âmes. Le catholicisme résistant à leurs coups et paraissant se fortifier par la persécution, ils s'en prennent à son expression sociale la plus touchante. Ici, on laisse les églises tomber en ruines ; là, on les profane vilainement;

ailleurs, on les fait sauter à la dynamite. Quinze siècles de civilisation, les sentiments profonds de cinquante générations de Français sont livrés au béotisme, à l'homaiserie stupide, au vandalisme sacrilège de fonctionnaires arrivistes et de municipalités sectaires et alcooliques.

Mais nos maîtres vont trop loin. Ils triomphent avec trop d'insolence. Quand on désocialise les Français, il ne faut pas qu'ils s'en aperçoivent. Si les entreprises de la barbarie ont si bien réussi depuis un siècle, c'est qu'on les masquait de grands mots. Quand on donnait tout à l'argent dissolvant, on invoquait la « liberté », l' « égalité » et la « fraternité » ; quand on propageait un bestial matérialisme, il n'était question que de « progrès » ; quand on rompait toute continuité, quand on reniait les morts, quand on désagrégeait la famille et tous les groupes sociaux essentiels, il s'agissait de dispenser les « droits de l'homme ». Et là-dessus, nous nous laissions piller et brimer avec entrain. C'était pour l'Idée. Maintenant, il n'en va plus ainsi : brutalement on touche au cœur, — et tous les sentiments sociaux se raniment.

Ce serait là notre grand espoir, si tous les Français pouvaient revenir à la foi théologique. Quoi qu'il en soit, la France ne se soutient plus que par le catholicisme, c'est-à-dire par l'influence spirituelle de l'Eglise qui conserve encore un reste d'opinion publique organisée. Tous les coups portés à l'Eglise, c'est donc en réalité la France qui les reçoit. Si « libre » que se prétende un « libre-penseur », il a encore le souci de ne pas être trop

méprisé par le « calotin ». Le protestant même lui doit de surveiller sa « raison » et sa « conscience ». L'Eglise, c'est le seul frein qui subsiste encore, — non seulement aux actes, mais aussi aux sentiments et aux pensées. De même, au point de vue temporel, ce sont les gouvernements monarchiques étrangers qui enrayent le plein épanouissement de notre parlementarisme, c'est-à-dire la dernière curée et la fin de tout. Le positivisme, il faut bien en convenir, n'est encore qu'une magnifique promesse, — et qui ne se réalisera pas si la France est définitivement livrée aux fauves que l'ombre protectrice de la croix intimide encore.

Néanmoins, beaucoup d'intellectuels en viennent à prétendre qu'une société se peut gouverner sans gouvernement, c'est-à-dire que l'organe n'est pas nécessaire à la fonction. Mais ce n'est là qu'une manière de se tirer d'affaire sur laquelle il serait dur d'insister. Passons. Pour d'autres, les académies sont ce qu'on peut souhaiter de mieux pour former un pouvoir spirituel. Mais, « livrés à eux-mêmes, a dit M. Guy-Grand, comment ces corps constitués, dont les membres ne s'entendent pas entre eux, pourraient-ils agir sur l'opinion ? » — En effet, est-il besoin de le rappeler ? Auguste Comte jugeait sévèrement les académies pour leur stérile érudition, leur dilettantisme littéraire, leur spécialisme, leur mandarinisme, etc... « Le pouvoir spirituel devant régulariser tous les autres, écrivait-il, il ne peut, moins qu'aucun d'eux, surgir par décret, et doit, comme toutes les grandes choses, avoir un début inaperçu. »

Il y a aussi les journaux et les partis. Hélas! ce sont les corrupteurs et les exploiteurs de l'opinion publique. Bénéficiaires du désordre, ils ne peuvent que l'aviver de toutes façons. Attendre d'eux qu'ils soient des éducateurs et des guides, c'est attendre des fabricants d'absinthe et de trois-six qu'ils combattent l'alcoolisme.

Certes, le journal à fort tirage est devenu un puissant moyen d'action sur le populaire, les mœurs, le gouvernement. On sait de reste à quoi il sert. Mais ce qui est fait pour le mal pourrait être mis au service du bien. Les honnêtes gens ne sont pas tous imbéciles. En attendant, il y a bien quelques journaux honorables, mais ce sont des journaux de partis, et donc sans grande portée sociale. Au demeurant, ces journaux ne font que participer au gâchis général. Et d'abord parce qu'ils ne sont pas des forces, parce qu'ils n'ont point de doctrine. Ils s'adressent à une clientèle passionnée, et non à l'ensemble des Français. Ils se proposent de fanatiser, et non d'instruire; de conquérir, et non de construire. Ils visent à quelques modifications politiques et économiques, plus ou moins justifiées, non à reconstituer la société française. Ce qu'un positiviste peut entreprendre est tout autre chose. C'est un journal d'informations qui avertirait et contrôlerait, d'éducation qui redresserait et élèverait, de direction qui dénoncerait et blâmerait les dirigeants incapables ou indignes. Non pour satisfaire un parti, on l'entend bien, mais pour consolider et améliorer l'ordre social. Ce journal

devrait avoir et aurait aussitôt, s'il était vraiment ce qu'il doit être, un tirage égal, sinon supérieur, au plus répandu des journaux de Paris. Par là, s'il ne peut être une « affaire », s'il est même onéreux, il deviendra une force réelle et exercera une espèce de dictature spirituelle dont la tâche principale sera de préparer, de rendre possible en la contenant, la dictature temporelle qui nous libérera de l'ignominieuse tyrannie parlementaire.

Sans doute, un sacerdoce positif organisé serait bien préférable ; mais nous n'en sommes pas là. Il faut aller au plus pressé. Dans notre chaos de Babel, je ne sais pas de procédé plus efficace pour réorganiser l'opinion publique. La simple prédication n'est pas suffisante. L'appel au bon sens restera sans écho. Il y faut forcer, dans le spirituel comme dans le temporel, — et par des applications constantes.

Le Palais du peuple, qui ne paraît pas d'une nécessité si pressante, devrait être, de même, une force sociale agissant d'une manière dictatoriale, — entendons une intelligente Confédération générale du travail, sachant ce qu'elle veut, ce qu'elle peut, et où il faut aller, — non pour détruire, mais pour construire.

On pense qu'une telle entreprise est trop désintéressée.

« Voilà une discipline surhumaine, dit un métaphysicien universitaire, M. Guy-Grand, qui n'est pas susceptible d'amener beaucoup d'adeptes à la politique positiviste, mais qui ne lui amènera que des recrues de choix, une véritable élite. »

C'est bien ce qu'on veut pour agir. Le positivisme n'est pas une aventure électorale, le nombre de ses adeptes importe moins que leur valeur. Il ne s'agit pas de prosélytisme, mais de reconstruire un ordre vivant. Personnellement, j'ai gardé du maître qui émerveilla mon adolescence, Proudhon, l'horreur du prosélytisme. C'est l'esprit du positivisme, sa discipline, dont il faut animer les hommes et vivifier les institutions.

« Les meilleures impulsions, dit Comte, sont habituellement insuffisantes pour diriger la conduite privée ou publique, quand elle reste toujours dépourvue des convictions destinées à prévenir ou à corriger ces déviations. »

Présentement surtout, la quantité des adeptes plus ou moins intelligents importe bien moins que les réalisations. Nous avons d'abord à susciter un pouvoir spirituel positif ; car son absence totale est une terrible menace pour la civilisation. La qualité en sera rare , en effet. Une abnégation quasi absolue, comme A. Comte, Pierre Laffite, Audiffrent nous en ont donné l'exemple, est indispensable. Elle est facile, d'ailleurs, au vrai positiviste. Un tel office exige encore plus les dons du cœur que ceux de l'esprit.

M. Guy-Grand a fait observer encore que ce désintéressement de toute puissance matérielle « fera joliment l'affaire du temporel ». C'est méconnaître la puissance propre du pouvoir spirituel. Ce qu'il y a de désastreux dans le suffrage universel, par exemple, c'est qu'il « intéresse »

chaque citoyen bien plus à la possession du pouvoir qu'à son sage exercice, et à l'exploitation. Toutes les énergies se gaspillent pour et dans les élections. La bande radicale-socialiste joue sur le velours : elle dispose de tous les moyens de pression et de corruption, et donc des urnes. L'opposition qui accepte ce jeu, réglé et truqué d'avance comme un match de lutteurs de foire, est le meilleur appui du bloc. Si elle n'existait point, les préfets l'inventeraient. Mais s'il y a les politiciens et les journalistes qui en vivent, il y a encore beaucoup de Français qui en pâtissent, et peut-être ne sont-ils pas tous hébétés. Ceux-ci, on pourrait les convaincre qu'ils se défendraient mieux sur un terrain moins favorable à leurs exploiteurs. Voici un exemple : la courageuse condamnation des manuels scolaires par les individus sans mandat que sont devenus les évêques a plus fait pour la liberté de l'enseignement que toutes les interpellations des députés et des sénateurs de la droite. Nos maîtres actuels ne sont forts que de notre faiblesse et de notre stupidité devant leurs ruses. La moindre force sociale les fait trembler, et ils ne résistent à aucune influence. La ploutocratie se soucie peu des élections, et c'est elle qui commande en fait. La sociocratie pourrait autant, plus encore, si elle se formait enfin. Un « monstre de souplesse » comme Briand suit le sort qu'on lui fait. Même un « tigre » comme Clemenceau s'apprivoise très facilement. Et la plupart des parlementaires sont aussi dociles. Ils ne saccagent le pays que parce que la

maison est ouverte et sans gardien. Avec un bon fouet et quelques os on les materait et on les dresserait comme il sied. Il y a la manière.

Il semble que de « multiples pouvoirs spirituels » soient exercés par les penseurs, les écrivains, les orateurs. Grave erreur. Qu'on relise donc *les Majorats littéraires*, *l'Avenir de l'intelligence*... L'écrivain n'est plus dirigeant, il est dirigé. Il se prostitue peu ou prou. La propriété littéraire est la lourde chaîne que la ploutocratie lui a forgée, et il l'aime d'être dorée. On n'obtient le succès présent — qui est la richesse et les honneurs — qu'en flattant les préjugés et les vices. Les probes écrivains, les éducateurs sont submergés sous la production des amuseurs ordinaires de la foule. Il n'y a plus de critique indépendante pour les signaler au public. Dans la presse, tout se paye, la bibliographie comme les souscriptions philantrophiques. Le livre est affaire d'argent, comme l'œuvre d'art. De braves gens font appel au juge pour réprimer la pornographie. Quelle candeur ! La propriété littéraire pousse à la pornographie, et le parlementarisme ne s'y peut opposer. Le juge n'est plus qu'un agent politique, parce qu'il dépend du temporel. Et cette confusion des fonctions explique l'impuissance judiciaire que décèle une affaire Steinheil. Sans pouvoir spirituel, il ne saurait y avoir de justice, parce qu'il n'y a pas de justice si le magistrat est asservi au temporel.

Les soi-disant « pouvoirs spirituels éparpillés » ne sont pas en fait des pouvoirs, parce qu'ils ne

sont pas des forces agissantes efficaces. Au lieu d'être au-dessus pour conseiller, consacrer et régler, ils sont subalternisés pour servir tous les abus.

Les opinions sont multiples, divergentes. Laquelle prévaudra ? Fontanes rappelle que « le docte Varron comptait de son temps deux cent quatre-vingt-huit opinions sur le souverain bien ». En fait, présentement, il n'y a que deux doctrines susceptibles d'inspirer un pouvoir spirituel : le positivisme et le catholicisme. Dans l'humanité, socialement, elles convergent. Elles ne se séparent qu'au delà, et dans la pratique politique cela importe peu. Leur sociologie ne saurait donc différer, non plus que leur mathématique. De même leur morale. En ce qui concerne la terre, les prescriptions de Dieu sont positives. Dieu n'a rien voulu contre la nature de l'homme et du monde. Comme l'écrivait un certain Père jésuite : « Dieu n'a pas créé la morale pour que nous devenions fous ». De même, le grand saint Ignace de Loyola disait : « Priez Dieu comme si vous ne comptiez pas sur vous, travaillez comme si vous ne comptiez pas sur Dieu. »

Les conditions de l'ordre comme les conditions de la vie sont donc les mêmes pour le catholicisme et pour le positivisme. Ce sont les deux seules doctrines qui subordonnent en tout la personnalité à la socialité.

III

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : LE DOGMATISME

Les esprits qui se disent libres parce qu'ils s'aliènent en se déliant répugnent au dogmatisme. N'est-ce pas un dogme que d'affirmer la réalité du sujet et de l'objet? Pas de pensée, pas de sentiment, pas d'action, pas d'existence sans dogme. C'est le fondement même de la positivité, état définitif de la connaissance et de la pensée humaines. On ne construit rien de durable sans assise. Le pyrrhonisme absolu est impossible. En tout cas, ce ne peut-être une pensée. Ses tenants les plus logiques ne se rencontrent que dans les asiles d'aliénés. La négation nihiliste est moins insensée, mais elle aussi repose sur des dogmes.

« Les lois humaines, dit de Bonald, ne sont que des déclarations publiques d'intolérances... Les mœurs sont encore moins tolérantes que les lois, et ce que les lois ne sauraient atteindre, les mœurs le soumettent à leur juridiction... Les sciences sont ce qu'il y a au monde de moins tolérant. »

Le positif exclut la prétendue « liberté de conscience ». Alors ? Rien de plus sûr que cet axiome : « Le dogmatisme est l'état normal de l'intelligence humaine. » Acceptons donc les dogmes qui permettent le plus grand développement de vie harmonieuse. Les dogmes positifs ont pour eux encore d'être relatifs et démontrables.

D'ailleurs, on reste « libre » de déraisonner. Le pouvoir spirituel ne disposera d'aucun moyen matériel pour s'y opposer, puisqu'il n'est et ne peut être que « la réaction normale de l'intelligence et du sentiment sur la force ». Seulement, l'opinion publique, convenablement réorganisée, dégagera une atmosphère saine, calme et sensée, où les extravagances du cœur, des bras et de la tête ne pourront se propager. Cela suffira pour l'hygiène mentale et morale. Les aberrations ne seront pas encouragées par la lâcheté et la niaiserie, et elles se dissimuleront.

On m'a fait souvenir que j'ai dit : « Il est facile de traiter d'insanes et de déments ceux qui ne sont pas de notre avis : il l'est moins de leur montrer qu'ils le sont. » Qu'est-ce donc que déraisonner, me demande-t-on ? Un positiviste peut répondre : c'est refuser de se soumettre aux réalités constantes, aux conditions de la santé, de la raison et de l'ordre. Le vol, l'assassinat, l'amour libre, le féminisme ne sont pas seulement condamnables pour un esprit sensé parce qu'ils outragent les mœurs et heurtent les opinions du jour : les mœurs et les opinions se peuvent modifier. On les condamne parce qu'ils comportent des consé-

quences destructives dont les « relations invariables », auxquelles sont soumis tous les phénomènes sociaux, nous avertissent. Voyez le mariage. Pour tout Occidental clairvoyant, il n'y a pas de doute que le mariage indissoluble, tel que l'a institué l'Eglise, est la condition d'existence de la famille, comme la famille est l'élément organique de la société civilisée. A. Comte avait prévu les suites fâcheuses du divorce, et qu'il nous mènerait rapidement à l'amour libre, c'est-à-dire à la dissolution de la famille, à l'esclavage économique de la femme, obligée au travail et à la prostitution, à l'enfant apache, — et au reste qui va venir. Les dogmes ont leur utilité.

IV

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : L'ESPRIT PUBLIC

M. Guy-Grand m'a objecté encore : « Mais si on est assez mauvaise tête pour ne pas se laisser persuader ? L'Eglise d'autrefois avait une réponse toute prête : le recours au bras séculier; mais le positivisme s'interdit cette réponse. Alors on ne voit plus. » Sans la lumière d'une synthèse suffisante, on voit toujours mal. L'Eglise n'a eu recours au bras séculier que lorsque déjà elle s'affaiblissait, — et de par son principe théologique, absolu, elle devait inéluctablement s'affaiblir. Elle fut à l'apogée au moyen âge, alors qu'elle n'était qu'une puissance spirituelle, aussi distincte qu'il était possible de la puissance temporelle qu'elle dominait.

Si le pouvoir spirituel est faible, me dit-on, le temporel n'en tiendra pas de compte ; s'il est fort il absorbera le temporel. Un vrai pouvoir spirituel domine toujours le temporel, puisque c'est lui qui

le conseille, le consacre et le règle; mais s'il se confond avec, il se diminue et se perd.

Il paraît téméraire de fonder tant d'espoirs sur la puissance morale en un temps où celle de l'argent est sans limite. Oui; mais celle-ci tue et celle-là ranime. C'est aussi un dogme nécessaire aux Français que de croire à la pérennité glorieuse de la société française. Et puis, M. Guy-Grand en convient lui-même : « La force morale est la force véritable. » Il veut dire : la puissance d'ordre qui fait converger les forces et les rend fécondes. Il écrit encore : « Pour cynique ou blasé que soit un homme politique, il se défend toujours de laisser après lui une trop forte réputation d'illogisme.» Le politicien, cette brute vorace, n'est donc pas complètement insensible aux réactions de l'opinion publique. Le chantage serait une industrie moins prospère s'il en était autrement.

Néanmoins, nos prétendus intellectuels ne peuvent admettre que le pouvoir spirituel deviendra d'autant plus puissant qu'il sera plus détaché de tout temporel. Ils se préoccupent des sanctions. Le positivisme n'aura pas l'ostracisme ni l'épouvantable excommunication, mais leur équivalent social, rigoureusement appliqué par le prolétariat organisé : la réprobation publique, le boycottage. Toutefois, il aura plutôt recours au blâme public, qui prendra toute son efficacité, — l'hypocrite distinction bourgeoise entre la vie privée et la vie publique ayant été dénoncée, — quand chacun vivra au grand jour. « Un être moral est un être comptable », dit Adam Smith. Si les sanctions sociales

paraissent trop anodines maintenant, c'est que les conditions anormales de l'existence dans les grandes villes, les entreprises financières, l'hypocrite mur de la vie privée élevé par la bourgeoisie permettent un commode anonymat aux débauchés, aux faiseurs, aux parasites; c'est aussi que l'étatisme jacobin, en paralysant toutes les activités sociales, a aboli la plupart des réactions naturelles de l'opinion publique, qui ne se produisent plus que pour les choses équivoques ou ridicules, dont la politiquerie se désintéresse : la mode féminine, par exemple, le ton mondain, tous les snobismes... Notre sotte soumission, ici, montre assez que nous avons toujours le vif désir de la louange et la crainte de la réprobation publique.

« Nous avons une si grande idée de l'âme de l'homme, dit Pascal, que nous ne pouvons souffrir d'en être méprisés et de n'être pas dans l'estime d'une âme, et toute la félicité des hommes consiste dans cette estime... Quelque possession qu'il ait sur la terre, quelque santé et commodité essentielle qu'il ait, l'homme n'est pas satisfait s'il n'est dans l'estime des hommes. Il estime si grande la raison de l'homme que, quelque avantage qu'il ait sur la terre, s'il n'est placé avantageusement aussi dans la raison de l'homme, il n'est pas content. C'est la plus belle place du monde : rien ne peut le détourner de ce désir, et c'est la qualité la plus ineffaçable du cœur de l'homme. Et ceux qui méprisent le plus les hommes et qui les égalent aux bêtes, encore veulent-ils en être admirés et crus, et se contredisent eux-mêmes par leur propre sentiment; leur nature, qui est plus forte que tout, les convainquant de la grandeur de l'homme plus fortement que la raison ne les convainc de leur bassesse. »

Et Adam Smith y revient :

« Rien ne nous plaît davantage que de voir les autres hommes entrer dans nos sentiments, et rien au contraire ne nous choque plus de les voir s'en éloigner. »

Les véritable sanctions sociales ont eu souvent plus de force que les plus effrayantes sanctions théologiques, même au moyen âge, où l'on n'hésitait pas à risquer l'Enfer, en se battant en duel, pour éviter le déshonneur. Quand l'Église condamna justement les jeux romains, qui étaient une habitude sociale, peu de chrétiens y renoncèrent. Réprimandés par saint Augustin, ils répondirent : « Nous sommes chrétiens à cause de la vie éternelle et païens pour les agréments de l'existence de ce monde. »

V

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : LA DISTINCTION DU THÉORIQUE ET DU PRATIQUE

M. Guy-Grand confond aussi la division du travail social avec la spécialisation désordonnée :

« Qu'un grand esprit, dit-il en parlant de Comte, à la fin du dix-neuvième siècle, ait soutenu sérieusement de pareilles rêveries; qu'il ait cru possible d'établir à la mode de Cousin et de Platon, des cloisons étanches dans l'âme et dans la société, c'est un de ces faits qui ne laissent pas d'attirer l'étonnement, et qui ne sont pas précisément propres à fortifier le dogmatisme. »

Ce qui surprend surtout, et avec raison, ce qui est vraiment peu propre à fortifier le parti pris de la négation, c'est une telle aisance à se méprendre et à tout embrouiller. Dans le positivisme, tout est lié et relié, et l'indivisibilité de la nature humaine y est proclamée avec force. Si la pratique est nécessairement spéciale, la théorie doit être toujours générale. Chacun ayant sa tâche définie,

il doit savoir comment cette tâche concourt à l'œuvre d'ensemble. Dans la confusion anarchique présente, au contraire, sans rien concevoir, chacun veut tout exécuter. Et c'est le vice capital que M. E. Faguet impute à la démocratie : le culte de l'incompétence. Le pouvoir spirituel a donc précisément pour destination spéciale d'éviter les graves inconvénients de la division du travail en replaçant « constamment au point de vue général des esprits toujours disposés par eux-mêmes à la divergence » et en faisant « rentrer dans la ligne de l'intérêt commun des activités qui tendent toujours à s'en écarter ».

Il n'y a pas partage des facultés. La spécialisation des fonctions se détermine seulement par la prédominance des facultés. Mais le positivisme les cultive toutes, en chaque être humain, pour les harmoniser dans sa vaste synthèse. « Cloisons étanches dans l'âme et dans la société », dit-on : A. Comte s'est borné à distinguer pour ne pas confondre et à limiter pour ne pas disperser.

Le pouvoir spirituel même n'est pas purement contemplatif. Il a son champ d'activité : la vie privée, le sacerdoce, l'art, l'éducation... Nul ne fut plus éloigné de l'intellectualisme pur que le fondateur de la religion de l'Humanité. Relisons-le :

« La présomption scientifique dédaigne trop la raison empirique, dont les succès indiquent quelquefois, aux vrais philosophes, beaucoup plus de puissance mentale que la plupart des travaux théoriques. Une insuffisante rationalité pousse même à redoubler les efforts intellectuels, en obligeant à induire péniblement ce qui

pourrait être aisément déduit. Sans doute, les conceptions deviennent ainsi moins générales, et par suite moins cohérentes ; mais elles sont souvent plus réelles et plus utiles... Il importait d'autant plus de rectifier ici les aberrations académiques sur une division absolue entre la raison théorique et la raison pratique qu'une telle opinion empêcherait toute saine appréciation de la hiérarchie humaine. »

M. Guy-Grand nous dit : « L'humanisme rayonne comme une étoile au-dessus des spécialités. » Nul n'a rien dit de plus fort contre le spécialisme scientiste ou économique que Comte ; nul n'a voulu une Humanité plus complète.

VI

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : ACCEPTER LE DEVOIR

Prend-on son parti de « la fatalité de l'anarchie » ? C'est reconnaître qu'en dehors du catholicisme et du positivisme, il n'est pas d'ordre français possible. Cette diversité philosophique est la vie, affirme-t-on couramment. Soit. Tout est vie. Mais cela est une vie inférieure qui dissout une vie supérieure. « Merveilleuse floraison du génie humain », ajoute-t-on. Mais floraison léthifère. Elle corrode, empoisonne, ruine : mais où sont ses monuments, ses œuvres, ses libertés, ses joies ?

Les hommes veulent être « complets ». Eh bien ! c'est parce que chaque individu poursuit la chimère d'être un tout, absolu, de rapporter le monde à sa parcelle éphémère, que ce qui était grand et durable, la société humaine, s'écroule et se pulvérise, que la barbarie réapparaît, que le progrès n'est plus possible, et que l'individualité même se désagrège. Mais M. Guy-Grand se défend d'être

contre la division du travail social. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il admet des catégories, une organisation, une société continue ? Que devient alors l'homme en soi, l'homme « complet », cette creuse abstraction de la métaphysique révolutionnaire ?

Il va même plus loin dans le bon sens. Il me concède « qu'il faut conserver et cultiver la socialité, le sens de ce qui relie et de ce qui unit, parallèlement aux tendances qui portent de plus en plus à distinguer ». C'est bien là qu'on l'attend. Peut-il ne point voir que, pour s'y bien employer, il nous faut une assise, c'est-à-dire des dogmes ; une méthode, c'est-à-dire des règles; une doctrine, c'est-à-dire un but? C'est très bien d'invoquer, avec de Bonald, « les lois éternelles des sociétés ». Mais il faut, d'abord, ne pas les vouloir plier à ses fantaisies. Comment les faire respecter ? Voilà la question primordiale. De ces lois, « la merveilleuse floraison du génie humain », comme on qualifie somptueusement notre lamentable anarchie intellectuelle, n'a pas laissé grand'chose. Elles sont discutées, ridiculisées, niées avec succès, — et c'est d'une originalité profitable que de trouver les sophismes qui achèvent de les ruiner. Le vol et l'assassinat ont leurs apologistes. Ce sont Rodion Raskolnikof de *Crime et Châtiment*, Racadot et Mouchefrin des *Déracinés*. Lebiez et Barré, qui furent exécutés pour avoir joint la pratique darwinienne à la théorie, n'étaient pas plus « insanes ou déments » que les féministes.

On n'entend rien au positivisme, on ne saurait avoir une idée du social, si l'on ne reconnaît pas comme une évidence que la notion de « devoirs » est positive et que la notion de « droits » est métaphysique. Celle-ci suppose nécessairement qu'on abstrait l'individu de la réalité sociale et qu'on le considère comme une chose en soi. On ne saurait définir positivement l'individu, et donc justifier positivement la notion des droits individuels. Le pernicieux principe de l'erreur révolutionnaire est là, pour aboutir à l'étatisme, et partant à la ploutocratie.

En une phrase, sur « le mirage de la vertu », Renan avait énoncé spirituellement une sottise; un universitaire, M. Albert Bayet, lourdement, en a fait un livre. Et il se croit, sans doute, le successeur de Renan !

Dénigrer la vertu est jeu facile pour un sceptique. Mais le scepticisme est intelligent. Un pédant ne saurait s'y tenir. M. Albert Bayet veut établir une morale de la raison. Et c'est l'action bienfaisante. Quelle action ? Pour quel bien ? La « conscience » individuelle trouvera et décidera, — sans contrôle extérieur, sans éducation, sans direction, sans stimulation, sans répression. Proprement, c'est l'anarchie morale que préconise M. Albert Bayet. Bonnot, Garnier et leurs compagnons, avec Flachon, en sont les produits. Car ces praticiens du bayettisme, eux aussi, ne s'en rapportent qu'à leur conscience.

Une morale a pour fin la subordination de l'individu à l'ensemble, par un contrôle extérieur, une

éducation, une direction, une stimulation et une contrainte; une morale, c'est un gouvernement des actes, et des pensées qui inspirent les actes, et des sentiments qui animent les pensées, — tout ce que la métaphysique matérialiste, essentiellement antipositiviste de M. Albert Bayet, ne saurait admettre

Voilà le pire anarchisme, et M. Albert Bayet est chargé par l'État, au nom de l'État, avec nos deniers, de le propager !...

« Ce qu'est la justice, disait Bentham, c'est un sujet de disputes en toute occasion. » Ce que sont les droits, ajouterai-je, ce sont les inépuisables motifs de conflits entre tous. Et ces conflits ne se règlent que par la contrainte. Tout droit individuel se revendique contre le social. La société ne se peut défendre qu'en lui élevant des barrières d'airain. Au contraire, le devoir n'a d'autre limite naturelle que le pouvoir, et c'est la paix, parce qu'il s'accomplit par tous envers tous. Il restreint au minimum la contrainte du temporel pour exalter au maximum l'influence persuasive du spirituel. Le précepte individualiste est réellement : *vivre par autrui*, le précepte positiviste est : *vivre pour autrui*.

De même que les anciens phalanstériens, avec leur niaise utopie du travail attrayant, supposaient que tout mouvement quelconque et tout jeu étaient du travail, on considère toute influence intellectuelle comme un pouvoir spirituel. C'est méconnaître cette « grande loi éternelle des sociétés » comme des êtres vivants qu'il n'y a pas d'action

sociale sans coordination et concours, et pas de fonction sans organe. « Tout pouvoir spirituel digne de ce nom s'efforce de répandre le sentiment du devoir. » Qu'est-ce que le devoir? Un dogme. Comment reconnaître un dogme sans doctrine? Tous les agrégés et les docteurs en philosophie, toute l'Université, tous les auteurs des gros in-8° de chez Alcan ne s'en tirent qu'avec des mots et du brouillard. Ces savants ignorent ce que sait le plus naïf des curés de campagne, et d'abord qu'ils ne savent rien.

Cependant que le criticisme métaphysique aboutit à cette misère. M. Guy-Grand prétend que « l'impuissance radicale du positivisme » provient de ce qu'il substitue la notion de devoir à celle de droit, au lieu de les concilier.

Le point de vue social, positif, qui est celui du devoir, ne saurait se concilier, ni théoriquement, ni pratiquement, avec le point de vue personnel, négatif, qui est celui du droit. Les devoirs sont le ciment social, les droits sont des éléments destructifs.

C'est parce que la démocratie n'est pas ce qu'elle dit être que la société résiste encore. C'est cette hypocrisie qui nous sauve. On a proclamé tous les droits; mais en réalité il n'y a qu'une classe qui en use et en abuse. Car il n'est de droits effectifs que pour l'argent. Au demeurant, les droits ne valent jamais que pour les forts, et depuis la Révolution, les forts sont les riches. On ne dira jamais assez que les « droits de l'homme » sont une monstrueuse duperie pour le prolétariat.

VII

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : SUBORDONNER LE PERSONNEL AU SOCIAL

Si l'on peut attendre beaucoup de la vertu médicatrice de la nature, on ne saurait admettre pourtant que l'ordre social soit spontané. L'unité morale ne se fera pas d'elle-même. Toutes les grandes œuvres humaines ont été conçues par un cerveau, ordonnées par une volonté et exécutées par des bras. Elles résultent d'un concours, certes, mais résumé par un organe individuel.

« Si la plate-forme d'accord entre tous les penseurs est très solide, écrit M. Guy-Grand, mais étroite, elle s'élargira progressivement avec les progrès véritables de la science sociale. » Cet optimisme, évidemment, est une issue. Malheureusement, il n'est pas fondé. Il n'y a pas de vérité sociale qui lève d'elle-même. Il y a des vérités qu'il faut enfin coordonner. Depuis que Comte a créé la sociologie, les soi-disant penseurs n'ont pas cessé de divaguer, et de mieux en mieux. Tout les y incite

d'ailleurs : les applaudissements, les rubans, les places et les prébendes. Il faut plus que de l'érudition ou des talents d'expression pour accorder les hommes. S'il y a vraiment progrès en ce sens, il est très lent, on en conviendra, et peu sûr. Or la société doit vivre, et dès maintenant.

Toute société est en somme un concours organisé des forces continues. Il y a eu des sociétés, il y en aura encore avant que la raison et la fin de toutes choses soient connues, — si elles doivent l'être jamais. De là, la nécessité sociale des grandes synthèses subjectives que sont les religions.

Pour subordonner la personnalité à la socialité, c'est-à-dire pour organiser le concours en garantissant le maximum d'indépendance, deux pouvoirs se sont constitués de tout temps : le temporel, par le commandement et la contrainte; le spirituel, par la persuasion et la sympathie. Il n'y a jamais eu, il ne peut y avoir de société sans gouvernement.

M. Guy-Grand tient à la confusion des deux pouvoirs. C'est bien dans le sens de la rétrogradation jacobine et donc universitaire. Mais il se trompe en disant que « le jacobinisme est éternel ». Une telle régression est morbide, et un état morbide ne peut perdurer : il faut guérir ou mourir.

« Le principe révolutionnaire, dit A. Comte, consiste surtout dans l'absorption du pouvoir spirituel par les forces temporelles, qui ne reconnaissent d'autre autorité théorique que la raison individuelle, du moins envers les questions les plus importantes et les plus difficiles. Tous les partis actuels méritent ainsi d'être

également qualifiés d'anarchiques et de rétrogrades, puisqu'ils s'accordent à demander aux lois les solutions réservées aux mœurs. Cette perturbation est devenue tellement universelle et profonde, que les meilleurs amis de la liberté n'hésitent jamais à recourir aux moyens matériels pour faire prévaloir leurs opinions quelconques. »

C'est se moquer vraiment que de préconiser le jacobinisme au nom du progrès, de la liberté et de la démocratie.

« La liberté politique, dit M. J. Coquille, consiste en ce qu'un peuple fait sa volonté, et la volonté d'un peuple, c'est sa tradition. »

Et le même auteur ajoute :

« L'unité morale des coutumes n'a pas été remplacée par l'unité purement matérielle d'une loi uniforme ; leur diversité, appropriée aux diversités de mœurs et de caractère, donnait au droit une vie intime et l'individualisait en quelque sorte dans les habitants de chaque localité. Moralement et intellectuellement, on savait la coutume par cœur, parce qu'on avait vécu avec elle. Le droit est maintenant une étude spéciale, une profession, la masse des Français en est naturellement exclue. »

Tout le progrès politique consiste à substituer l'autorité persuasive à l'autorité impérative, et donc d'abord à les séparer nettement. Le jacobinisme qui les confond est une rétrogradation sur le catholicisme qui les avait sagement distingués. Le progrès est ainsi dans le sens de la liberté. Il n'y a pire tyrannie que le jacobinisme, parce que

c'est la tyrannie illimitée, sans responsabilité. Dans la théocratie, à laquelle le catholicisme avait mis fin, cette tyrannie était au moins contenue par la crainte d'un être suprême et elle avait toujours quelque grandeur. On l'a dit : la pire des théocraties, c'est l'athéocratie.

VIII

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : CE QUI CONTRAINT ET CE QUI PERSUADE

J'entends bien que le jacobinisme proclame la souveraineté populaire et que le positivisme réclame la dictature. M. Guy-Grand soutient que le principe essentiel de la démocratie est le suffrage universel. C'est une erreur historique et sociologique. Ce n'est pas par l'élection, par des votes platoniques, c'est par l'opinion, par l'exercice réel de ses volontés dans les groupes sociaux que vit la démocratie. Et c'est l'étatisme parlementaire, jacobin, qui supporte le moins l'action libre ; c'est sous le régime du suffrage universel que l'opinion publique a le moins de jeu. Le parlementarisme ne tiendrait contre aucune liberté positive. L'opinion publique est donc dispersée par les intérêts particuliers et antagoniques. Si elle parvient à se former, à l'occasion d'un événement extraordinaire, elle ne peut faire pression sur une masse d'élus irresponsables. Tout s'emploie à l'égarer et rien à l'éclairer. On lui fait croire, d'ailleurs,

qu'elle s'est suffisamment exprimée, en une fois, sur tout, au moment des élections.

La dictature positive ne sera pas le césarisme, qui est une sorte de jacobinisme atténué. Elle garantira les libertés, — et d'abord parce qu'elle ne pourra rien contre les forces sociales, les libertés constituées dont elle émanera.

M. Guy-Grand me demande si j'imagine que « notre dictateur prendrait conseil d'un pouvoir spirituel quelconque »? C'est contester encore, après l'avoir admis, que la force morale soit une force, que le pouvoir spirituel soit un pouvoir, — et c'est biffer les plus belles pages de l'histoire humaine. Quoi donc faisait courber la tête au « fier Sicambre » et se proterner les orgueilleux empereurs devant l'image du doux supplicié du Golgotha?...

Le pouvoir spirituel est le plus puissant des pouvoirs, et pour l'ordre, pour la liberté, pour le progrès.

Quelles fins ont les doctrines, si ce n'est de nous améliorer, de nous élever? Quelles fins, le savoir, si ce n'est de prévoir pour pourvoir? C'est pourquoi toutes les grandes doctrines, le catholicisme comme le positivisme, aboutissent à une morale, et à celle qui convient à leur temps. Ces doctrines sont grandes, précisément parce qu'elles ont leur place dans la série historique. Rien ne prépare mieux aux positivisme que la discipline catholique.

Après avoir parlé du positivisme en termes excellents, M. Lucien Arréat écrit: « Mais comment parler d'une philosophie qui serait définitive

quand rien ne semble définitif dans les constructions de l'homme ni de la nature ? » Le positivisme est définitif, d'abord parce qu'il est relativiste, ensuite parce que le positif est incontestablement définitif. Que la sociologie comprenne les phénomènes les plus complexes, c'est ce qui explique pourquoi la métaphysique s'y peut retrancher encore. De plus, leur complexité même rendant ces phénomènes très modifiables, chacun, dans notre anarchie, cherche à les modifier suivant ses préjugés, ses caprices et ses intérêts. Il en résulte la décomposition sociale à laquelle nous assistons et dont peut périr la civilisation occidentale. En l'occurrence, j'ignore si le positivisme peut être un spectacle émouvant pour une âme d'artiste, comme l'avance M. L. Arréat; mais je sais bien qu'il est nécessaire, et parce que définitif. Lui seul peut en finir avec les dangereuses divagations individualistes. Lui seul peut accorder le cœur et l'intelligence en subordonnant celle-ci à celui-là. Lui seul peut nous apprendre la soumission, base de tout perfectionnement.

Le social agit plus efficacement sur l'individuel, et de plus en plus, par la persuasion que par la contrainte. On ne contraint que lorsqu'on ne peut persuader. La théorie de la « contrainte sociale », énoncée par M. Durkheim, est une jonglerie de pédant métaphysicien, et donc antipositiviste. Suivant Comte, tout l'art politique consiste à assurer le concours de l'ensemble en garantissant l'indépendance des partis. Seulement, l'ordre social exige que le concours soit d'abord assuré.

IX

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : L'ORDRE D'ABORD

M. Guy-Grand ne conteste pas que l'ordre soit nécessaire au progrès et qu'une société ne puisse se passer de gouvernement. Il n'aurait plus rien à me concéder si sa « manie argumentative » d'universitaire ne le poussait à ajouter aussitôt que « la seule chose contre quoi il s'élève, c'est que l'accord des hommes avec eux-mêmes, entre eux et avec le monde, soit inébranlablement établi par la religion positive comme par la religion catholique ». Mais celle-ci est un fait qu'on ne peut biffer ainsi. Et contre celle-là, il faut fournir des raisons. Et si ces raisons sont assez fortes pour le convaincre lui-même, il ne lui reste plus qu'à se convertir au catholicisme.

Il en va de même pour le gouvernement politique. Puisqu'on repousse la dictature républicaine, c'est donc qu'on préconise la royauté. Car il n'est de gouvernement temporel que responsable, con

tinu et unique. Le césarisme n'est jamais que transitoire. Les opérations chirurgicales ne sont pas un régime vital. Et le parlementarisme est une maladie sociale qui d'elle-même ne peut que s'aggraver jusqu'à l'anarchie complète.

La doctrine étant par trop résistante, M. Guy-Grand s'en prend à ma chétive personne. Et il appelle à la rescousse universitaires, féministes et « prolétariat conscient ».

Avec « une assurance bien amusante », j'aurais parlé sans révérence de l'ignorance et du pédantisme des mandarins de la Sorbonne. Se pourrait-il ? Il se peut, hélas ! Pour « pédantisme », cela va de soi, mais « ignorance » ? Quoi ! d'honnêtes gens qui passent leur existence à subir et à faire des examens, à explorer les textes, sinon à les solliciter, à collectionner des fiches bibliographiques, seraient des ignorants ? Hé ! oui. Sans doute, ils ont une mémoire prodigieuse, et ils l'ont bourrée de mots et de petits faits. Pierre Laffitte disait qu'ils ont accumulé ainsi plus de renseignements que leur intelligence n'en peut classer. Si c'est cela savoir, ils savent beaucoup, en effet, ils savent trop, — et ils ne le cèlent pas assez. Ils ont appris surtout ce qu'il est inutile de connaître, et ils ignorent totalement ce qu'il importe de savoir, — et que leur « science » d'apparat est vaine, voire nocive. La Sorbonne est le pire des laboratoires d'anarchie. C'est là que se forment les Jaurès, les Thalamas, les Gustave Hervé...

Après les universitaires, voici le bataillon tumultueux des amazones suffragettes. J'ai aussi, pa-

raît-il, « rapproché les féministes des assassins ». Est-ce possible? Pour le sociologue, le crime peut-être considéré comme un phénomène social normal, tandis que le féminisme est anormal; pour le positiviste, ce sont deux maladies sociales qu'il faut s'employer à guérir, et d'abord le féminisme qui est la plus grave. Ce qui ne veut pas dire qu'ils mettent la féministe au-dessous ou même au niveau de l'apache. On la peut comparer au mécanicien de train rapide atteint de daltonisme qui, sans être méprisable, est bien plus dangereux que le plus féroce criminel.

Enfin, voici venir la masse formidable du prolétariat. Mais c'est surtout pour les femmes et les prolétaires qu'est faite la doctrine qui subordonne la pensée à l'énergie et à l'affection. En fait, c'est par eux, jusqu'ici, qu'elle a été accueillie avec le plus de sympathie et de vénération. Les prolétaires, écrit M. Guy-Grand, « accepteront de moins en moins d'être tenus à l'écart de la partie intellectuelle et morale de la production ». A qui le dit-il? Je lui rappellerai que, tout de même, j'ai fondé l'Université populaire et que Comte voulait que les prolétaires comme les femmes eussent des clartés de tout. Comte fut le premier à parler de l'enseignement supérieur populaire. Et il fit mieux qu'en parler. Malgré tous les obstacles suscités par la « pédantocratie » et le gouvernement, durant de longues années, il fit un cours d'astronomie aux ouvriers parisiens. Au reste, M. Guy-Grand n'a qu'une vague, voire une fausse idée de la place éminente que le positivisme assigne à la femme et à la

classe productrice, à laquelle devra être ramenée toute la masse de la petite bourgeoisie parasitaire et même une notable partie de la grande bourgeoisie. Le syndicalisme, au fond, est un véritable mouvement positiviste, non seulement parce qu'il revivifie les vertus sociales du prolétariat, mais encore parce qu'il est, essentiellement, malgré la phraséologie démagogique de ses meneurs inconscients, une puissante réaction organique. Tout ce qui va contre l'anarchie est nôtre.

Ainsi, le positivisme constitue réellement le socialisme systématique comme le socialisme est un positivisme spontané.

Mais c'est la transformation du salariat qui est en question. Soit. De quelle transformation s'agit-il? Celle qu'entraînera l'établissement du régime économique positiviste est profonde et efficace. Celle que réclament les catholiques sociaux ne l'est pas moins. La coopération généralisée ne promet pas mieux, et elle est moins sûre. Le communisme est derrière et non devant nous.

Il y a aussi les bavardages radicaux-socialistes, le charlatanisme parlementaire; mais c'est moins que rien...

X

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : SÉPARATION DES POUVOIRS, HIÉRARCHIE DU SAVOIR

Dans une telle discussion, l'érudition est inopportune. Il s'agit du présent. Nous sommes en pleine vie sociale. Mais M. Guy-Grand est professeur de l'Université ! Tout ce qu'il cite de Luchaire, d'ailleurs, confirme avec éclat ce que j'ai essayé de lui démontrer : à savoir que le pouvoir spirituel est le plus puissant des pouvoirs. Et c'est dire qu'il domine le temporel quand il s'en dégage. La séparation des deux pouvoirs ne signifie point l'abdication du spirituel. Au contraire. Innocent III accablait les indifférents et les hérétiques de malédictions bibliques, il donnait des ordres aux rois, il exigeait l'obéissance. « Nous désirons, écrivait-il à Jean sans Terre, selon le devoir de notre office, diriger en Angleterre, non seulement le sacerdoce, mais la royauté. » Et il y a des sanctions. Jean sans Terre est excommunié et son royaume frappé d'interdit. Ce sont là les

sanctions spirituelles, et les plus terribles, dont disposèrent et usèrent au mieux tous les grands papes médiévaux. « Elles sont insuffisantes », énonce légèrement M. Guy-Grand. Tout ce que nous savons du moyen âge y contredit. « Le pape, déclare le légat au roi d'Angleterre, est fermement résolu à envoyer une armée en Angleterre. » La sienne ? Non pas. Celle de Philippe-Auguste.

En vérité je ne vois pas ce que M. Guy-Grand veut prouver ici. D'abord il soutenait que le pouvoir spirituel dégagé du temporel serait absorbé ou asservi par celui-ci. Il plaignait ce pauvre spirituel dont la faiblesse ferait si bien l'affaire du temporel. Et le voici se combattant lui-même. Je ne puis que contresigner. S'il n'a pas commis une grossière erreur historique, à tout le moins il s'est embrouillé. Et il continue.

En proclamant la séparation des pouvoirs, en s'efforçant de la réaliser, l'Église avait accompli un immense progrès qui rendait impossible désormais toute théocratie. Ici, il faut se rappeler que les empereurs chrétiens élaboraient des dogmes, persécutaient les hérétiques, — même après que Gratien eût renoncé au titre de souverain pontife. Justinien Ier, par exemple. Par misonéisme, la foule aussi était théocrate. Le plus souvent, les hérésies, comme plus tard la prétendue Réforme et la Révolution jacobine, n'étaient que de violentes tentatives de régression vers l'antique théocratie.

Il s'en faut donc que la séparation ait été com plètement réalisée d'un coup et jamais parfaite ment. Au surplus, le caractère absolutiste des

dogmes théologistes ne le permettait pas. Il faut tenir compte aussi de la rudesse des mœurs. Le sang humain n'eut pas toujours la valeur — peut-être excessive — qu'il a aujourd'hui. On n'en admirera que mieux les évêques réunis au quatrième concile de Tolède, en 633, qui osèrent blâmer Sisebut, roi des Visigoths d'Espagne, pour avoir édicté des peines rigoureuses contre les Juifs refusant le baptême, en des termes inouïs : « Dieu prend pitié en effet de qui il veut, déclarèrent-ils, et il endurcit le cœur qu'il veut. L'homme ne peut pas être sauvé s'il ne le veut pas ; mais s'il le veut, et c'est ainsi que la justice est strictement observée. En effet, comme obéissant de son plein gré au serpent, l'homme a encouru sa perte. Ainsi sur l'appel de la grâce divine, chaque individu est sauvé par la foi, grâce à la conversion de son propre esprit. »

La séparation complète et définitive des deux pouvoirs est réservée au positivisme qui, par là encore, ne fera que continuer et compléter l'œuvre grandiose du catholicisme. Et jamais le spirituel n'aura été plus puissant. Il interviendra dans tous les rapports humains pour conseiller, persuader, régler et juger. « A tout vrai croyant, dit ingénument M. Guy-Grand, la neutralité de l'État est une injure. » Elle est une injure, d'abord, parce qu'elle est un mensonge. Une force morale ne peut être neutre. C'est pourquoi elle tend à trop abuser si elle dispose des forces matérielles. Quand l'Etat se dit neutre, c'est qu'il veut se soustraire à l'influence du spirituel, c'est-à-dire empiéter. Et c'est

l'étatisme, le jacobinisme, — une ignoble caricature de théo ou d'athéocratie, la pire des tyrannies.

Les intellectuels entendent mal le positivisme. S'ils en peuvent saisir quelques détails, ce n'est que pour imaginer un monstre métaphysique qui n'a rien de commun avec l'admirable synthèse. Ne veulent-ils pas, en outre, et avec « une assurance bien amusante » reviser la hiérarchie des sciences définitivement établie par Comte? Pour eux, c'est la partie qui doit dominer l'ensemble, c'est le momentané qui doit l'emporter sur la pérennité, c'est le goujat qui doit commander l'architecte, c'est le spécialiste, le « marchand de détail », qui doit diriger le philosophe ou le prêtre. Une telle philosophie des sciences est singulière. Tranquillisons-nous, elle n'entamera pas l'impérissable construction comtiste.

« Subordonner le progrès à l'ordre, dit Comte, l'analyse à la synthèse et l'égoïsme à l'altruisme, tels sont les trois énoncés pratique, théorique et moral du problème humain, dont la solution doit constituer une unité complète et stable. Respectivement propres aux trois éléments de notre nature, ces trois modes distincts de poser une question sont non seulement connexes, vu la dépendance mutuelle entre l'activité, l'intelligence et le sentiment, mais équivalents. Malgré leur coïncidence nécessaire, le dernier énoncé surpasse les deux autres comme étant seul relatif à la source directe de leur commune solution. Car l'ordre suppose l'amour, et la synthèse ne peut résulter que de la sympathie : l'unité théorique et l'unité pratique sont donc impossibles sans l'unité morale, ainsi la religion est aussi supérieure à la philosophie qu'à la politique. Le pro-

blème humain peut finalement se réduire à constituer l'harmonie effective, en développant l'altruisme et en comprimant l'égoïsme : dès lors le perfectionnement se subordonne à la conservation et l'esprit de détail au génie d'ensemble. »

XI

MÉTAPHYSICIENS ET UNIVERSITAIRES : LA DISCIPLINE INTELLECTUELLE ET MORALE.

« Nous aussi, nous voulons l'ordre, le progrès, la soumission à l'inévitable; mais... » Mais, poursuivent les intellectuels, nous ne voulons aucune des conditions de l'ordre, du progrès et de la discipline.

Le positivisme, au contraire, apprend intellectuellement à connaître ces conditions et moralement à les respecter.

Je le demande aux esprits non aveuglés par les préjugés et les passions de parti, « l'ordre religieux et moral » peut-il surgir spontanément de l'intensité croissante de l'anarchie générale ? L'histoire nous offre-t-elle l'exemple d'un tel miracle ? Dans la situation présente — si tragique pour qui regarde — apercevons-nous le moindre indice que les lois sociales aient changé au gré de nos caprices, de nos paresses et de notre sottise ?

Voici de quelles misérables arguties se peut sa-

tisfaire une vive intelligence qui ne veut entendre que sa logique déréglée.

« De nouvelles ébauches, écrit M. Guy-Grand, filles des découvertes techniques, apparaissent de l'ordre humain; elles semblent destinées inéluctablement à conquérir les intelligences, les cœurs et les volontés de masses qui deviendront de plus en plus lucides, de moins en moins distantes de leurs élites, et c'est à la réalisation de cet ordre que, pour notre perfectionnement, nous soumettons notre raison. »

Et l'on ne peut trouver mieux que ces « nouvelles ébauches ». C'est bien le dernier mot du pathos révolutionnaire. Y ajouter « irréductible diversité intellectuelle », par exemple, ne peut que l'affaiblir. « La diversité irréductible des natures dans leur intimité inattaquable » n'a pas seulement une signification antipositiviste, mais avant tout antiscientifique.

Encore qu'il se chagrine qu'on le lui dise, M. Guy-Grand aime de plus en plus à divaguer, en vertu sans doute de son « irréductible diversité intellectuelle ». Après avoir poétisé comme il sied la splendide anarchie des « nouvelles ébauches », il revient encore à dire : « Il faut discipliner l'intellect; il faut par conséquent une doctrine et une méthode susceptibles de rallier tous les esprits. » Mais, s'empresse-t-il de reprendre,... « elle ne sera pas religieuse ». C'est-à-dire, — ou ne rien dire, — elle ralliera sans relier. Alors pourquoi rallier ? Il est vrai que, dans ce chaos merveilleux, « la lutte fait triompher les compétences et les vertus

morales ». Oui, vraiment, ne voyons-nous pas triompher les « compétences » parlementaires et les « vertus morales » de la libre pensée ?...

Comme Désiré Nisard distinguait deux morales, M. Guy-Grand découvre deux ordres : l'actuel et le futur. Et cela est, comme eût dit ce blagueur de Voltaire, de la très haute métaphysique. Mais le positivisme, en fondant la sociologie, nous a enseigné que les lois sociales, les conditions de l'ordre ne changent pas. A travers les temps, sous tous les régimes, l'effort social efficace consiste d'abord à maintenir ces conditions nécessaires. Quand on y manque, ce n'est pas un ordre nouveau qui surgit, c'est la société qui disparaît.

De même que l'évolution biologique n'est que le développement de la vie dans son milieu immuable, de même le progrès n'est que le développement de l'ordre d'après ses conditions immuables.

« Ce qu'il faudra toujours», c'est tout ce qui lie, relie, unit, tout ce qui exalte, — tout ce que l'orgueil révolutionnaire du siècle dernier a nié, tout ce qu'il a ruiné.

Et d'abord, ce qu'il faudra toujours, c'est vivre. Certes, chacun veut vivre. Mais, le plus souvent, en dehors des conditions mêmes de la vie. On ne vit vraiment que pour et par les autres. Combien le savent, parmi nos contemporains, combien le veulent ? J'ajouterai même : combien le peuvent ? L'homme qui est privé d'air meurt, la société qui manque d'ordre se dissout. L'ensemble social n'est pas la somme des individus. Il est une réalité vivante. Les individus ne sont que des abstractions.

La bonne volonté de ceux-ci ne vaut qu'autant qu'elle aboutit à reconstituer, à ranimer l'ensemble. Un génie dans une horde de cannibales n'est qu'une brute de plus, un sage dans un asile d'aliénés n'est qu'un dément de plus, une sainte dans un lupanar n'est qu'une prostituée de plus. Ce qu'il y a d'horrible dans notre épouvantable anarchie, c'est que nous ne pouvons pas ne pas contribuer à l'accroître. Et les meilleures intentions restent stériles.

« Rien n'est plus facile à feindre que les sentiments, dit Comte, quand les principes et la conduite ne les garantisssent point. »

Or les moralistes ne peuvent jamais qu'améliorer nos intentions. Ce n'est pas suffisant. D'autant plus que cela ne va pas sans quelques brumes métaphysiques.

« La notion du sacrifice est une notion vitale, écrit M. C. Wagner. L'humanité est redevable de tout ce qu'elle possède à ceux qui ont su se donner. Donner et se donner dans la clarté, dans la bonne volonté, dans la joie de pouvoir se donner, c'est là le fond du sacrifice. ...Le sacrifice est la force du monde. Il faut l'enseigner à toutes les générations Toutes en ont vécu, même celles qui l'oublient. Que vaut un homme? Il vaut ce qu'il offre de soi. Il perd de sa valeur exactement ce qu'il veut garder pour lui seul. Une heure vient toujours où, s'il doit valoir la peine d'être venu, il faut être prêt à payer de sa personne. »

Mais, comme l'a dit Renan, la religion seule peut organiser le dévouement.

XII

LA LIBERTÉ SPIRITUELLE

D'abord il faut des éducateurs. Charlatan, le philosophe qui n'unifie pas ; histrions, l'écrivain, l'artiste qui n'élèvent pas ; prostituée, la femme qui ne purifie pas.

L'éducation exige des éducateurs, et l'organisation, des organisateurs. On les cherche.

Il y avait, il y a encore l'Église et son clergé. L'Université et son personnel ne sauraient remplacer l'Eglise. Dépendants « du pouvoir et des pouvoirs », les universitaires, les intellectuels, les savants sont inaptes à éclairer et organiser l'opinion publique.

Pour enseigner, conseiller et régler, il faut une doctrine. On n'enseigne pas ce qu'on recherche ; on ne conseille pas avec des inquiétudes ; on ne règle pas avec de vagues aspirations ; on n'agit pas, même moralement, dans l'absolu, c'est-à-dire le vide.

Les catholiques et les positivistes seuls ont une

doctrine qui les maintient dans le réel. Eux seuls, ensemble, peuvent rendre une âme à la France, éclairer et organiser l'opinion publique. Et d'abord parce qu'ils sont indépendants.

Tout gouvernement qui prétend à enseigner, nous dit Auguste Comte, est « perturbateur et arriéré ».

Mais s'il n'était anarchique, dissolvant et régressif, un gouvernement parlementaire ne tiendrait point. C'est pourquoi il s'oppose, contre toutes les libertés de la civilisation, à l'ordre comme au progrès. Au surplus, abrutir les électeurs est la dure nécessité du régime électoral.

Comme tous les Français qui résistent, j'ai lu de longs extraits des Manuels scolaires condamnés par l'Episcopat. « On ne doit enseigner à l'école que des vérités démontrées par la raison », dit l'un de ces catéchismes de la barbarie. « La liberté de conscience est un droit absolu... Chacun de nous a le droit d'avoir une religion ou de ne pas en avoir », dit un autre. « Je ne me reconnais pas le droit d'imposer à mon enfant sans défense des hypothèses métaphysiques qui ne paraissent pas inoffensives pour sa liberté ultérieure... Être libre, c'est n'obéir qu'à la raison », dit un autre encore. Et ces pernicieuses niaiseries, on nous les présente pour de la « morale positive ». Laissez qu'un positiviste proteste. Auguste Comte eût été plus sévère que l'Episcopat. Dans ces formulaires d'anarchie, il n'eût pas dénoncé seulement les basses négations d'un « ordre surnaturel », mais un sourd travail de corruption et de subversion sociales.

Ces servants de l'exploitation politicienne, proprement, démoralisent. Ils désâment. Mais ils sont dupes eux-mêmes de leur sottise livresque. Pour eux, la raison est bien de divaguer sans retenue. Ils sont sincères.

Si les faits, l'expérience avaient prise sur eux, ils reconnaîtraient aux résultats combien est abominable la tâche qui leur est imposée. Les statistiques sont cléricales avec éclat. Elles ne cèlent point la conséquence du « droit de n'avoir aucune religion ». Elles marquent tous les symptômes de décomposition sociale et avec quelle rapidité ils se multiplient et s'aggravent : pornographie, alcoolisme, dépopulation, divorces, folie, suicides, prostitution, criminalité (et surtout la criminalité juvénile), etc., etc. Comme nous le bâille je ne sais quel Bayet, « quand les hommes n'écoutent pas la morale, le malheur vient les frapper ». Hélas ! ils ne l'écoutent plus quand cette morale est sabotée par toute une armée de fonctionnaires dûment diplômés pour cela.

On ne voit pas ce que des universitaires pourraient tenter pour organiser l'éducation. Ils sont mal préparés pour être des éducateurs, c'est-à-dire des formateurs de sensibilité. Les meilleurs ne sont que des spécialistes. Ils manquent de but comme de règle.

D'ailleurs, tout conspire contre l'éducation. Les familles elles-mêmes ne demandent, pour leurs enfants, que le *viaticum* des diplômes.

Respecte-t-on la neutralité ? Ce n'est qu'en s'interdisant l'essentiel : la culture des grands senti-

ments sociaux. Et si on ne la respecte pas, c'est pour enfanter le monstre de l'histoire blocarde et de la morale dite rationnelle ou laïque.

La difficulté est grande. Dans notre indescriptible anarchie intellectuelle et morale, sur quelles assises construire? Si les auteurs des Manuels condamnés s'en prennent à la religion, à nos traditions, et donc aux sources mêmes de la morale, c'est qu'il leur est commandé de détruire, et d'abord par le pouvoir temporel dont ils dépendent. Pédagogues saboteurs ou fonctionnaires rebelles et aussitôt révoqués, ils n'ont pas d'autre issue.

Et la solution? On le voit, c'est la liberté de l'enseignement. Mais ce ne sont pas les politiciens qui nous octroieront cette liberté fondamentale; leurs appétits ne sont pas de ceux qui s'assouvissent et ils ignorent le remords. C'est aux Français de la prendre, — avec quelques autres.

L'Épiscopat a sonné au ralliement des Français. Ces préfets violets, ces timides fonctionnaires sont maintenant les évêques de France, les hardis pasteurs de l'Eglise. Catholiques, positivistes, et tous ceux qui ont une religion, soyons avec eux, contre la barbarie matérialiste. Complétons la séparation de l'Eglise et de l'Etat par la séparation de l'Ecole et de l'Etat. Désormais, rien n'importe plus à la reconstitution de la société française que la liberté spirituelle.

Voltaire disait que, « si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer », car « la populace est une bête féroce qu'il faut enchaîner par la crainte de la potence et de l'enfer ». Tout de même, Bona-

parte voulait une religion pour le peuple. C'est de quoi la bourgeoisie jacobine est restée bassement obsédée : faire l'économie de gendarmes. Avec un concordat, les prêtres sont des fonctionnaires d'État, la religion devient un moyen de gouvernement. Elle s'absorbe dans le temporel au lieu de le dominer pour le guider et le limiter. « Le principe de la confusion des pouvoirs est le grand adversaire de l'Eglise », dit M. J. Coquille.

Et donc, pas de nouveau concordat ! Liberté spirituelle. Autre chose est contraindre ou gouverner, autre chose persuader ou enseigner. Rendons à César...

Au Brésil, grâce à l'influence des positivistes, la séparation des Eglises et de l'Etat — et aussi la liberté d'enseignement qui en est le corollaire — s'est faite sans hostilité pour aucune croyance, avec la sage préoccupation de ne rien détruire avant d'avoir rien remplacé.

C'est un grand exemple à suivre. Ne revenons sur la séparation que pour la compléter loyalement en supprimant tout budget théorique, d'enseignement ou autre, en séparant ainsi l'Ecole de l'Etat, et surtout en renversant l'odieux privilège de la franc-maçonnerie par la liberté complète d'association.

La liberté d'opinion comporte — avec une entière responsabilité pour ceux qui prétendent en bénéficier — ces conditions essentielles.

XIII

L'INDÉPENDANCE SPIRITUELLE

Tout doit être ramené à l'éducation sociale, à la formation des intelligences, des caractères et des sensibilités. Il faut apprendre à « penser pour agir et agir par affection ».

Pour former les intelligences, on évitera le pédantisme. Ce ne sont pas les diplômes, le dilettantisme, l'érudition, la poussière des faits et la nuée des mots qui vivifient les âmes; ce sont la synergie, la synthèse et la sympathie.

Les éducateurs ne s'absorberont pas stérilement dans la vaine recherche de la vérité absolue, ils se borneront à mettre en lumière les vérités réconfortantes et fécondes, celles qui conviennent, en un temps troublé, à un peuple désemparé, à une société en pleine décomposition. Ils viseront non au sublime quintessencié mais au bon sens, non à la parfaite justice mais à l'ordre possible, non à étonner mais à servir, non aux applaudissements provisoires que provoque l'éloquence

des phrases mais à la sympathie durable qu'éveille l'âme qui se donne. Le positivisme n'est que la philosophie du bon sens, la morale de la sociabilité active et la religion de la bonté.

Sans doute, la tâche qu'il propose étant sans profit et sans gloire, la plupart de nos trop nombreux « chers maîtres » ont mieux à faire; mais ceux-là seuls sont de l'élite qui en acceptent les lourds devoirs. Ce sera toujours la disposition à se dévouer qui mesurera la grandeur humaine.

« Une poésie vénale, dit Proudhon, une éloquence vénale, une littérature vénale, un art vénal : est-ce que cela ne dit pas tout, et qu'ai-je besoin d'insister davantage ? Si nous ne croyons plus à rien aujourd'hui, c'est que nous sommes tous à vendre, *urbem venolem*, et que nous faisons commerce de notre âme, de notre esprit, de notre liberté, de notre personne, comme des produits de nos champs et de nos manufactures. »

Les dignes écrivains ne feront point commerce de divertissements plus ou moins élégants. Ils ne tiendront pas boutique d'idées, d'émotions et de mots.

Ce désintéressement seul peut leur donner l'indépendance et le prestige indispensables aux éducateurs. On pourra moquer leur naïveté, on ne pourra plus les casser aux gages comme de la valetaille, ni les siffler comme des baladins de lettres. Et pour les vrais artistes et les vrais penseurs, cela vaudra mieux que tout l'or du monde. Je ne parle pas de la femme, puisqu'il est encore reconnu que c'est une vilenie de vendre l'amour. Les éducateurs négligeront donc ce qui appelle et retient le

succès pour se préoccuper simplement de ce qu'il importe d'enseigner. Ils ne serviront pas la foule qui acclame et exige qu'on la flatte ou l'amuse pour son argent, mais la société française menacée de périr.

« Le principal vice de la situation moderne, dit Comte, résulte de la trahison de l'intelligence qui, rêvant une vicieuse domination, se met au service de la force, concentrée ou dispersée, au lieu de se subordonner à l'influence morale. »

Si l'on pèse les conséquences, il n'y a pas de crimes pires que la concussion dans le temporel et la simonie dans le spirituel. Cette corruption pénètre jusqu'au cœur de la société, elle fait les peuples sans loi et sans foi en leur inspirant le mépris et la haine de toute supériorité d'état. Elle rend le gouvernement impossible.

« De toutes les propriétés, dit Proudhon, la plus détestable est celle qui a pour prétexte le talent. » L'esprit sensible à l'argent est toujours mû par l'argent. Et toutes les abdications, toutes les trahisons deviennent possibles. Rappelons-nous le rôle de la presse sous l'Empire. Stipendiée par la Prusse, elle prépara nos désastres. Quel est le grand État qui se ferait scrupule de s'en servir encore ? Or, la presse française n'a rien perdu de sa sensibilité à l'argent, et notre parlementarisme n'est pas fait pour résister à ses suggestions. Tout au plus peut-il exiger pour son personnel une part des trente deniers. Mais il n'en sera que plus docile. On n'ose conclure.

XIV

VERS L'ORDRE MORAL

Sociales dans leur source comme la propriété, l'autorité et la pensée doivent être sociales dans leur destination. Mais si l'appropriation individuelle paraît le meilleur mode de gestion de la richesse, si la direction unique, continue et responsable réalise le plus efficace commandement, la pensée ne saurait s'exprimer sincèrement et se faire bien entendre qu'étant indépendante et donc désintéressée. Toute vénalité la trouble, l'asservit et l'avilit. Comment pourrait-elle conseiller, consacrer et régler les puissances temporelles si elle y participe ou si elle en sollicite les bénéfices ?

Les mœurs de l'esprit manquent autant que celles du cœur : on reviendra au dogmatisme. Non moins que les sentiments et les institutions, et préalablement, il faut systématiser les idées.

C'est donc à rétablir l'ordre qu'on doit s'efforcer, ceux qui pensent, qui aiment, comme ceux qui agissent. Et ainsi ils seront les irréductibles

ennemis de ceux qui ont un intérêt quelconque à maintenir un désordre quelconque, même quand ils méconnaissent assez leur nature pour se réclamer de la tradition qui condamne leur parasitisme. Il faut être résolument et toujours avec le prolétariat, non pour le duper en l'endormant ou l'exploiter en le flattant, mais pour le servir en l'éduquant. Même quand ses instinctives aspirations vers l'ordre seront égarées par les pires utopies, on restera avec lui. Le prolétariat ne pèche que par ignorance. La lourde responsabilité de ses erreurs et de ses révoltes incombe aux intellectuels qui trafiquent de leur savoir et de leur intelligence au lieu d'être de sages éducateurs, aux mauvais riches et aux politiciens qui abusent d'une situation usurpée pour satisfaire leurs appétits au lieu d'être des administrateurs et des dirigeants probes et dévoués.

Malgré les funestes exemples d'en haut, la déchéance de toute autorité temporelle et l'absence prolongée d'une réelle direction spirituelle, malgré ses journalistes et ses démagogues, le prolétariat ne tardera pas à reconnaître que l'anarchie est contre lui qui ne vaut, qui ne peut que par la solidarité corporative, la puissance nationale et l'organisation sociale; il s'apercevra alors que les principales forces d'exploitation s'épanouissent dans la confusion économique et internationale et que les tyrannies politiques, les conflits sociaux et les sauvages répressions qui s'ensuivent surgissent toujours du gâchis parlementaire. Et ce sera reconnaître qu'il n'y a pas d'autre remède au paupérisme

que le travail, et le plus productif; pas d'autre moyen de mettre fin à la politiquerie parasitique et dissolvante que la restauration de l'autorité, et la plus ferme.

Si le désordre politique et économique est funeste au prolétariat, le désordre moral l'est bien plus encore à la femme. On sera donc avec la femme contre le prétendu féminisme de démoralisation, comme on sera avec le prolétariat contre la démagogie désorganisatrice.

Au prolétariat et à la femme qui sont les plus douloureuses victimes de notre anarchie, aux patriotes assez clairvoyants pour prévoir l'invasion d'un pays riche et envié qui semble n'avoir plus la volonté de vivre, aux esprits lucides que tant d'imbéciles, insanes et bruyantes divagations inquiètent, aux cœurs qu'angoisse la marche si rapide de notre décomposition morale, il appartient de former la grande coalition tacite du bon sens.

C'est dans l'application même des principes positifs, d'après les dures leçons de l'expérience qu'on reconnaîtra la nécessité, pour bien agir, bien penser et bien aimer, d'avoir une règle et une foi. On ne saurait contribuer efficacement à rétablir l'ordre dans la société qu'en le réalisant d'abord en soi-même. Pour bien s'accorder avec les autres, il faut s'accorder avec soi-même dans toutes les phases de sa vie. Pour former des volontés sociales, il faut donc reconstruire, avec les institutions, les opinions et les mœurs.

Dans toutes les graves conjonctures d'une existence privée et d'une existence publique de plus

en plus trépidantes et incertaines de leurs fins comme de leurs moyens, il faut projeter une lumière qui guide l'esprit et un foyer qui réchauffe l'âme. Faible lueur, pauvre chaleur dans la bourrasque, quand toutes les folies et les furies de l'individualisme exacerbé sont déchaînées !... Soit. Mais que ce ne soit pas un prétexte valable de s'abstenir, et d'autant plus que le positivisme ne permet plus aux incroyants, s'ils sont restés de bons citoyens, encore que dégoûtés des imbéciles luttes de partis et lassés d'un scepticisme dégradant, de justifier leur paresseuse et égoïste retraite par le funèbre « à quoi bon ? » — glas des civilisations mourantes...

XV

LA MISSION DE L'ART

Comme la pensée, l'art a une mission éducatrice.

« L'art consiste toujours, dit Comte, en une représentation idéale de ce qui est, destinée à cultiver notre instinct de la perfection. »

Il est essentiellement religieux.

Dans son beau livre, *Histoire artistique des Ordres mendiants*, M. Louis Gillet écrit :

« Nous ne nous faisons plus l'idée de l'émotivité des foules au moyen âge, de leur faculté d'exaltation, de leur état d'illuminisme, de leur promptitude à marcher, à se mobiliser à la suite d'une idée, d'un fantôme, d'un mirage... »

Ce sont les plus pauvres, volontairement, parce qu'ils sont en contact avec le peuple, qui vont faire surgir avec le plus de bonté le plus de beauté.

« On appelle Ordres mendiants, on le sait, dit M. Louis Gillet, des formations religieuses d'une nature très particulière, en ce que, comme leur nom l'indique, elles font profession de rejeter toute espèce de propriété individuelle ou collective, pour vivre au jour le jour, sans capital ni économies d'aucune sorte, du travail de leurs membres et des aumônes des fidèles. C'est, à l'égard de la pauvreté, la stricte application de la prière évangélique : *Panem quotidianum da nobis hodie...* Les Ordres mendiants du treizième siècle apparaissent ainsi comme une des formes les plus originales du monachisme, dont le caractère essentiel est l'action populaire. Aucun produit religieux n'exprime mieux certaines circonstances historiques et sociales, ni ne se présente dans le passé avec des traits mieux définis et plus nettement physionomiques. Ajoutez que les Ordres mendiants ont suscité pendant trois siècles, à travers toute l'Europe, un nombre incalculable d'œuvres d'art, qu'ils sont contemporains du mouvement de pensée d'où sort la Renaissance, qu'ils se trouvent ainsi associés, dans une mesure à préciser, à quelques-uns des plus graves événements de notre histoire morale, que deux de ces Ordres sur quatre, — les Mineurs ou Franciscains, les Dominicains ou Prêcheurs — (les deux autres sont les Carmes et les Ermites de Saint-Augustin), — ont produit une foule de légendes, d'héroïques ou poétiques figures, à commencer par celles de leurs fondateurs, saint Dominique et saint François, figures qui font partie des plus chers souvenirs, du trésor spirituel conservé par l'humanité...

« Pendant des siècles, à défaut d'unité politique, de nationalités centralisées et définies, nous les avons vu faire régner des sentiments communs. Ils forment alors la seule organisation générale, le seul pouvoir qui relie les foules dispersées. Les fonctions d'enseignement, de communication, les services d'information et de vulgarisation, dévolus de nos jours à la presse, ont été une part de l'office qu'ils remplissaient. Ils sont le système nerveux de l'Europe au moyen

âge. Ils assurent la cohésion de la famille humaine. La vie morale de l'Occident, jusqu'à la Renaissance, serait inexplicable sans l'action universelle des ordres religieux et en particulier des Ordres mendiants. »

Y eut-il une époque plus grande que celle où la foi élevait ainsi les hommes au-dessus d'eux mêmes ?

Un des maîtres de la littérature scandinave, récemment converti au catholicisme, M. J. Jœrgensen, a écrit dans son *Livre de la route* :

« Oui, le moyen âge a surtout travaillé « afin que le bon Dieu pût voir ce qu'il faisait ». Celui qui voit tout, c'était lui qui était le « public » de ces vénérables maîtres. Et par là s'explique cette richesse inépuisable qui jaillit de la moindre église gothique. C'est que tout était achevé avec le même soin et le même amour : aucune des parties n'était tenue pour moins importante que les autres, puisque toutes les parties se trouvaient également proches de l'œil de Dieu. Aujourd'hui, l'artiste moderne, dont le public est tout humain, s'appuie sur un autre principe. Le goût de ses clients est inconstant : et, donc, il s'agit pour lui de le retenir. Ce goût n'a point la perception fine ni aisée : et, donc, il s'agit de l'éblouir à force de gros effets. Et ainsi naît un art dont le principe essentiel est de « plaire au public », de « satisfaire le goût dominant ». Et les œuvres de cet art nous révèlent assez tristement en quoi consiste « le goût dominant » du public. Voilà à quoi l'on est forcé de songer tristement dans l'ancienne chapelle des Chartreux de Nuremberg, pendant qu'au dehors, dans le cloître, murmure la fontaine, et que brille le soleil à travers des vitraux qu'un artiste inconnu a peints autrefois « pour l'honneur de Dieu. »

Peut-être y aurait-il, ici, à reprendre sur quel-

ques points. C'est « pour l'honneur de Dieu » aussi que les curés de campagne et les vieilles dévotes achètent aux marchands de la rue Saint-Sulpice leurs affreuses images. La vérité, c'est qu'il faut à l'artiste une foi, et qu'il travaille avec amour, c'est-à-dire avec désintéressement. Et pour cela, il faut qu'il y ait de l'ordre dans la société, c'est-à-dire que l'argent, à sa place subordonnée, ne représente pas toute la force sociale. Ces conditions réalisées, il pourra surgir, « pour l'amour de l'Humanité », d'aussi magnifiques artistes qu'il y en eut et qu'il y en aura encore, quand nous aurons rétabli l'ordre, « pour l'amour de Dieu ».

Il suffit, d'ailleurs, d'être un véritable artiste pour l'entendre. Rodin est loin d'être un mystique, et il a pu dire pourtant :

« Il est à remarquer que les bustes exécutés gratuitement pour des amis ou des parents sont les meilleurs. Ce n'est pas seulement parce que l'artiste connaît mieux les modèles qu'il voit continuellement et qu'il chérit, c'est surtout parce que la gratuité de son travail lui confère la liberté de le mener entièrement à sa guise. »

L'argent étant partout, on peut dire que l'art n'est nulle part. Nos prétendus artistes ne travaillent que pour qui paye, et l'on ne paye bien que ce qui s'avilit : le larbin stylé, la fille sans dégoût ou l'histrion désarticulé. L'art prostitué n'est plus l'art, et on ne le voit que trop par ses produits marchands.

« Est-il vrai, oui ou non, demande Proudhon, que

pour la grande majorité des lettrés, la littérature est un métier, un moyen de fortune, pour ne pas dire un gagne-pain ? Or il n'y a pas ici de distinction à établir : dès que l'écrivain, quittant le marteau pour la plume, entre dans la voie du mercantilisme, il la parcourra tout entière. Il se dira que servir la vérité pour elle-même et la publier quand même, c'est se rendre tout le monde hostile, que son intérêt lui commande de se rattacher à l'une ou à l'autre des puissances du jour, coterie, parti, gouvernement; qu'avant tout il lui importe de ménager les préjugés, les intérêts, les amours-propres. Il suivra le va-et-vient de l'opinion, les variations de la mode, il sacrifiera au goût du moment, encensera les idoles en crédit, demandant son salaire à toutes les usurpations, à toutes les hontes. C'est ainsi que notre littérature s'est engagée dans une dégradation sans fin. Parce qu'elle a méconnu la première loi de l'homme de lettres, qui est le sacrifice, et qu'elle poursuit le profit, elle est devenue, en moins d'un demi-siècle, d'abord une littérature factice, puis une littérature de scandale, enfin une littérature de servilité. Combien sont-ils ceux qui croient que les lettres, en quelque genre que ce soit, ont surtout pour mission de défendre le droit, les mœurs, la liberté, que le génie même n'existe qu'à la condition de les défendre ? Jamais, en présence d'événements aussi pleins de leçons, la poésie et la prose, d'ailleurs parfaitement travaillées, parurent-elles plus vides ? Quand la littérature devrait s'élever, suivre la marche ascensionnelle des choses, elle dégringole. A genoux devant le veau d'or ou courbé sous l'intimidation du pouvoir, l'homme de lettres n'a qu'un souci, c'est de faire valoir au mieux de ses intérêts son capital littéraire, soit en composant avec les puissances de qui il croit dépendre, soit en se mutilant volontairement. Il oublie que de tels expédients faussent la conscience et tuent le génie, que l'homme de lettres se ravale ainsi à la condition du mercenaire, et que peu importe alors si celui qui le paye est un éditeur ou la police. »

Étant religieux, l'art est populaire. C'est dire qu'il est gratuit. Ce n'est pas pour de l'argent qu'un artiste travaille, ce n'est même pas pour des satisfactions de vanité[1], c'est pour la joie de magnifier Dieu ou l'Humanité et d'exprimer ainsi l'enthousiasme d'un peuple et d'un siècle.

« L'art, dit Comte, ramène doucement à la réalité les contemplations trop abstraites du théoricien, tandis qu'il pousse, noblement, le praticien aux spéculations désintéressées... Il est également propre à cultiver le sentiment chez ceux qui exercent trop l'intelligence, et à développer le goût de la contemplation dans les âmes les plus affectueuses. »

1. La grotesque infatuation de nos soi-disant artistes, comme leur sordide cupidité, est en raison de leur incapacité de comprendre, d'admirer et de créer de la beauté. C'est de notre temps qu'un médiocre écrivain, Edmond de Goncourt, a pu dire : « L'idée que la planète la Terre peut mourir, peut ne pas durer toujours, est une idée qui me met parfois du noir dans la cervelle. Je serais volé, moi qui n'ai fait de la littérature que dans l'espérance d'une gloire à perpétuité. Une gloire de dix mille, de vingt mille, de cent mille années seulement, ça vaut-il le mal que je me suis donné, les privations que je me suis imposées ? »

XVI

LES TROIS ÉLÉMENTS DU POUVOIR MORAL POSITIF

D'après Comte, les trois éléments naturels du pouvoir modérateur sont la femme, le penseur et le prolétaire.

« Sans le premier, dit-il, il manquerait de pureté et de spontanéité; sans le second, de constance et de sagesse; sans le dernier, d'énergie et d'activité. Les femmes constituent donc, dans le régime positif, la source domestique du pouvoir modérateur, dont les philosophes deviennent l'organe systématique, et les prolétaires la garantie politique. »

Au philosophe, il convient d'adjoindre l'artiste, car l'idée n'agit profondément qu'à l'état de sentiment comme le sentiment ne se discipline que par le concours; et à la femme, le vieillard, qui maintient plus fermement la tradition et fortifie ainsi l'heureuse tendance conservatrice de la femme.

La maladie occidentale exigeant, comme dit Comte, un « traitement plus affectif qu'intellec-

tuel », c'est surtout la partie morale du pouvoir spirituel qu'il importe de ranimer d'abord. D'autant plus qu'en dehors du catholicisme, aucun sacerdoce ne se pourra constituer avant longtemps.

C'est en ce sens que l'on peut reconnaître que la régénération sociale dépend d'abord, essentiellement, de la femme.

Le nombre, d'instinct, cherche toujours une direction spirituelle. Voilà pourquoi le journal, la basse littérature et les tréteaux (de réunions publiques ou de théâtres) ont pris une telle importance, si funeste à tous égards.

Comme on ne lui parlait plus de devoirs et de sacrifices qu'au nom de principes théologiques auxquels il croyait de moins en moins, parce qu'on l'en avait détourné, à tout le moins prématurément, le peuple alla naïvement vers ceux qui, pour le mieux asservir, lui parlaient de droits et de jouissances, au nom de vains principes révolutionnaires. La douce influence morale de la femme ne le retint que jusqu'au jour où celle-ci, son foyer détruit par la barbarie économique et par une législation insensée, se laissa prendre à son tour par les détestables sophismes.

Dès lors, il n'y eut plus que la force la plus brute.

« Tous voulant aujourd'hui commander, dit A. Comte, et pouvant souvent espérer d'y parvenir, chacun n'obéit ordinairement qu'à la force, sans céder presque jamais par raison ou par amour De là résulte habituellement une affligeante dégradation, chez ceux-là mêmes qui déplorent amèrement la prétendue servilité de leurs prédécesseurs. »

Mais chacun tient au désordre pour la possibilité qui lui est offerte de l'exploiter.

Il n'est donc pas inutile de montrer à qui il profite surtout. Et, on ne le criera jamais assez fort, ce n'est pas au pauvre, au producteur, au citoyen, ce n'est pas à la femme.

La femme surtout ne peut que perdre immensément, et sans aucune compensation, pas même les satisfactions d'un sot orgueil, à ce que, dans les rapports sociaux, la contrainte brutale, la force matérielle, se substituent partout à la persuasion de la raison ou du sentiment, à l'intelligence et à l'amour.

Les parcelles de puissance matérielle qu'elle peut acquérir péniblement en sacrifiant sa santé, sa pudeur, sa maternité et son bonheur ne sauraient être de suffisantes compensations. Aussi n'attendant plus rien de l'amour, la femme cherchera-t-elle de plus en plus à provoquer le désir. Elle est déjà l'esclave de la mode, comme l'homme de ses lubricités. Et c'est ainsi qu'ils s'avilissent mutuellement. Et ce sera bientôt tout ce qu'il restera à la femme de son ancienne puissance morale, qui avait donné tant de charme à la civilisation occidentale.

DEUXIÈME PARTIE

ESCLAVES PAR L'ORGUEIL, REINES PAR L'AMOUR

CHAPITRE PREMIER

LA FEMME DÉVOYÉE

I

LA MODE

Qualité ou défaut, certes, la mode est essentiellement française[1]. Elle est née de la sympa-

(1) Ici, il faudrait dire : « les modes », puisqu'il s'agit seulement de la toilette féminine. Mais, au pluriel, le sens du mot s'est encore restreint. Littré note : « Aujourd'hui, modes ne se dit plus guère que des chapeaux et des coiffures. Une marchande de modes est une faiseuse de chapeaux. »

thie, et elle est entretenue, développée, voire même exagérée, par la sociabilité la plus raffinée. Non seulement elle établit le canon de l'élégance pour un temps, mais elle forme le goût. « La mode même et les pays règlent souvent ce qu'on appelle beauté, dit Pascal. C'est une chose étrange que la coutume se mêle si fort de nos passions. » Toute fonction sociale est éducatrice.

La mode n'est frivole que pour les esprits superficiels, en apparence. Au fond, elle est un exercice agréable de discipline et de respect de l'opinion publique. Elle oblige à s'occuper d'autrui. Et pour beaucoup d'âmes minimes, c'est le seul altruisme dont elles sont capables. Ce serait les dégrader, les réduire à rien que de les en détourner. Qu'un monsieur se congestionne dans le carcan d'un faux-col qui le décapite pour qu'on ne le mésestime point et qu'une madame se meurtrisse les côtes et s'aplatisse le ventre par une armature d'acier pour ne pas déplaire, vraiment cela est touchant. Encore que le moyen soit stupide, l'intention est louable. Animons ces êtres capables de tels sacrifices, et ils appliqueront leur vertu sociale, ramenée au bon sens, à de plus grandes choses. Ainsi s'élève l'Humanité.

Il en est de même des convenances. Leur niaiserie n'est qu'en surface. Je ne m'en suis jamais si bien aperçu qu'en un voyage où le hasard m'avait octroyé pour compagnon un jeune richard fort correct. Dans un salon, à table, ou dans les autres circonstances ordinaires de l'existence, c'était un aimable garçon. Mais le protocole mon-

dain qui le guidait ainsi n'a pas prévu un contact de trois semaines dans la cohabitation d'une cabine de paquebot, et là ce jeune homme décelait qu'il n'était qu'un barbare mal dégrossi. Pour puérils qu'ils fussent, ses rites de mondain seuls le maintenaient au niveau de la civilisation. C'est un résultat.

En ces temps de crises de toutes sortes, on vient de dénoncer la crise de la politesse française. On a raison de s'en inquiéter. Si nous prenons la muflerie prussienne ou anglo-saxonne, ce sera encore nous désarmer et nous désâmer. Car si nous perdons notre urbanité, notre tact, nous ne gagnerons pas en échange leurs qualités, fortes sans doute, mais trop grossières pour nous. Notre civilisation a un trop long passé pour rétrograder, elle ne peut qu'avancer, — ou périr.

La femme s'assujettit aux moindres décrets de la mode avec une docilité inlassable. Ne l'en blâmons pas. Elle y apprend à surmonter sa plus grande difficulté de nature: l'obéissance. Eve n'eût pas péché contre la mode. Obéir à son couturier, c'est déjà quelque chose.

En se voulant agréable, charmante ou charmeuse, la femme la plus écervelée participe à la sociabilité ; elle ne s'intéresse pas qu'à soi, elle se subordonne à un sentiment collectif, à une règle commune. En suivant étourdiment un courant d'imitations, elle aime ce qu'elle copie ou ce qu'elle envie, elle s'évade de soi-même.

Qu'elle s'affranchisse de la tyrannie de la mode maintenant, et, virago, elle ira vers l'affreux fémi-

nisme. Je veux dire l'extrême individualisme, celui de la femme, après lequel il n'y a plus que la folie des jouissances abrutissantes, le débridement des pires instincts de la bête. La dépravation ne sera pas moindre d'être vilaine et bestiale, et elle sera irrémédiable.

Pour les femmes, hors le foyer, stériles, détachées de toute croyance, sans idéal humain, la mode est la dernière barrière de la civilisation. Peut-être même de la pudeur. Tant que les femmes dissociées se flanqueront des chapeaux de deux kilos et de deux mètres de circonférence, tant qu'elles accepteront héroïquement toutes les gênes, les dangers et les tortures de la mode, rien ne sera perdu. Même insensée, inepte, cette soumission est base de perfectionnement. Nous devons nous contenter de peu.

Certes, l'indécence, le grotesque et la laideur hystériques des modes actuelles irritent ou donnent à rire, — suivant l'humeur. A tout le moins, ce n'est pas ennuyeux, Il faut savoir gré aux belles madames de tant s'ingénier pour notre divertissement. Et puis, si elles ne cherchent qu'à nous étonner ou à nous séduire par tant d'ajustements cocasses, de contorsions inattendues ou par des moulages indiscrets et affriolants, c'est peut-être aussi, convenons-en, que les hommes ne savent plus apprécier la mesure, l'harmonie, la beauté saine, la chasteté, ni admirer simplement ce qui est admirable. Aussi n'est-ce plus la beauté qui est une promesse de bonheur, comme disait Stendhal, c'est le dévergondage, la perversité

affectée. Nous n'avons plus la virile volonté du bonheur qu'on se conquiert, mais la soif insatiable des plaisirs faciles. La femme ne fait que s'y prêter, et dans la mesure où elle s'avilit. De là ces décolletages, ces gazes obscènes, ces robes fourreaux, ces jupes fendues, ces allures équivoques, qui ne semblent viser qu'à provoquer les désirs mâles, et même femelles, en offrant à tous, en faisant ressortir les parties les plus basses de la sexualité. Quant au visage, il est devenu un mince atout. Aussi le tient-on caché sous une épaisse voilette ou sous un immense chapeau.

II

LA TYRANNIE DU COUTURIER

Les excentricités de la mode sont bien aussi une conséquence de notre anarchie. Morale d'abord, mais politique et économique aussi.

Dans la société française ordonnée, la mode était dictée par une sorte de gouvernement, tout spirituel, des manières affables, des attitudes ennoblissantes et de l'élégance. C'était l'un des pouvoirs, non le moindre, d'une classe vraiment dirigeante. On ne modifiait lentement que pour enjoliver, perfectionner. La tradition ne s'oubliait pas. Chaque province avait la sienne. Le même costume d'apparat, pour les grandes solennités, s'y transmettait de mère en fille pendant plusieurs générations. Chaque broderie, chaque fil rappelait le passé, et ce qu'il fallait faire pour ne pas déchoir. Tout était mesure et goût, délicatesse et intelligence.

Mais avec la subversion des hiérarchies nécessaires, la confusion des pouvoirs, dans le désordre

généralisé, l'argent usurpa la place des autorités naturelles. Ne pouvant avoir ni continuité, ni prestige, ni compétence, il mène tout, — et par la corruption ou la violence brutale, et pour sa seule fin, qui est l'argent lui-même.

Il est partout, et donc dans la mode.

Les maisons de couture, par exemple, sont de grandes entreprises capitalistes pour exploiter intensivement la frivolité, la coquetterie des jolies désœuvrées. Elles lancent une mode comme on lance une mine d'or, un sauveur de la société, un roman, un athlète plus ou moins incomplet, un cabotin, un philosophe, une fille de plaisir, un ministère radical-socialiste. Affaire de publicité et de capitaux.

Dès lors, on l'entend bien, il ne s'agit plus d'esthétique, mais de dépasser les concurrents en extravagances et d'inciter une clientèle, affolée par le luxe, abêtie par l'or, à de plus grosses, à de plus fréquentes dépenses. Et ces Parisiennes dégénérées en viennent à tout estimer au prix payé. Cela dispense d'avoir du goût, — et de la grâce.

Pour le repos de consciences qui ne s'agitent pas outre mesure, quelques moralistes de boudoirs ont cru devoir justifier le faste, en le présentant presque comme une œuvre de charité. Dénonçons cette hypocrisie. Ce luxe est criminel. Même là. Il désorganise la production. Les surprises de la mode sont trop souvent des coups de Bourse qui ruinent l'ouvrier à façon et le petit patron. Et puis, l'habileté merveilleuse, l'art, l'esprit d'invention de ces producteurs sont à trop bon compte.

Les bénéfices qu'on peut réaliser là-dessus ne sont pas assez grands pour les commanditaires des maisons de modes. L'agiotage sur les plumes et les fourrures rares peut seul fournir des dividendes suffisants. Et c'est pourquoi l'on décime les plus gracieuses espèces animales, pourquoi l'on chôme dans les faubourgs. Il y a des larmes et du sang sur les somptueux manteaux d'hermine.

L'ostentation de richesse remplace tout. Ne se pouvant distinguer par le goût qu'elles n'ont plus ou qu'elles n'osent plus avoir, les mondaines subissent toutes les suggestions baroques des mercantis qui les grugent. Et le pire, c'est que, jusqu'au plus pauvre, on suit le mouvement. L'universelle libération des pensées, des actes et des sentiments aboutit à cette démence générale, à cette bouffonne tyrannie. Il y a aussi qu'à ne s'occuper que de soi-même le cœur se dessèche. Pour la coquette, rien n'existe que le chiffon et ce qu'elle croit sa beauté. Son temps se passe à se parer, — et si elle a quelques loisirs, c'est encore pour les thés entre « chéries », où l'on se compare, où l'on jabote oiseusement, interminablement sur les mérites respectifs de telles couturières, modistes, expositions de grands magasins...

Les trottins s'entravent et s'écrasent sous un dôme surchargé de fanfreluches. La paysanne dédaigne son gracieux bonnet et son seyant tablier brodé pour s'affubler, afin de faire la dame, d'une confection de camelote et d'un hideux chapeau à 4 fr. 80, — achetés à crédit. Dufayel, on ne le dira jamais assez, est une calamité nationale. Il n'est

pas le seul, malheureusement. Voici les journaux populaires qui annoncent des ventes de fourrures à crédit. C'est à qui contribuera le mieux à abêtir les Français. Rien de plus lucratif, d'ailleurs.

Dans une petite ville du Midi que je connais bien, où la population, peu active en dehors des périodes électorales, est misérable, le chic chez les jeunes filles est de défiler le dimanche, durant des heures, sur le quai du port, pour exhiber leurs beaux atours. Ce quai a cent mètres de long environ, il est sale, fétide, sans horizon, et les environs sont magnifiques. Ce n'est pas tout. L'ultra-chic est de ne pas paraître plus de trois ou quatre fois avec le même costume. L'extrême honte, qui ne permet pas à la jeune fille de sortir ce jour-là, est d'avoir la même robe ou le même chapeau depuis quelques mois. Au reste, on est libre penseur et socialiste, et l'on considère comme un grand progrès que les femmes n'aillent plus à l'église !...

III

AVANTAGES DE LA MODE

Toute règle, néanmoins, vaut par quelque côté. Même celle du chiffon futile.

Si les décrets de la mode sont absurdes et immoraux, soyons persuadés que là-dessus l'imagination des coquettes, livrée à ses seuls caprices, les dépasserait bien vite.

L'argent est pourtant un frein pour ce qui n'est pas l'argent. Actuellement, pour la convenance des financiers qui l'exploitent, la mode se prononce pour une saison au moins. On a encore quelque temps pour se reprendre, s'accoutumer, et l'on ne supporte pas sans sourciller ce qui s'écarte trop de ce conformisme provisoire. Si donc nos évaporées n'avaient plus à craindre les huées de la foule, si elles s'abandonnaient à leur obsédante préoccupation de s'originaliser, de marquer leur passage, de se faire désirer, — ni le ridicule, ni la pudeur, ni même les rigueurs de la température ne les retiendraient plus de se déshabiller tout à fait,

en pleine rue. Les joyaux suffiraient pour manifester la capacité de dépenses.

Ne l'oublions pas, l'utilité immédiate a eu peu de part dans l'évolution de l'Humanité. Ce n'est pas la nécessité de se protéger contre les intempéries qui a donné l'idée de se vêtir. Le jeu a précédé le travail; avant de se couvrir, l'homme s'est tatoué, bijouté, emplumé, paré. Et Auguste Comte fait pertinemment remarquer que « le vêtement est la première garantie de la pureté sexuelle ».

Avec la décomposition des mœurs, la rapide régression à laquelle nous assistons, il est aisé de prévoir que le succès recherché par des femelles décérébrées, qui n'acceptent plus d'être épouses ni mères, serait obtenu surtout par la plus cynique impudeur. Nous en avons eu un avant-goût avec les robes fendues du Directoire. Les Goncourt rapportent qu'on vit un soir deux femmes se promener aux Champs-Elysées, simplement enveloppées d'un voile de gaze qui ne pouvait rien cacher. Elles furent huées par la foule, et cette audacieuse tentative ne se renouvela pas. La mode n'avait pas pris. Naguère, dans certains théâtres qu'on peut qualifier de précurseurs, on nous montra, sous prétexte d'art, beaucoup mieux. C'est-à-dire tout, — et le reste. La police dut intervenir. Et ainsi, une fois de plus, s'est vérifié que le temporel se substitue nécessairement au spirituel quand celui-ci s'atteste insuffisant. En l'occurrence, c'était la mode.

Quand la mode ne réglera plus la toilette des femmes, quand l'opinion publique n'aura plus assez

de force pour réagir contre les insanités, il faudra bien que les sergents de ville y suppléent à leur manière. Elle est sans douceur, on le sait. Mais cela n'empêchera rien. Les femmes qui l'éprouveront supportent habituellement beaucoup plus que le passage à tabac et la prison pour attirer l'attention et être enviées par leurs chères amies. Et vraiment, alors que les assassins sont traités avec une indulgence excessive, on ne pourrait pas les guillotiner, — comme aux premières années de la « Liberté-Égalité-Fraternité », sous le règne des philosophes sensibles.

IV

LE SEUL DROIT POSITIF

Si l'individualisme est une maladie morale qui atteint surtout les débiles, les tarés et les prédisposés, les plus robustes n'échappent pas toujours à la contagion.

Si chez les uns l'intelligence n'a été affectée que par l'altération des sentiments, si chez d'autres le cœur a été desséché par le désemparement de l'esprit, chez beaucoup l'imitation, l'ambiance anarchique, le déséquilibre économique, l'absence de doctrine, le manque d'autorité spirituelle ont facilité la contamination en paralysant la défense et en répandant tous les sophismes dissolvants. Ces individualistes sont donc parfois capables des raisonnements les plus étendus, — comme certains aliénés, — et même de dévouement et d'héroïsme, — comme certains criminels.

Or le féminisme n'est qu'une forme d'individualisme. Non la moins pernicieuse. C'est une maladie sociale. Et donc il est vain de lui opposer des

raisons ou des sermons. Nos émancipées sont souvent des logiciennes remarquables ou des moralistes fort respectables, — encore qu'elles ne peuvent être les deux à la fois. D'ailleurs, le sens social ne saurait être aboli d'un coup et pour tout. On en retrouve des vestiges même chez un Bonnot, même chez le plus radical de nos politiciens.

Certes, l'erreur intellectuelle et morale que la théorie révolutionnaire a élaborée est le bacille qui nous ronge et nous intoxique; mais la société décérébrée, désagrégée par la pratique révolutionnaire, est le meilleur bouillon de culture de ce bacille, le terrain le plus propice à son développement et à sa pullulation.

L'erreur est de l'homme. On ne la réduira jamais complètement. De même, l'hygiène la plus rigoureusement scientifique ne supprimera jamais tous les microbes nocifs.

Comme le conseille le professeur Albert Robin aux praticiens qui ont à soigner des tuberculeux, c'est donc surtout le terrain qu'il s'agit d'améliorer afin de le rendre plus réfractaire à l'action délétère du bacille et à sa diffusion.

Il faut augmenter le dynamisme social, il faut rétablir l'ordre dans les esprits et dans les cœurs, dans la famille, dans le travail et dans la société. Les erreurs peuvent n'être que des vérités qui ne conviennent pas à cet ordre.

Victor Hugo a dit : « Le dix-huitième siècle a proclamé le droit de l'homme, le dix-neuvième siècle proclamera le droit de la femme. » Si l'on n'avait la certitude que ce grand manieur de mots

ne pouvait énoncer, là-dessus, qu'une énorme sottise, on voudrait l'entendre ainsi : le dix-huitième siècle métaphysique déchaîna l'anarchie, le dix-neuvième siècle révolutionnaire la généralisa, il reste au vingtième siècle à rétablir l'ordre en proclamant que l'homme comme la femme n'ont qu'un droit, celui de faire tout leur devoir.

V

D'UNE VÉSANIE SOCIALE

Il n'y a pas de folie raisonnable, si raisonnante soit-elle; il n'y a pas de peste saine, si atténuée soit-elle. Une aggravation et une épidémie, dès lors, sont toujours à redouter.

Voici un littérateur de talent, M. Jules Bois. Il a été un féministe « avancé ». Après une de ses conférences, une Anglaise lui dit : « Oui, monsieur, vous avez raison, guerre à l'homme ! Nous résisterons à l'homme. C'est tout notre programme. » Cette véhémence l'inquiéta. Il n'en prêcha pas moins « la révolte des femmes » jusqu'à Constantinople. « Sans nous en douter, dit-il dans *le Couple futur*, nous préparions le destin des « désenchantées ». Qu'il s'interroge : sait-il mieux, aujourd'hui, ce qu'il prépare?

Sans méthode et sans doctrine, l'expérience ne mène qu'à se contredire. On conserve les faux principes pour s'évertuer à éviter leurs fâcheuses conséquences. Il n'est pas de position moins sûre.

M. Jules Bois évangélise donc ses élégantes « cousines » des *Annales* au nom du « vrai féminisme ». Entendons-le : c'est ainsi que M. Aristide Briand se recommande, dans ses discours ministériels, pré et post-ministériels du « vrai socialisme ». Quand il faisait l'apologie de la grève générale, il ne disait pas que son socialisme était le vrai. Mais il est exact que, sous toutes ses formes, l'individualisme est un virus mortel pour une société civilisée.

A propos de *la Démocratie vivante*, on m'a reproché — notamment M. Émile Faguet — d'avoir relevé seulement, avec les divagations de Mme Céline Renooz, les exagérations du féminisme, et pour avoir un facile prétexte de le combattre. Je ne me proposais pas alors — non plus qu'aujourd'hui — de discuter le féminisme. On ne discute pas une maladie : on en établit le diagnostic, on en prévoit l'évolution, on montre où elle aboutit, on la soigne. Pour le clinicien, il n'est pas de « sage » syphilis ou de phtisie « modérée ». Les plus bénignes d'apparence, au début, sont parfois les plus dangereuses.

La plupart de nos contemporains peuvent encore reconnaître les insanités de la « néosophie » de Mme Renooz ; mais ils sont assez disposés à l'indulgence, voire même à la sympathie pour le féminisme « sage » et « modéré ». Ainsi se prépare le terrain propice à l'ensemencement et à la diffusion du germe morbide.

On peut dire des féministes ce que Mme de Motteville disait du peuple : « Quand les sujets se

révoltent, il y sont poussés par des causes qu'ils ignorent, et, pour l'ordinaire, ce qu'ils demandent n'est pas ce qu'il faut pour les apaiser. » La femme est certainement la plus pitoyable victime de notre anarchie. Mais ce n'est pas en aggravant l'anarchie, — même modérément, comme le souhaitent les féministes modérées, — qu'elle reprendra sa place au foyer. C'est en reconstituant ce foyer, en rétablissant l'ordre.

Il ne faut pas donner le bulletin de vote à la femme, il faut le retirer à l'homme. Une féministe modérée, Mme M. Martin, nous dit que « cela ne prend pas plus de temps d'aller voter que de courir les magasins ». Sans doute; mais c'est tout aussi frivole, et les conséquences sociales sont peut-être plus désastreuses encore.

Il n'y a donc pas à juger plus sévèrement les extravagances des suffragettes les plus exaltées — surtout avec notre absurde système électif — que la froide déraison des légistes féminins qui réclament que la loi détermine les droits de la femme dans le ménage et fixe les mœurs.

VI

LA CONQUÉRANTE

Le progrès est le changement, et tout changement est progrès : voilà la conception fondamentale de M. Jules Bois. Elle est puérile ; mais elle permet de suivre tous les rêves.

Ainsi, les conditions de l'ordre social, la psychologie et la physiologie de la femme et de l'homme se transforment. « L'homme et la femme, nous dit-il, ne sont pas des entités immuables ; et, d'ailleurs, qu'est-ce qui ne change pas dans l'Univers ? » Dès lors, l'imagination n'a plus d'entrave.

Mais, au contraire, le progrès est le développement de l'ordre. Ce qui est essentiel est constant. Les lois sociales jouaient il y a cinquante siècles comme aujourd'hui. Elles jouent au Darfour, au Laos, en Patagonie comme en France, dans les bandes d'apaches comme dans une académie,

dans la famille comme dans l'État, à l'école primaire comme à l'asile de vieillards. Ce n'est pas à changer les conditions de l'union familiale qu'il faut viser, mais à s'y mieux adapter ; ce n'est pas à transformer la femme et l'homme qu'il faut tendre, mais à les fortifier chacun dans son sens. En voulant modifier les rapports éternels des sociétés, on n'améliore pas celles-ci, on les détruit.

Le mariage, précisément, est une coopération morale pour l'amélioration réciproque des époux. Et il n'y a pas coopération sans spécialisation de fonctions et sans hiérarchie.

Les tragiques aventures d'une « femme monstre » que conte M. Jules Bois nous rappellent qu'il est un habile romancier. Mais, sur une telle question, des statistiques, des observations vérifiables sur le travail féminin, la prostitution, le divorce et la natalité conviendraient mieux. Aussi quelques principes de sociologie. Il l'admet pourtant : « La propagande dite « féministe », en excitant, en accroissant l'individualité et l'individualisme d'un grand nombre de détraquées, déjà inclinées à la rébellion, menacerait de donner aux vrais monstres une sorte de réhabilitation. On leur fera croire que ce sont des surfemmes... » Mais c'est l'homme le vrai coupable. Et voici comment : « Les passions des femmes ne sont souvent si effrénées, si dangereuses, qu'à cause de leur inaptitude à tout travail sérieux et suivi, conséquence d'une éducation étroite et incomplète. La médiocrité de leurs distractions et l'affaiblissement fatal des liens antiques, religieux et moraux,

achèvent de les pousser au désordre et au malheur. »

D'abord, s'il est « fatal » que s'affaiblissent « les liens antiques, religieux et moraux », il est aussi fatal que les femmes seront de plus en plus poussées « au désordre et au malheur », — et non moins que la civilisation s'écroulera.

Ce n'est pas de ne rien faire que la femme se détraque. Comme beaucoup d'hommes, c'est de ne pas se tenir à ce qui est à faire, de ne pas le faire quand et comme il faut, pour s'agiter à tout propos, se dépenser dans de multiples occupations aussi épuisantes que vaines, — depuis les onéreuses minuties de la toilette, les grotesques rites mondains, jusqu'aux entreprises philanthropiques ou prétendues sociales. Au reste, dans des romans qui sont de fortes études, Mme Colette Yver nous a montré que la femme de professions libérales, surmenée, n'avait pas réalisé le miracle de nourrir l'amour avec des rivalités d'orgueil et de faire du bonheur avec de la fièvre.

M. Jules Bois les appelle de « grandes vaillantes, celles qui, risquant santé, bonheur, préfèrent la vie sérieuse et se jettent dans la terrible mêlée ». Courir un tel risque est une folie qui n'a de sérieux que ses tristes conséquences. Ces « grandes vaillantes » seraient plutôt des jobardes dont on rirait bien si elles n'étaient les pitoyables victimes de notre anarchie.

« L'oisiveté et l'ignorance adulées ? » Il y a d'autre savoir, j'imagine, — et plus réel et plus profond, — que celui qui s'acquiert hâtivement

pour les examens, Il y a d'autres activités que celles de l'atelier ou du bureau.

La femme qui ressent le besoin de se « distraire » du foyer, d'avoir « son intérêt » ailleurs que dans ceux qu'elle chérit naturellement, de « vivre sa vie » pour elle et non pour les siens est déjà dissociée. Épouse incomplète, elle ne pourra être qu'une mère insuffisante. Ce sera diminuer son rôle et donc sa grandeur.

Comme tous les féministes, M. Jules Bois nous parle beaucoup de la dignité et de la grandeur de la femme. Mais comme il l'entend mal!

C'est toujours la même confusion jacobine et socialiste du spirituel et du temporel, qui aboutit à la rétrograde négation du spirituel et qui est, au demeurant, toute l'anarchie.

La richesse et le commandement, dans une société fonctionnant normalement, comportent de lourds devoirs qui ne peuvent être bien accomplis que par un patriciat restreint. Mais c'est d'un esprit superficiel et grossier de croire que de tels offices dispensent pour ceux qui les assument toute la puissance sociale et la vraie puissance, toutes les joies individuelles et les vraies joies. Le prolétariat producteur est le nombre, la femme génitrice est l'amour, — et avec les philosophes pour guides intellectuels, ils ont à contrôler, à contenir, à sanctionner, à améliorer ceux qui administrent et qui commandent. Le vrai pouvoir moral qu'ils exerceront ainsi, plus conforme à leur nature et plus compatible avec le bonheur profond, sera autrement efficace qu'une fictive participation au

pouvoir matériel par le bulletin de vote ou la concurrence économique. Quand on dit que « la prisonnière du foyer » doit devenir « la conquérante de la Cité », cela fait songer à des chrétiens démocrates qui, pour le grandir, proposeraient au « prisonnier du Vatican » d'en faire un député.

VII

LA DÉRISOIRE CONQUÊTE

De même que le suffrage universel est une co ossale mystification pour le prolétariat, il faut considérer « la cure par le travail » que prescrit M. Jules Bois comme une duperie pour la femme. Le suffrage universel a détourné le prolétariat de sa voie, il lui a fait méconnaître ses vrais conseillers, il l'a divisé, il l'a livré aux démagogues exploiteurs et il l'a abruti dans l'ivrognerie ou la révolte. La concurrence économique, la confusion des fonctions ne vaudront pas mieux pour la femme.

C'est ne voir que le papier à noircir que d'écrire : « Un seul moyen pour pacifier et unifier : — le travail. Le travail orienté vers un but utile et, s'il se peut, grand. » En réalité, on n'a jamais tant travaillé, même les esclaves, et l'on n'a jamais été moins pacifié avec soi-même et avec les autres et plus dispersé.

Le travail intellectuel enorgueillit, le travail

manuel endurcit. Tout effort matériel émousse la sensibilité. Et puisqu'il faut considérer pourtant qu'il y a d'autres femmes que les snobinettes, désœuvrées d'esprit et de cœur, voyez donc ce que deviennent les demoiselles de magasin et les ouvrières d'atelier ou d'usine. Sont-elles pacifiées et unifiées, celles dont le pain dépend des hommes qui les font travailler, celles qui sont contraintes de se vendre pour compléter un salaire nécessairement insuffisant?

Où M. Jules Bois a-t-il pris que « l'on ordonne l'oisiveté » à la femme? Dans le peuple, les femmes qui peuvent et savent remplir toutes les absorbantes, complexes et délicates obligations du ménage et de l'éducation des enfants ne sont pas la majorité. Dans la bourgeoisie, même avec l'aide de la domesticité, elles sont rares. La plupart sont trop faibles, trop ignorantes, surtout celles qui ont obtenu des brevets et des diplômes, trop versatiles. Cela ne les empêche pas, d'ailleurs, de s'épuiser, de s'énerver, de s'abêtir, de s'éparpiller dans toutes sortes de niaises occupations et préoccupations, sans compter les conférences à la mode, les œuvres, les thés littéraires, les oiseux papotages, les « expositions ». Parfois, il y a de l'enthousiasme et du dévouement; mais à côté, ridicules parce qu'inutiles. Cette agitation d'hystériques n'est pas l'action profonde qui s'offre à la femme, dans son foyer, c'est le tourbillon effarant dans le vide.

M. Jules Bois se laisse aller à dire : « Lutte sans pitié, sans noblesse, sans bravoure, où les

intérêts, les aversions et les égoïsmes ne trouvent de tempérament qu'en l'écrasement définitif du compétiteur, quel que soit son sexe. Enfin, pour tout dire, la dissociation dans la Cité, la fin de l'union pour la famille, et, pour l'individu, l'extinction de l'amour. » Néanmoins, celles qui contribuent à ce désastre, ce sont, même quand elles nous apparaissent seulement comme les concurrentes recrues et meurtries des hommes, « les premières des femmes »; car, en se répandant dans tout l'organisme, la maladie va devenir la santé, de l'excès de haines naîtra la fraternité, du chaos l'harmonie... Tout change, et le nouveau toujours vaut mieux que l'ancien... Certes, on ne peut trop s'illusionner sur l'heure présente; mais il y a l'avenir. Donc, laissons-nous gagner par l'anarchie et « ayons le cœur gonflé d'une grande espérance justifiée ». Hélas ! « l'avènement civique de la femme dans le monde », c'est le magasin, l'atelier, l'usine, le bureau qui anémient, détraquent, démoralisent et jettent au ruisseau, à l'hôpital tant de malheureuses, — lamentables victimes de tant de sophismes, de littérature et de barbarie...

Plus tard, mieux renseigné sur ce qu'il enseigne, M. Jules Bois pleurera de remords d'avoir discouru étourdiment sur « la beauté morale de gagner son pain et d'être ainsi un être libre qui vaut par soi ». Car il saura un jour, je l'espère, que nous ne valons jamais, hommes ou femmes, que par ce que, lentement, au cours des siècles, la famille, la race, la société, l'Humanité ont mis en nous et par les devoirs que nous nous reconnaissons.

Je le demande encore, l'ouvrière, travaillant dix heures par jour, souvent douze, parfois quatorze, dépendante du patron, du contremaître, des employés, des camarades déjà dépravées, du chômage, de la maladie et de la misère, en contact permanent avec toutes les bestiales convoitises des mâles, en quoi est-elle plus libre que la ménagère ? En quoi peuvent accroître sa valeur morale les complaisances plus ou moins équivoques auxquelles l'impérieuse nécessité d'obtenir et de garder sa place la contraint, les souillures dont elle ne peut se préserver qu'exceptionnellement dans la prosmiscuité de la rue, du magasin ou de l'atelier, l'abandon dans lequel elle doit laisser son foyer, ses enfants, son mari ?...

On s'en tire ici avec de la littérature. Il suffit d'en reproduire un spécimen pour montrer combien elle est creuse : « Et alors, écrit M. Jules Bois, travaillant comme nous, elle peut dire à l'homme : « J'ai prouvé que je ne te suis point inférieure. Me voici une personnalité autonome; je me donnerai à toi lorsque tu m'auras méritée, si tu me gagnes. Je ne consentirai que librement, selon l'attrait et l'estime que tu auras su m'inspirer. »

Etre une « personnalité autonome » ? Voilà les mots qui stupéfient les intelligences et gâtent les cœurs !

Une société ne se maintient que par tous les solides liens que les siècles ont tissés pour subordonner l'égoïsme à l'altruisme; une civilisation ne s'élève vraiment que par un concours plus effectif, une convergence mieux assurée, pour tout dire

une plus parfaite soumission des éléments individuels à l'ensemble social. Pour la femme surtout, il n'y a pas de bonheur personnel. La plus heureuse union conjugale, c'est la plus joyeuse acceptation du joug commun.

Il n'y a d'à peu près autonomes que les grains de poussière. Et la poussière ne peut être de la vie et provoquer, comme le croit M. Jules Bois, « pour l'Humanité tout entière, une augmentation, immédiate ou future, de courage, de noblesse et de beauté ». Au contraire, à mesure que s'accroît le nombre des femmes qui prétendent à être des « personnalités autonomes », nous voyons diminuer les chiffres des naissances, augmenter ceux des divorces, de la prostitution, des crimes passionnels et de la criminalité juvénile, empirer l'alcoolisme, la débauche, la cruauté et la grossièreté des mœurs...

Il est vrai, M. Jules Bois nous cite une doctoresse qui a eu trois enfants et les élève, sans négliger sa profession. Les mères de famille qui savent ce que c'est qu'élever un enfant et de diriger une maison souriront et penseront que cette doctoresse est un personnage de roman. Moi, je connais une doctoresse qui, après son mariage, a dû délaisser sa clientèle et, à son premier enfant, renoncer définitivement à la carrière médicale. Et la dactylographe, la tisseuse ?...

Qu'importe ! sans sourciller, M. Jules Bois répondra :

« La maternité et le travail hors de la maison, loin

d'être inconciliables, produiront « la maternité sociale », c'est-à-dire la plus belle explosion d'altruisme et de large amour humain... Pourquoi le cœur féminin ne se dilaterait-il pas, reportant sa tendresse sur l'Humanité tout entière, au lieu de la rétrécir, tâtillonne, sur un être, sur des êtres, qui n'en ont plus besoin, à qui même elle peut nuire, que presque toujours elle embarrasse ? »

Oui, n'est-ce pas, pourquoi le Progrès, ce dieu omnipotent qu'exige notre démence pour s'épanouir, ne changerait-il pas, avec le ventre, le cœur et le cerveau de la femme, l'ordre caduc de la nature ?

Au fond, ces divagations témoignent d'un outrageant mépris pour la femme réelle et décèlent l'inavouable désir d'être soustrait au doux et tutélaire despotisme de sa tendresse. On ne lui promet quelque vague part du pouvoir matériel que pour lui faire abdiquer le pouvoir moral qu'elle détient encore et qui est le dernier obstacle à la ruée des plus vils appétits et des pires instincts. Quand on y sera parvenu, ce sera le chaos. Et ce sont les femmes, avec le prolétariat, qui en pâtiront le plus. Si tous veulent commander pour ne pas obéir et pour asservir, être riches pour ne pas travailler et pour jouir, il y aura une effroyable mêlée de rapacité, de fourberie, de férocité et de luxure...

On a beaucoup admiré que les hommes, sur le *Titanic* qui sombrait, se soient sacrifiés aux femmes et enfants en leur réservant les places des canots de sauvetage. On paraît être moins fier que le pourcentage des survivants ait été de 65 pour les

passagers de 1re classe, de 40 pour ceux de 2e et de 25 seulement pour ceux de 3e. Des deux faits, il y a néanmoins une leçon à tirer. Si le féminisme avait été pratiqué à bord du *Titanic*, il est certain qu'aucune femme n'eût été sauvée ; s'il n'y avait pas eu un certain ordre (on souhaiterait seulement que les plus riches se fussent effacés devant les plus pauvres), les plus apeurés, les plus forts, les mieux armés, les plus farouches seuls eussent pu s'emparer des canots de sauvetage. Mais, dans l'épouvantable cohue, ils n'eussent pu les détacher, ou ils eussent été précipités à la mer par la rage des vaincus. En somme, très peu, — beaucoup moins de 25 p. 100 certainement, — eussent réussi à s'éloigner du gigantesque cercueil.

Il y a les exceptions : filles, veuves, abandonnées, divorcées. « Le féminisme économique est né de ces graves complications. » Oui; mais autre chose est de se résigner au mal qu'on ne peut empêcher, d'y pallier dans la mesure du possible; autre chose d'affirmer que ce mal est un bien ou, par la magie du Progrès, deviendra un bien, — et ainsi de le propager. Le féminisme économique a été accru par l'individualisme général. Autrefois, on s'arrangeait des exceptions qu'on ne s'ingéniait pas, en tout cas, à multiplier comme on l'a fait en établissant le divorce. Il y avait la famille, la solidarité corporative, et au surplus une charité moins étendue, moins tapageuse qu'aujourd'hui, mais plus efficace.

VIII

DE L'ÉDUCATION DES FILLES

Pour la jeune fille comme pour le jeune homme, il n'y a pas d'éducation nouvelle ; il y a absence d'éducation, il y a même contre-éducation.

Le désordre est contre-éducateur. Et le désordre est partout, même dans la famille. Le divorce est le plus actif ferment de décomposition de la famille.

D'ailleurs, une éducation suppose des principes, une doctrine, un but... Où donc nos contemporains prendraient-ils cela ?

A la vérité, nos jeunes filles, — sauf dans quelques familles fortement catholiques et aussi chez quelques positivistes, — ne reçoivent aucune direction. Elles vont au hasard, suivant les circonstances. Et beaucoup retournent ainsi à la barbarie. L'atelier, le magasin, le lycée et la Faculté sont les plus courts chemins pour les y conduire.

Quels seront les effets de cette régression au

point de vue social, c'est-à-dire principalement dans les rapports de la jeune fille et de la femme avec la famille, avec le milieu professionnel, avec le milieu politique ? Ceux que nous constatons déjà par le malthusisme, l'augmentation de la prostitution, de la criminalité passionnelle, des divorces, la rapide propagation des maladies nerveuses, la corruption des mœurs, l'avilissement de la femme, etc., ne pourront que s'aggraver.

« Tout être a une fin conforme à son organisation », a dit Jouffroy. Nous avons cru que la Déclaration des Droits de l'homme, l'argent, les divagations métaphysiques, les « majorités », proportionnelles ou non, pouvaient changer cela. De plus en plus, les faits se chargeront de nous montrer durement qu'il n'en est rien.

Puisse la catastrophe que nous n'éviterons plus, si elle n'est pas mortelle, nous rapprendre le bon sens!

IX

L'ÉDUCATRICE DES HOMMES

M. Jules Bois prêche la chasteté aux jeunes hommes. Il veut qu'il n'y ait qu'une seule morale pour les deux sexes. C'est d'un bon sentiment, mais qui s'égare faute de direction. Les mœurs ne peuvent être purifiées que par la femme au foyer. Autrement, il n'y aura que le même libertinage pour les deux sexes. L'un provoquant l'autre, ils se pourriront l'un par l'autre. Ce sera l'égalité dans l'abjection.

De même pour l'amour. Il est bien vrai, comme le dit M. Jules Bois, que la femme aime mieux parce qu'elle est plus chaste; mais elle est plus chaste parce qu'elle fut gardée durant des siècles contre tout ce qui pouvait ternir sa chasteté, parce qu'elle fut et est encore « l'ange du foyer », — cet ange que se refusent à être les féministes. — « Ange, vous-même », répondait la féministe Maria Deraisme.

L'orgueil qui veut dominer est de l'homme,

mais la vanité qui veut plaire est de la femme. Ce ne sera pas sans troubles que le tout-puissant Progrès transformera sur ce point la psychologie des deux sexes. En attendant, cette caractéristique de la vanité féminine nous explique quelques faits inquiétants qui ne sont des progrès que pour les exploiteurs des préjugés et des vices.

Au foyer, la femme n'obtient les hommages auxquels elle aspire que par ses vertus; au dehors, que par sa frivolité, en excitant l'érotisme plus ou moins platonique du mâle. C'est pourquoi, en toute ingénuité, elle en vient à s'exhiber en public, même dans la rue, presque nue, ou plus que nue. Et cette impudeur n'est pas faite, sans doute, pour amener l'homme à plus de chasteté.

La violence des appétits sexuels de l'homme n'a pu être contenue que par la pureté de la femme. Et l'on vient d'indiquer comment cette pureté se garde et comment elle se perd. Il a fallu des siècles de régence morale féminine et toute la puissance spirituelle de l'Église pour réaliser la précaire monogamie qui est en voie de dissolution.

Voici donc la grande fonction féminine: après avoir fait l'enfant physique, faire l'homme moral. Et l'homme a toujours besoin d'être moralisé, car l'usage habituel de la force, musculaire ou cérébrale, prédispose toujours à l'égoïsme dominateur ou jouisseur. Que les femmes ne l'oublient point: leur fonction naturelle est la plus importante, la plus haute qui soit, et elle doit le devenir toujours plus. La civilisation n'est que la prépondérance croissante du pouvoir moral sur le pouvoir matériel.

Les esprits positifs ne veulent donc pas que les femmes soient des « esclaves » et des « jouets » ; mais ils ne veulent pas non plus qu'elles soient des « hommes » comme Ninon de Lenclos, cette féministe d'ancien régime, des névrosées et des dévergondées. Ils souhaitent de pouvoir s'agenouiller devant elles.

La participation aux grossières puissances de l'argent et du commandement fera déchoir la femme et restreindra son influence. L'ouvrière qui s'installe au cabaret comme l'ouvrier peut alors paraître son égale, et je ne sais pas si elle l'est réellement ; tout ce que je sais, c'est qu'elle se dégrade et qu'elle perd de sa dignité. L'égalité, de quelque côté qu'on l'envisage, est la plus pernicieuse et la plus insensée chimère métaphysique.

X

« LE COUPLE FUTUR »

On ne saurait toujours déraisonner, quelque entrain qu'on y mette. Il y a donc à retenir, chez M. Jules Bois, deux ou trois pages de bon sens. Il faut le louer chaleureusement d'avoir osé se contredire.

Ainsi, après avoir proclamé je ne sais quel « droit à la supériorité », en sous-entendant que toute supériorité est d'intellectualisme, il remarque judicieusement qu'au « droit au bonheur » devait succéder le « droit au plaisir ». Certes, on ne pouvait attendre d'un individualiste qu'il observe combien toute conception de droit quelconque est anarchique. Mais il constate que la recherche du plaisir étourdissant ne fait trouver que la névrose. Et pour être peu féministes, ses conseils, ici, sont à répéter : « Que la femme revienne à ce qu'une poétesse moraliste a appelé si justement « les vertus méprisées » : culte du foyer, dévouement, respect de soi-même sans idolâtrie... » Il

rappelle que la grande sainte Thérèse avait trouvé cet excellent remède aux névropathies féminines, « qui est de contraindre à l'action en imposant des travaux manuels dans la maison ». Il en cite cette réflexion : « La mélancolie, affirme-t-elle (nous dirions aujourd'hui « la neurasthénie »), la mélancolie, c'est le désir de faire sa propre volonté. » Elle dirait aujourd'hui : d'affirmer « l'autonomie de sa personnalité », de « proclamer son droit à la supériorité ».

C'est ainsi que « les femmes qui se sont tues, comme le dit encore M. Jules Bois, en opposition avec tout ce qu'il écrit avant et après, qui se sont dévouées et qui ont aimé, quand même elles auraient semblé en apparence malheureuses, ont eu, croyez-moi, la meilleure part ». Et il ajoute : « Le divorce, de plus en plus élargi, et que l'on élargira davantage encore, deviendra une forme adoucie et légale, mais perfide, de la répudiation. » Comment ne voit-il pas qu'il n'en peut-être autrement de toutes les conquêtes féministes ? Le divorce devait libérer, et il asservit. C'est que le mariage, comme toute institution sociale, est une garantie pour le doux et le faible. La barbarie n'est que pour les fauves qui ont des griffes et de formidables mâchoires.

Mais on ne peut l'endiguer, nous assure M. Jules Bois, c'est-à-dire « on ne peut endiguer le torrent révolutionnaire ». Il faut nous résigner à l'amour libre. S'il est vrai, tant pis pour la femme, tant pis pour la civilisation !... Les positivistes, eux, n'ont pas cette superstition fataliste

de confondre le désordre croissant actuel avec le progrès. Ils sauront réagir.

M. Jules Bois, fidèle à l'idée incohérente qu'il s'est faite du progrès, nous propose donc de « réformer » le mariage, la maternité, l'amour. Dans la famille, « l'administrateur, le chef ne serait pas obligatoirement l'homme, par ce seul fait qu'il est l'homme, mais le plus sage des deux, le plus intelligent, le meilleur ». Quelle sottise ! Qui décidera ? Aura-t-on recours au vote ou au concours ? On voit à quelles absurdités aboutit le féminisme le plus « modéré ».

« La serve antique, nous dit encore cet auteur, doit acquérir la liberté au foyer, une liberté limitée par celle de son compagnon bien entendu, le droit de disposer de son gain, de ses idées et jusqu'à un certain point de sa personne, selon les lois infrangibles et pures de sa conscience. »

Mais, on l'entend bien, « les lois infrangibles et pures de la conscience » ne suffisent pas. MM. Bouffandeau et Colly seront appelés à légiférer là-dessus. De par l'imposante royauté du mastroquet, de par l'alchimie merveilleuse du suffrage universel, il est entendu que ces honorables en savent plus que tous les siècles et qu'ils sont qualifiés pour prescrire à Juliette comment elle doit aimer Roméo.

« Donner à notre compagne, par des lois successives, dit M. Jules Bois, des droits égaux aux nôtres dans le mariage, la liberté de gérer ses biens, sa conscience, sa personne et ses idées, le pouvoir de tutrice... Fournir à la jeune fille et à la femme toutes les possibilités

d'instruction, de métier et de travail; leur faciliter l'accès à la vie extérieure, s'il le faut à la vie publique, afin qu'elles deviennent des unités sociales, utiles à leur mari, à leur famille et à la Cité. »

La méconnaissance des plus élémentaires principes politiques suscite cette foi naïve aux mesures législatives, qui est analogue à la croyance aux gris-gris chez les nègres. De même que le scientisme et l'athéisme conduisent tant d'esprits désemparés aux épaisses stupidités du spiritisme et de l'occultisme, de même l'anarchisme achemine à l'étatisme universalisé, — ce qui n'est donc pas incompatible comme on pourrait croire. Du train dont nous allons, et avec les nécessités budgétaires croissantes, attendons-nous quelque jour à voir établir un impôt sur les étreintes conjugales ou autres. Quelque Lycurgue radical-socialiste doit y avoir déjà pensé. Peut-être même une ligue s'organise-t-elle pour nous « réformer » là-dessus. C'est la maxime de nos politiciens : on les « réforme », ils payeront.

En tout cas, M. Jules Bois, en veine de « réformation », préconise la « maternité consentie », ce qui est on ne peut plus de saison par ces temps de malthusisme. Selon notre « réformateur », l'homme ne doit plus imposer des maternités trop nombreuses à sa compagne. Et naturellement, pour remédier aux excès de natalité française que les statistiques nous dénoncent, la législation interviendra. On le voit, nous sommes tout près de l'impôt dont je viens de parler.

Mais lisons l'éloquente conclusion de M. Jules Bois. Elle en vaut la peine :

« Restez « femme » selon la tradition, mais n'abandonnez pas le charme nouveau ; le couple, que vous avez réalisé par votre amour, est pareil au couple éternel, mais avec cette grâce spéciale de l'heure.

« Si vous êtes, vous-même, une personnalité, restez-y fidèle. Si une supériorité se manifeste en vous, loin de l'éteindre, faites-la flamber davantage encore en l'honneur de l'époux.

« La science et l'art ont-ils mis sur votre front leur étoile ? Songez que la citoyenne moderne doit travailler aussi pour l'humanité. Ne renoncez jamais pour personne à votre talent, si vous en avez un ; car c'est une lumière qui fera autour de vous de la clarté ou du bonheur. Ne croyez pas ceux ou celles qui viendront vous dire que le mariage exige que l'épouse immole à l'époux le don du ciel qui plane au-dessus d'elle. Non ; ce conseil n'est qu'une flagornerie détournée à l'adresse de l'homme moyen, jaloux de toute supériorité masculine ou féminine. Mais sachez sacrifier, s'il le faut, tout ce qui est de vous, tous les dons de la terre. »

D'abord, on supplie le ciel de ne plus nous accabler de ses dons. Artistes, littérateurs, avocats, médecins, intellectuels, fonctionnaires de toutes sortes surabondent. Ils sont trop. Le ciel nous comble. On l'implore : moins d'étoiles sur les fronts ! Pour le moment, nous préférons les dons de la terre, — et quelque bon sens. Loin d'appeler les femmes au parasitisme, il faut en détourner les hommes. Le parasitisme généralisé est impossible. Au reste, il n'y a pas que les étoiles en carton doré que les fées de théâtre se collent au-dessus des yeux, il y a l'âme rayonnante de la femme

de toujours, fille, sœur, épouse et mère. Faire des livres ne confère pas la plus haute supériorité : au-dessus il y a celle de l'intelligence, au-dessus encore celle de l'action, et au-dessus enfin celle du cœur.

XI

« LES CERVELINES »

Comme toutes les théories subversives de l'individualisme révolutionnaire, le féminisme s'est élaboré, formulé et propagé d'abord dans les classes moyennes. Ce sont donc les aspirations parasitiques et anarchiques de ces classes qu'il représente surtout.

Quand on parle du « droit des femmes au travail », on n'envisage généralement que le fonctionnarisme, les professions libérales, la littérature et l'art. Il semble que la femme du peuple n'existe point. Rien ne serait plus difficile, en effet, que de faire admettre que, pour celle-ci, le travail est une « émancipation ».

Pour les positivistes qui considèrent que la bourgeoisie — trop nombreuse d'ailleurs — n'a plus aucun titre moral, intellectuel et social à une direction quelconque, il importe peu que cette classe proclame sa déchéance et provoque sa destitution définitive par le dérèglement de ses idées

et de ses mœurs. Les dieux affolent ceux qu'ils veulent perdre.

En examinant quels peuvent bien être les sentiments qui stimulent et les ambitions qui guident cette sorte de féministes, je n'ai point le chimérique propos de les ramener au bon sens. Il ne s'agit que de déterminer la nature du poison moral pour administrer l'antidote qui convient.

Que les féministes poussent les filles de la bourgeoisie à accroître l'encombrement, le gâchis et la misère des professions improductives, au point où nous en sommes, il n'importe !

Par exemple, on réclame le suffrage politique des femmes. Cela ne saurait être plus absurde ni plus funeste que le suffrage universel des hommes. Quand les femmes voteront, elles exigeront leur part de la curée électorale, et, au lieu d'un million de fonctionnaires avec un budget général de 7 milliards, il y aura deux millions de fonctionnaires avec un budget de 14 milliards. Le suffrage universel ne donnera ni mieux ni pis. Il ne pourra jouer qu'avec les mêmes procédés de corruption pour les mêmes résultats de pillage. Et cela ira jusqu'au point où les producteurs, de moins en moins nombreux, ne pourront plus nourrir des parasites de plus en plus voraces. Ce dont il faut être bien assuré, c'est qu'en toutes conjonctures on ne fera pas rendre à l'hectare le double de céréales en y employant moitié moins de main-d'œuvre, d'activité intelligente et de capitaux.

C'est seulement en étudiant les conséquences déplorables du féminisme spontané ou théorique

dans le prolétariat, qu'il conviendra de se placer au point de vue économique.

De même, on peut négliger les considérations d'ordre physiologique, sur les aptitudes plus ou moins grandes de la femme aux travaux intellectuels, sur les fatigues des examens, les détraquements nerveux qui s'ensuivent, le célibat, la stérilité, etc. Cela fut traité maintes fois. Et puis, si graves que soient ces inconvénients, je crois qu'on pourrait fort bien s'en accommoder, s'il était de nécessité sociale, pour l'ordre ou le progrès, d'entreprendre ce dressage spécial et cette adaptation.

Il s'agit donc de voir d'abord comment le désordre de l'esprit peut altérer les sentiments les plus vivaces, même chez la femme.

Là-dessus, je ne sais rien de plus émouvant que quelques-uns des romans de Mme Colette Yver : *les Cervelines*, *les Dames du Palais*, *Princesses de science*. Ce dernier surtout devrait être lu par toutes les jeunes filles de la bourgeoisie qui ont quelque clarté dans l'esprit et quelque chaleur au cœur.

Sous tous ses aspects, c'est le poignant drame de l'orgueil féminin.

Ce n'est plus de la littérature, mais de la vie. Et non pour satisfaire une froide curiosité, éveiller des émotions, mais pour avertir, pour préserver, pour guérir...

Ainsi s'universalise la démence : le cœur ne discipline plus le cerveau. Et tout est nié, parce que plus rien n'est compris.

Les « cervelines », ce sont « celles qui sont

demeurées charmantes, qui n'ont pas de système, pas d'affiliation, pas de mot d'ordre, mais qui, ayant laissé leur vie refluer au cerveau, n'ont plus besoin d'amour, tout simplement ». Charmantes, les femmes ne l'étaient que pour l'amour. Cessant d'aimer, elles cesseront d'être aimables. La cerveline ne « reçoit de loi et de vie que de sa tête ». Proprement, c'est « une sans-cœur ». Et plus proprement encore, une sans-cœur est un monstre. Fort heureusement — et la cerveline n'échappe pas à cette loi biologique — les monstres ne se reproduisent point.

D'où vient cette absurde rébellion contre soi-même et contre la société ? De la destruction révolutionnaire qui se poursuit parce qu'aucun principe, aucune force n'arrête ses ravages.

« Il y a eu un bouleversement dans l'équilibre des sexes, nous dit Mme Colette Yver. L'homme a refusé de se charger de la femme, depuis au moins deux ou trois générations, depuis Balzac, depuis le règne de l'argent. Maintenant, c'est la femme qui, pouvant s'en passer, ne veut plus se charger de l'homme. »

Il y a eu surtout que les anciennes valeurs sociales ont été dénigrées, dégradées. On a surfait les qualités intellectuelles ; et d'abord les moins élevées, les plus faciles, celles d'expression. Avec l'argent pour dieu, le bavardage a régné. Sans direction, la foule désigne elle-même ses héros. Ce sont les histrions. Pour lui plaire, il ne s'agit pas de servir, mais de flatter et de parader. Tout est aux cabotins, — de plume, de tribune ou de scène. De là ce culte byzantin du talent.

Un ténor, un virtuose, un recordman, un chirurgien à la mode, un pornographe gagneront deux cent mille francs par an, seront décorés, acclamés et fréquenteront chez les ministres ou à l'Académie française, — et tous ceux qui servent obscurément et qui produisent seront méprisés et mal payés.

C'est un peu pour cela que les campagnes sont désertées et les villes envahies, que l'outil est délaissé pour la plume, qu'il y a, en France, deux ou trois millions de poètes à tout le moins géniaux et que le plus crétin des analphabets a des prétentions à un talent quelconque, ne serait-ce que dans l'art du sabotage.

C'est beaucoup pour cela que les femmes, elles aussi, commencent à dédaigner le calme bonheur du foyer et s'évertuent vers ce qu'elles croient être la lumineuse voie du talent, la gloire de l'intelligence, « l'essor absolu ».

Voici une des cervelines de Mme Colette Yver. Professeur d'histoire, elle aime son fiancé, Jean Cécile. Mais celui-ci, sagement, la supplie d'oublier ses succès d'intellectuelle pour fonder solidement leur foyer; elle s'y refuse et renonce au mariage.

« Que serai-je alors, se disait-elle, que deviendra ma personnalité? Mme Cécile : je serai Mme Cécile. A quoi se passeront mes journées? Je devrai faire des visites et, en l'absence de mon mari, seule chez moi, dans les loisirs que me laissera la direction du ménage, je pourrai lire quelquefois. A intervalles, j'aurai dans les mains un livre, comme au prisonnier on ouvre par-

fois, sous prétexte de pitié, une lucarne vers l'espace. Il me sera permis de suivre les travaux des autres, leur bel essor mental qui me sera prohibé, à moi. »

Et son rêve, le but de sa vie, ce à quoi elle sacrifie son amour, c'est, dans sa vieillesse, d'écrire, dit-elle, « une histoire de l'antiquité sur tous les matériaux amassés dans mon existence, dans mes voyages, dans mes études ».

D'autres n'ont même pas de ces hésitations, de ces luttes entre le cœur et le cerveau.

« Je n'ai pas besoin d'enfants qui soient miens, déclare une étudiante en médecine. Je me défends d'être un rouage, je fais d'abord ce qu'il me plaît, et je me moque de ma fonction sociale. La femme doit être mère, n'est-ce pas ? Je la connais, celle-là. Mais suis-je libre, oui ou non, de choisir la vie qui me convient ? »

Plus tard, si elle est troublée par les sens, elle cherchera « le plaisir dans l'amour dépouvu de devoirs ».

« Une femme-médecin n'a pas de cœur, dit la belle doctoresse Lancelevée dans *Princesses de science,* une femme-médecin n'a pas de sens, une femme-médecin n'est pas une femme... Nous possédons un honneur plus délicat, plus subtil que les autres femmes. Sans avoir prononcé de vœux, nous devons passer dans la vie, rigides, impassibles, comme des nonnes sévères. Un noviciat brutal nous a fait violence, a tué en nous toute imagination féminine... Il n'y a plus en nous ni mystère, ni rêve, ni poésie. On nous a comme desséchées; et nous avons tout vu, tout entendu, tout connu. Nous ne sommes plus ni nerveuses, ni sensibles, ni pudiques, ni même impressionables; et notre force est faite de tout ce qui nous manque... Vous pensez bien que cette personnalité dont je fais montre est factice,

et que les satisfactions dont je me contente sont très relatives. J'ai choisi cette vie de science, je la voulais parfaite; j'en ai d'avance écarté les obstacles, et les plus dangereux de tous : le mariage et la famille... Derrière cette froide façade qu'il nous faut exhiber, il y a une vraie femme qui pâtit, qui aurait su aimer... Mais... j'aurais aimé cet homme librement, sans chaîne, sans contrat... Je vous scandalise ? Quel mal ferais-je pourtant en devenant, par amour, la maîtresse d'un honnête homme ? Je ne relève que de moi-même, je ne reconnais pas d'autres règles que celles de ma conscience; je ne m'occupe pas des conventions. Est-ce au monde à créer une loi morale ? Ma logique et ma raison sont de taille à me guider : en qui aurais-je confiance plus qu'en moi-même ! Aux gens qui s'effaroucheraient je ne reconnais pas d'autorité pour me dicter ma conduite. »

Cette raison, cette conscience personnelles que la doctoresse Lancelevée met présomptueusement au-dessus de la raison et de la conscience sociales de tous les temps ne sont pas totalement dépourvues de logique quand elle ajoute :

« Tout le monde divorce aujourd'hui, plutôt deux fois qu'une ! Alors, quoi ! Quand une femme, dans une réunion, peut se rencontrer avec trois hommes et se dire qu'à tous les trois elle a appartenu, en légitime mariage d'ailleurs, et selon l'exigence de la société, je je me demande quelle est la valeur morale de cette légalisation, et je ne trouve pas odieux du tout de m'en affranchir. »

Dans la négation métaphysique et la destruction révolutionnaire du dix-huitième siècle se trouvent les principes de toutes les négations et destructions subséquentes. Les « droits de l'homme »

devaient nous amener à ceux de la femme, le suffrage universel de l'homme à celui de la femme, le divorce à l'amour libre, le désordre au chaos, la divagation à la folie, le libertinage à la pourriture.

Subordonner les moyens au but est un des plus sages préceptes positivistes. Le travail ou l'étude ne sont pas des fins. On travaille pour nourrir sa famille, on étudie pour servir l'Humanité. La passion que les cervelines mettent au travail et à l'étude, considérés comme des fins, est anormale. L'individu n'est qu'une abstraction. On ne peut dire où il commence, où il finit, où il demeure et quand il dure. Seule, la société continue est une réalité. C'est donc à un mirage que les féministes conseillent aux femmes d'immoler leur sécurité, leur charme, leur véritable puissance, leur bonheur.

L'égotisme — de la femme ou de l'homme — incline au subjectivisme sans base, sans contrepoids. On pourrait définir la folie — morale ou intellectuelle — un égotisme absolu. Et tout égotisme, partant d'un principe absolutiste, va à l'absolu. C'est ainsi que Comte en nommant notre anarchie « la démence occidentale » a pu la caractériser par la tendance à « troubler l'avenir pour améliorer le présent ». L'égotisme est une propension vicieuse à ruiner l'ensemble pour satisfaire les parties. Ne reconnaît-on pas là tout l'esprit anarchique : depuis le jacobinisme qui abrutit, opprime et guillotine au nom de la vérité et de la liberté jusqu'au féminisme qui dissocie et stérilise au nom de la liberté et de l'égalité ?

XII

LES ÉCERVELÉES

Les malheureuses ! Elles s'efforcent vainement de retrouver leur raison et leur âme.

« Je suis comme vous, dit une cerveline, je ne comprends pas les inutiles... Mais pouvez-vous dire que je sois une inutile ? Est-ce que je n'ai pas ma fonction sociale ? Et si j'avais des enfants qui fussent miens, soignerais-je ceux des autres comme je le fais ? Pour un enfant que je mettrais au monde, combien en laisserais-je mourir de ce croup qui vous épouvante !... »

Elle oublie que les malades qu'elle n'eût pas soignés l'eussent été par d'autres et que les enfants qu'elle n'a pas faits ne le seront par personne.

« Une cerveline, dit-elle encore. Certes, oui, j'en suis une et je m'en fais gloire; quand on n'est pas une cerveline, on a bien des chances pour être une écervelée. Ma pensée voit et pèse mes actes avant que je les accomplisse; elle est la maîtresse de tout, et je ne laisse

rien lutter contre elle. Mon cerveau me fait vivre moralement comme matériellement. Il n'y a que cela au monde : être cérébral. C'est la loi du temps à venir... Comme il faut toujours que quelque chose prédomine, quand c'est le tour de l'amour, ce n'est plus celui de la pensée... D'ailleurs, le fait de se laisser prendre à l'amour, qui n'est qu'un piège tendu par la loi de la race, ne suppose pas une cérébralité très consciente, très maîtresse d'elle-même. »

Rien de plus faux. On ne pense bien que sous l'empire d'un sentiment, et surtout d'un sentiment social. De même le physique est sous l'influence du moral. Les vétérinaires eux-mêmes commencent à s'en apercevoir. Ce sont les cervelines qui sont des écervelées. Le sentiment social, c'est la pensée éprouvée de tous nos ancêtres. C'est à cette formidable coopération des saints, des héros, des génies de tous les temps et à l'effort continu de tous les siècles que la féministe prétend opposer l'infime travail de son débile cerveau !

Avec son savoir encyclopédique, un génie sans exemple, une faculté de concentration que peut-être aucun homme n'a égalée et qu'aucune femme en tout cas, de par son organisation physiologique, ne pourra jamais égaler, Auguste Comte lui-même n'eût abouti qu'à une construction purement intellectuelle, c'est-à-dire artificielle et provisoire, s'il n'avait été animé par son tendre amour pour Clotide de Vaux. Et rien que par son charme féminin, celle-ci a participé puissamment à l'œuvre de régénération humaine. Son nom restera éternellement associé à celui d'Auguste Comte.

Tout travail social est une coopération dans le

temps avec tous. Et l'association de la force masculine et de la tendresse féminine est la plus nécessaire et la plus féconde.

C'est la meilleure règle d'hygiène intellectuelle et morale et la meilleure méthode d'action que le positivisme formule par son précepte : « Penser pour agir et agir par affection. »

Il en est cependant qui ne sont pas tout à fait dénaturées. Celles-là acceptent de se marier ; mais en ne cédant d'elles-mêmes que leur corps. Ainsi, le mariage matérialisé n'est plus qu'un bestial accouplement. Et il dure ce que dure l'appétit sexuel. C'est pourquoi la plupart des divorces se font dans les cinq premières années de ces mariages.

« J'ai fait deux parts de moi-même, dit la femme-avocat des *Dames du Palais*, l'une appartient à mon mari, mais l'autre, je me la réserve, c'est mon domaine secret. Le mariage ne m'a pas amoindrie. Ma liberté, la personnalité que je possédais jeune fille, je l'ai gardée intacte. Mon mari n'a pas de droits là-dessus. Il le sait et me laisse élaborer seule mes plaidoiries. »

De telles théories, quand on essaye de les pratiquer, aboutissent nécessairement à la discorde conjugale, au désastre. L'instinct animal a fait s'étreindre deux corps : ce n'est pas de l'amour, ce n'est pas le mariage. Après le spasme, rien d'eux ne reste uni, rien d'eux n'est amélioré. Au contraire, chaque parole, chaque mouvement sera un heurt. Deux forçats enchaînés ensemble par la même ignominie se haïssent à mort. Et nos « cervelines » croient s'élever en dignité !...

« Associer deux êtres égaux, dit la femme-médecin de *Princesses de science* à son fiancé qui l'implore d'être « toute à lui », en même temps amants et amis, remédier, par un savoir et des fonctions identiques chez l'homme et chez la femme, aux malentendus conjugaux qui dérivaient jusqu'ici d'une disproportion intellectuelle, ne trouvez-vous pas cela louable et utile ? »

Ce qui est louable et utile, pour la femme et pour l'homme, c'est de s'accomplir, c'est de constituer une cellule sociale, une famille. Cela exige des deux époux une étroite et intégrale coopération pour leur perfectionnement réciproque. Etre « amants et amis », — soit. Ce n'est pas tout. Prêter son corps ne suffit pas, prêter de son esprit même ne suffit pas : il faut donner magnifiquement son âme. Cela seul fonde le foyer sur le roc.

XIII

L'ORGUEIL CONTRE L'AMOUR

Si, faute d'une opinion publique organisée par un véritable pouvoir spirituel, il est permis de prêcher toutes les folies, rudement la vie fera sentir aux écervelées qu'il faut se garder de les appliquer.

La doctoresse qui croira devoir continuer d'exercer, malgré ses quatre enfants, pour augmenter le bien-être du ménage, verra, au contraire, la gêne s'installer définitivement avec le désordre. Les enfants seront mal élevés, et le mari prendra des habitudes d'ivrognerie à l'estaminet et deviendra une brute malade.

Celle qui exerce par goût de son métier, pour « affirmer sa personnalité », par pure gloriole, verra peu à peu s'effriter le tendre amour qui avait présidé à son mariage. Sa maison n'étant plus qu'une mauvaise auberge, ne rencontrant sa femme qu'au lit, le mari, peu à peu, se laissera envelopper par une affection plus féminine.

Survient l'enfant. Devant la joie immense du père, l'imbécile cerveline étalera la sécheresse de son cœur et toute sa prétentieuse niaiserie :

« — Tu n'as pas une pensée pour moi, dans ton orgueil de procréateur. Tu ne sens donc pas l'envolement de tous mes rêves, et ce que cet événement fait de moi, qui portais tant d'idées, de projets, de désirs !... Est-ce que je ne suis pas plus intéressante que cet être à peine formé qui te donne des tressaillements d'instincts paternels ?... Suis-je l'individu libre qui a le droit de choisir sa vie, de l'accomplir, ou un instrument passif soumis au génie de l'espèce, simple anneau dans la chaîne humaine ?... Mon année de travail devait être magnifique. Ma thèse s'élaborait, elle aurait fait quelque bruit, m'eût lancée. J'achevais ainsi mes quatre ans d'internat ; ce stage fait, qui m'empêchait, plus tard, d'être chef de service dans un hôpital d'enfants ? L'obstacle est venu, il est créé, comme tu le dis si fièrement ! Il me faut donner ma démission d'interne : de quoi vais-je être capable pendant cette maladie de neuf mois ? Et après, ce sera commode, l'établissement, la clientèle, avec cet enfant, la nourrice...

« — La nourrice ! dit Guéméné vivement ; tu ne le nourriras même pas ?

« — Ah ! non, pas ça ! reprit-elle avec force. Neuf mois passe encore, mais pas trente-six !

« Guéméné se redressa, et, la défiant :

« — Quand je consens à accoucher une femme de ma clientèle, c'est à condition qu'elle s'engage à nourrir, si elle peut.

« — Eh bien ! dit Thérèse, la voix altérée, je prendrai Artout. »

Dès lors, il peut y avoir désir de chair, habitude de contact, il n'y a plus d'amour, l'union est

rompue. La femme n'est plus que femelle et l'homme n'est plus que mâle. Plus l'homme aura de délicatesse de cœur et le besoin de chérir et de respecter la femme, moins il pourra se contenter de ce bas accouplement.

Celui-ci, après avoir eu la douleur de perdre son enfant par faute de surveillance maternelle, adjure sa femme qu'il veut aimer encore de revenir à son destin, au bon sens, au bonheur :

« — Tous les médecins connaissent cette heure pénible qui leur fait désirer plus fort leur maison, la vie intime, le contraste d'une joie succédant aux scènes d'horreur. Ainsi revenais-je vers toi, ces jours-là, affamé de ta présence, de ta gaieté sereine, de la douceur que tu pouvais me verser dans l'âme. Le plus souvent tu faisais toi-même tes visites, ou bien tes préoccupations professionnelles te reculaient très loin de moi... Vois-tu, trop souvent tu m'as manqué aux heures où je défaillais d'un besoin de tendresse; trop souvent j'ai compris que tu n'existais pas pour moi, mais seulement pour ta médecine. Jamais tu n'as eu à mon égard ces petits soins qui font que, dans sa femme, un homme trouve un peu de sa mère; ma maison fut une sorte de restaurant, et je n'ai pas senti, comme ton père, par exemple, l'amour de ma compagne jusque dans les plats qu'on me servait... Une compagne ? Mais as-tu donc été la mienne ? Qu'avons-nous de commun ? Les repas ? N'est-ce pas un hasard quand nos deux clientèles nous permettent de les prendre ensemble ? Nos soirées ? Le plus souvent tu t'enfermes chez toi avec tes journaux de médecine, tes brochures, et je travaille seul, en songeant à ces ménages qui n'ont qu'une lampe où le même abat-jour abrite le front de l'homme qui lit et celui de la femme qui brode. Avons-nous des causeries, des promenades ? A peine si nous dormons l'un près de l'autre, car combien de fois la

sonnerie du téléphone vient-elle m'enlever la seule joie que tu me laisses : la présence de ton corps endormi ! .. Et je suis dans la vie effroyablement seul, déçu par un mirage de bonheur qui me fuit sans cesse. Nous sommes entrés dans le mariage avec un idéal différent, car je rêvais de me lier, et toi de te délier ; j'y apportais un amour fou, toi un don parcimonieux...

« — Mon ami, tu méconnais ma tendresse. Pour ne pas s'exprimer toujours en cajoleries petites ou niaises, est-elle moins forte, moins grande ? Je t'aime lucidement, avec toute mon intelligence, tout mon cœur. Ma condition de femme cérébrale, en développant mon âme virilement, l'a faite capable d'un amour supérieur. Je le dis sans orgueil, peu d'hommes sont aimés plus noblement, plus absolument que toi.... L'immense affection que je te porte, en doutes-tu ? Elle est d'une essence précieuse, elle nous élève plus haut que les autres époux, elle nous met au-dessus des extases banales et sottes. Avoue que bien souvent mon énergie au travail, à ton insu, t'a toi-même entraîné mieux que les étreintes amollissantes. Mon pauvre chéri, défais-toi donc des vieux préjugés, apprends à comprendre l'épouse nouvelle.

« Mais, lui, grondant :

« — Il n'y a pas d'épouse nouvelle; il y a l'amante éternelle dont les hommes rêvent, pour qui le moindre geste d'amour est saint, pour qui la tendresse devient une religion exclusive qui communique à tous les actes le caractère d'un rite. »

Après ce dernier et vain appel au cœur de l'amante dévoyée, le mari ne conservera que de « la pitié pour celle à l'orgueil de qui s'était usé son amour ».

Pour laisser une impression moins pénible aux lecteurs et aussi sans doute pour montrer qu'il est toujours temps de revenir à la vraie raison que

le cerveau humain est trop imparfait pour découvrir seul et que la tradition désigne toujours assez clairement, Mme Colette Yver termine *les Dames du palais* et *Princesses de science* en nous faisant assister à la conversion de la cerveline rebelle.

XIV

LES FILLES DE GRIBOUILLE

Un seul point est à discuter.

« Pour que les veuves et les abandonnées aient un jour le moyen de vivre et de faire vivre leurs enfants, dit Mme Colette Yver, ne faut-il pas que, jeunes filles, elles aient acquis déjà ce métier que vous leur prohibez ?... Après tout, pourquoi ne les élèverait-on pas, elles aussi, en prévision de la lutte, même les plus riches ? La dot d'une main, un métier de l'autre, elles entreraient fièrement dans la vie, prêtes à toutes les éventualités. »

La dot, le métier ont des conséquences morales et sociales également fâcheuses. Et d'abord pour la femme.

Certes, dans notre barbarie d'argent, où l'argent est tout, il y a des situations angoissantes. C'est ce qu'a vu Mme Colette Yver. Mais celui qui cherche à rétablir les conditions de l'ordre ne doit pas se laisser distraire par la pitié. Il y a des

victimes nécessaires. Il faut se résigner. Autrement, l'on se dépense dans une vaine agitation philanthropique ou l'on s'affole dans la révolte. Pour quelques atténuations dont notre conscience se satisfait — oh! si facilement! — on prépare des catastrophes.

Qu'on se rappelle les éloquentes et généreuses campagnes pour le divorce. On citait aussi d'affreuses, d'inextricables situations: des maris infâmes, des épouses indignes, des enfants exploités, torturés, les crimes passionnels... Qui n'eût été ému? Seuls, les catholiques résistaient, parce que c'était l'ordre de Dieu; seuls, les sociologues comme Proudhon et Auguste Comte résistaient, parce qu'ils savaient ce qui constitue l'ordre de l'Humanité. Mais tous les autres, les plus grands savants, les hommes d'État, les poètes, les utopistes ne voyaient que les inconvénients de l'indissolubilité du mariage, les maux qu'entraîne l'inévitable imperfection des institutions humaines. Il leur paraissait de toute évidence que le divorce allait les supprimer.

Il les a effroyablement aggravés. Il a fait du mariage un accouplement précaire, sans précautions et sans garanties, et les maris infâmes, les épouses indignes, les enfants misérables, les entretueries passionnelles se sont multipliés. Il y a beaucoup moins de ménages heureux, et la famille se désagrège.

Il en sera de même pour la dot et le métier qui doivent rendre les femmes « prêtes à toutes les éventualités ». On augmentera les risques. Il y

aura beaucoup plus de veuves dénuées et d'abandonnées. Pour pallier les effets, on alimente les causes.

Ne sait-on pas déjà que la proportion des abandonnées est beaucoup plus grande parmi celles qui ont un métier ? Incontestablement, il vaudrait mieux qu'elles n'aient pas de métier et qu'elles n'eussent pas été abandonnées, — non seulement pour elles-mêmes, pour l'épanouissement de leur être, mais pour leurs enfants, pour les hommes qui les ont quittées et qui en resteront avilis, pour la bonne ordonnance sociale.

C'est se jeter à l'eau pour ne pas être mouillé que de susciter les conditions qui déterminent la discorde, la brutalité, la débauche et finalement l'abandon — comme d'ailleurs nous l'a fort bien montré Mme Colette Yver — pour se prémunir contre les conséquences possibles de cet abandon. Les dévergondées ayant un métier souffriront moins peut-être des contre-coups de leur légèreté ; mais il y aura beaucoup plus d'enfants sans père et de pauvres filles qui, le soir, seules chez elles, après une pénible journée de travail, pleureront sur l'infinie détresse de leur cœur.

Dans une région quelconque, il suffit qu'une usine s'ouvre à un millier d'ouvrières pour qu'aussitôt il y ait des filles-mères délaissées. Des statisticiens pourraient en fixer d'avance le pourcentage.

« Relever les salaires féminins là où ils sont insuffisants, dit Mme F. Harmel, moraliser l'ouvrière, faire pénétrer dans les milieux pauvres, où l'on souffre de

toutes les souffrances à la fois, toutes les formes de la divine charité, c'est lutter efficacement contre la prostitution. »

Il n'est pas d'erreur plus grosse, plus dangereuse que celle-là. L'atelier est un milieu de démoralisation pour la femme; tout travail qui n'est pas celui du foyer, toute préoccupation de gain, tout ce qui n'est pas aimer est profondément démoralisateur pour la femme. Et ce ne sont pas des paroles, même les plus belles, qui peuvent contrebalancer toutes les influences dissolvantes du travail salarié des femmes. La prostitution? C'est dans les magasins, dans les ateliers qu'elle s'enseigne, théoriquement et pratiquement. Le nombre des prostituées est proportionnel à celui des ouvrières. Plus on facilitera le travail féminin, même au moyen de « la divine charité », plus le nombre des femmes travaillant augmentera, moins il y aura de foyers heureux et plus il y aura d'ivrognes chez le marchand de vin et de filles battant le trottoir.

Or, pour les cervelines, il n'y a pas d'autres lois sociales que pour les ouvrières.

Etre en mesure de ne pas pâtir de l'abandon, c'est d'abord se disposer à l'accepter, à ne pas faire trop grand effort pour l'éviter, — et c'est surtout rendre l'opinion publique de plus en plus indulgente pour un accident qui a si peu de conséquence.

XV

L'ANARCHIE ET LE FÉMINISME ÉCONOMIQUE

Mieux encore que les plus absurdes théories, le désordre suscite le désordre. C'est ainsi que le féminisme économique a surgi spontanément de notre anarchie économique.

La frénésie révolutionnaire ayant dissous les corporations, le Code civil ayant désagrégé la famille, le jacobinisme ayant ruiné la région et le parlementarisme ayant aboli en fait tout gouvernement, l'argent resta, au temporel, la seule force sociale. Sans contrepoids physique et sans contrôle moral, anonyme et irresponsable, il devint à la fois seul moyen tout-puissant et fin suprême.

Pour l'argent, par l'argent, la femme et l'enfant furent arrachés au foyer. Dans les manufactures, on les mit en concurrence avec leur mari et leur père, — non pas, bien entendu, par leur puissance de production, mais par leur capacité de souffrir sans se plaindre.

« Quand le capital s'empara de la machine, dit Karl Marx, son cri fut : Du travail de femmes, du travail d'enfants ! Ce moyen puissant de diminuer les labeurs de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre des salariés ; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe, sous le bâton du capital. »

Hé, oui ! le machinisme facilita cette régression sociale qui annihilait les résultats de plusieurs siècles d'efforts religieux et moraux ; mais, quoi qu'en ait dit l'auteur du *Capital*, il ne fit que le faciliter.

Au Japon, par exemple, les deux tiers des ouvriers d'usine sont des femmes, 400.000 sur 650.000. Ces femmes travaillent jusqu'à dix-neuf heures par jour. Elles mangent et couchent à l'usine. Pour être plus sûr de les garder, on les enferme. Elles sont accoutumées de longue date, d'ailleurs, à ce féminisme un peu rude. De tout temps, le lupanar y fut une sorte d'institution sociale. Le machinisme n'a pas eu le même effet en Chine, et il ne l'aura pas, tant que cette antique civilisation conservera sa forte constitution familiale.

Dans une société organisée, où l'ensemble ordonne les parties, il n'y a pas de fatalités économiques. En France, si les corporations n'avaient pas été détruites, si la famille était restée solidement constituée, l'argent eût été contenu par des forces morales supérieures.

Bien avant l'extension de la machine-outil, certes, la bourgeoisie eût trouvé profitable de faire travailler la femme et l'enfant ; mais les corpora-

tions ne le permettaient point et les mœurs familiales s'y opposaient.

C'est en vain qu'un Colbert, en 1667, exhortera le maire et les échevins d'Auxerre à encourager le travail des femmes dans les manufactures[1].

1. Ne soyons pas surpris que le grand Colbert ait pu commettre cette faute politique. De telles erreurs sont inévitables, les praticiens étant surtout des empiriques. Mais quand le dynamisme social est suffisant, ces erreurs n'ont point de trop graves conséquences, cependant que les vérités fécondes produisent tous leurs bienfaisants effets. Dans une société épuisée et détraquée, il en va tout autrement. Il n'y a plus aucune défense ni aucun concours, et c'est le mal qui se propage, le bien qui est inefficace...

Il n'y a de grands praticiens politiques que dans l'ordre. Dans la pétaudière parlementaire, que pourrait bien faire un Richelieu ? Seuls les fantoches et les forbans ont à y jouer un rôle. Et ils s'en donnent.

XVI

LES OUVRIÈRES

Sous l'ancien régime, l'homme nourrissait la femme. Les femmes exerçant une profession devenaient de plus en plus rares. L'ordre se développait.

Dans *les Travailleurs au rabais*, M. P. Gemähling nous le montre :

« Le 30 mars 1676, nous voyons le roi obligé, pour protéger les couturières contre les usurpations des maîtres tailleurs, d'ériger celles-ci en communautés, considérant, dit l'édit, « qu'il est assez dans la bien-« séance et convenable à la pudeur et à la modestie des « femmes et des filles de leur permettre de se faire ha-« biller par des personnes de leur sexe lorsqu'elles « le jugeraient à propos ».

« En Angleterre, sous Édouard III, une loi fut nécessaire pour défendre aux hommes l'usage de la quenouille et du fuseau, afin que les femmes pussent avoir un moyen de vivre.

« En France, en 1789, une pétition de femmes au roi ne s'exprimait pas autrement : « Pour obvier à tant « de maux, Sire, nous demandons que les hommes ne

« puissent exercer, sous aucun prétexte, les métiers qui « sont l'apanage des femmes, soit couturière, brodeuse, « marchandes de modes, etc., etc. ; que l'on nous laisse « au moins l'aiguille et le fuseau; nous nous engageons « à ne jamais manier ni le compas ni l'équerre. »

Aujourd'hui, en France, 8 millions sur 14 millions de femmes adultes travaillent. Et voici, pour les principaux pays d'Europe, en chiffres ronds : Allemagne 7 millions ; îles Britanniques, 6 millions ; Autriche-Hongrie, 8 millions ; Italie, 6 millions.

Proportionnellement au chiffre de la population féminine, nous tenons le deuxième rang avec l'Italie (40 p. 100), après l'Autriche-Hongrie (47 p. 100). Il y a quinze ans, nous n'étions qu'au troisième rang (33 p. 100).

En France, la décomposition sociale s'effectue avec une rapidité effrayante. C'est ainsi que le nombre des femmes qui travaillent a doublé en un demi-siècle. Et ce mouvement de recul vers la pire barbarie, comme le marquent encore les chiffres suivants, s'accélère de plus en plus :

Population active française de toutes les professions.

	Femmes	Hommes
En 1866	4.642.617	10.500.389
En 1896	6.411.223	12.559.270
En 1901	6.804.510	12.910.565
En 1906	7.693.412	13.027.467

En cinq ans, de 1901 à 1906, l'accroissement a été de 890.000 pour les femmes et seulement de 116.900 pour les hommes.

Voici maintenant la répartition des femmes par catégories de métiers :

	1866	1906
Pêche, agriculture, forêts. . .	1.874.915	3.330.011
Industrie	1.304.254	2.518.402
Commerce.	240.680	779.164
Professions libérales et services publics	164.572	293.100
Domestiques.	1.047.176	772.735

Ainsi les femmes qui travaillent représentent actuellement 34,6 p. 100 de la population active totale, dont 30 p. 100 pour les chefs d'établissements, 32 p. 100 pour les ouvriers, 35,5 p. 100 pour les petits patrons, façonniers et ouvriers à domicile, 78 p. 100 pour les domestiques, 14 p. 100 pour les industries d'État et 80 p. 100 pour les travaux d'étoffes. Sur 1.000 personnes, le nombre des femmes est de 810 dans les services domestiques, 340 dans le commerce, 327 dans l'agriculture et 324 dans l'industrie.

Dans 222 professions déjà, les femmes sont en majorité. Les métiers les plus rudes ne leur sont pas fermés. Par exemple, on cite 727 femmes qui travaillent dans la métallurgie et 1.794 aux terrassements.

Les féministes peuvent se réjouir. La femme a vraiment conquis le « droit au travail, à l'indépendance, à la personnalité »...

Hélas ! à Paris, la moyenne du salaire féminin est de 450 francs par an. Dans l'industrie du vêtement, l'ouvrière gagne de 1 fr. 20 à 1 fr. 50 pour

douze heures de travail. Quarante-cinq métiers féminins rapportent aux malheureuses qui les exercent 390 francs par an. D'après les enquêtes officielles, — et donc plutôt optimistes, — 13 p. 100 des ouvrières en chambre, occupées à la confection, à la lingerie, font des journées de plus de douze heures et certaines d'entre elles gagnent moins de cinq centimes par heure. Pour toute la France, la moyenne des salaires féminins serait de 1 fr. 50 par jour. Sur 100 employées de commerce, 38 seulement peuvent vivre de leur salaire. La proportion doit être la même dans l'ensemble des autres professions.

Mais pourquoi cette misère ? pourquoi le salaire de la femme n'atteint-il, en moyenne, que la moitié de celui de l'homme ?

Ce n'est pas parce que l'énergie, l'habileté, l'intelligence de la femme sont moindres. Dans bien des professions, la production féminine n'est pas inférieure à la production masculine, et pourtant son salaire reste plus bas.

Des économistes prétendent que la femme a moins de besoins que l'homme, — d'un seizième, a même fixé M. Paul Leroy-Beaulieu. Et cela, j'imagine, fera sourire Mme Cécile Sorel, qui ne peut pas dépenser moins de 40.000 francs par an pour sa toilette. D'ailleurs, le salaire féminin, n'atteint pas quinze seizièmes, mais à peine la moitié du salaire masculin, — et il est manifestement insuffisant, dans la plupart des cas, à faire vivre l'ouvrière, aussi restreints que soient ses besoins.

Serait-ce parce que, la femme ne votant pas, la loi ne protège pas assez son travail ?

Il est bien vrai que, si les femmes étaient électeurs, elles obtiendraient toutes les promesses des candidats et parfois, des élus, quelques réalisations, — même les plus insensées. Mais, fort heureusement, ces réalisations législatives n'ont pas l'influence que de naïves féministes leur attribuent. Et puis, toute protection efficace serait un obstacle à leurs prétendues « conquêtes du droit au travail ». Aussi les plus clairvoyantes féministes ne veulent pas d'interventions étatistes. Au congrès pour la protection des travailleurs, tenu en 1900, Mlle Schirmacher a dit : « Ceux qui demandent l'interdiction du travail de nuit des femmes sont très souvent des ouvriers qui ne visent qu'un but : supprimer une concurrence qui les gêne. » Le Congrès international des œuvres et institutions féminines, qui se tint la même année, se prononça donc pour la suppression de toute mesure d'exception à l'égard de la femme en matière de travail.

Le syndicat ferait-il mieux ? Ceux qui le croient déplorent que l'ouvrière répugne tant à se syndiquer. Cent mille femmes seulement sont syndiquées, soit 3 p. 100. Mais les hommes, eux-mêmes, ne sont syndiqués que dans la proportion de 12 à 13 p. 100.

Si les syndicats féminins étaient plus nombreux et plus puissants, ils se garderaient de réclamer l'égalité de salaires, prévoyant bien que cela entraînerait, comme la protection légale, l'élimination des ouvrières. Les femmes n'ont-elles pas

été introduites dans beaucoup d'industries — notamment l'imprimerie — à la suite d'un conflit entre patrons et ouvriers, et pour réduire ceux-ci ? Et c'est là, peut-être, une des plus fâcheuses répercussions des grèves. On comprend pourquoi les femmes hésitent à se syndiquer.

Les syndicats, d'ailleurs, n'exercent aucune action miraculeuse sur le taux des salaires. Ceux-ci s'élèvent quand toutes les conditions économiques et sociales leur permettent de s'élever, et seulement jusqu'au point où ils peuvent s'élever. Ce ne sont pas nécessairement les métiers les plus fortement syndiqués ou les plus turbulents qui obtiennent les plus hauts salaires. Dans l'ensemble de l'industrie française, les salaires se sont surtout élevés de 1840 à 1880, alors que les syndicats n'existaient pas et que les grèves étaient très rares Même quand elles réussissent le mieux, celles-ci n'influent que sur le salaire nominal, et provisoirement. Beaucoup de facteurs, très complexes, sont en jeu. D'abord la productivité générale, puis la circulation. Pour l'ouvrière, particulièrement, quelques nécessaires réactions sociales ensuite.

Le syndicat est une force sociale qui concourt à l'ordre en organisant les travailleurs. C'est ainsi qu'il tend à limiter, pour chaque atelier et pour le métier, le nombre des apprentis, à s'opposer à l'abominable exploitation du travail de l'enfant et au travail salarié de la femme. Si toutes les corporations étaient réorganisées, la question du travail des femmes ne se poserait point. Le prolétaire reconstituerait son foyer.

XVII

LES ENFANTS DE L'OUVRIÈRE

Il y a l'enfant. Et d'abord celui de la mère indigente. M. Victor Augagneur fait remarquer que, très rapidement, les sommes accordées aux parents nécessiteux augmentent d'importance : en 1904, ces secours coûtaient 6.296.727 francs ; en 1910, ils ont été de 10.452.413 francs. Le nombre des enfants secourus s'accroît également. Les statistiques établissent qu'en cette année 1910, des secours ont été répartis entre 91.405 enfants. La quote-part de chaque assisté ressort ainsi à 114 francs.

« Ces secours vont, dans l'espèce, à la partie la plus pauvre de la population, à celle pour qui 114 francs représentent une somme considérable, en comparaison de ses ressources normales. Il semblerait que le secours dût être très recherché, que le chiffre des abandons d'enfants dût s'abaisser, que l'intérêt matériel des parents, joint à l'attachement instinctif pour leurs enfants, dût décharger l'Assistance publique.

« Il n'en est rien : le chiffre des abandons s'est accru, malgré la distribution des secours.

« Pour l'ensemble des départements, la Seine exceptée nous relevons les chiffres ci-dessous :

	1900	1904	1910
Enfants abandonnés. . .	91.544	94.682	103.384
Secourus.	44.805	49.586	67.733

« Il n'y a pas dix départements où, malgré l'augmentation du nombre des secourus, le chiffre des pupilles ait diminué. »

Mais l'abandon de l'enfant n'est pas un symptôme plus effrayant de notre décomposition sociale que sa corruption. Et j'entends dans la famille même, ou du moins l'espèce d'association animale qui en fait figure actuellement. Le sociologue ne s'en étonne pas. L'individualisme, le malthusisme, le féminisme, les « droits de l'homme » doivent aboutir à cette régression vers la plus basse bestialité, — au suicide.

L'abandon moral est pire.

Depuis quelques années nous connaissons une nouvelle espèce de criminels. Elle se multiplie. L'audace et la férocité de ses coups dépassent celles des pires malfaiteurs habituels.

Ce sont, par exemple, les deux jeunes assassins du garçon de recettes de la Villette, les bandits de la forêt de Clamart, ceux qui assommèrent deux vieilles femmes rue de Clignancourt, etc...

Outre leur jeunesse, l'atrocité de leurs forfaits, ces criminels présentent quelques caractères nou-

veaux qui doivent attirer notre attention. Ces jeunes gens ne sortent pas d'une colonie pénitentiaire. Ils n'ont pas eu, comme Berland, une mère qui, en leur présence, se prostituait aux ivrognes égarés la nuit. Ils appartiennent à des familles d'apparences honnêtes, en tout cas aisées, grâce aux salaires réunis du père, de la mère, des garçons et des filles, parfois à des « combines » plus ou moins avouables. Ils ont reçu quelque instruction. Avant leurs crimes, ils travaillaient régulièrement ; parfois, ils ont travaillé après, jusqu'à leur arrestation. On n'a que de bons renseignements sur eux. Ils sont doux, polis, etc... Ce ne sont pas, non plus, des détraqués ni des énergumènes. Ils ne visent point à changer le monde par le revolver et la pince-monseigneur comme Vallet et Garnier. Leur mobile, ç'a été simplement de « faire la noce ». Ils attendaient froidement une « occasion », et, quand ils ont cru l'avoir trouvée, ils n'ont pas hésité. A l'heure présente, pour Paris seulement, il y a au moins 20.000 de ces produits du divorce et de l'enseignement laïque qui attendent leur heure.

Je ne sais rien qui soit plus significatif de notre anarchie générale, rien qui marque mieux avec quelle rapidité s'épuise un capital moral accumulé par la discipline religieuse et que les divagations universitaires sur le civisme ne sauraient alimenter.

Ce n'est pas à la misère économique, c'est à la misère morale que nous devons cette nouvelle criminalité. C'est donc à la famille qu'il faut s'en prendre.

L'influence bienfaisante de la famille contrebalance toujours assez l'influence dissolvante et corruptrice de l'école ou de la rue. Il faut donc admettre que, dans les familles de ces jeunes criminels, il y avait, sous un aspect correct, une profonde démoralisation ou, à tout le moins, un extrême désordre, un oubli complet des devoirs et des responsabilités des parents. Ces assassins n'ont pu se former que là.

L'homme et la femme travaillent, restent « honnêtes », parce qu'ils ont passé l'âge ou n'ont pas le goût des aventures dangereuses, parce qu'ils jugent plus avantageux d'être « honnêtes ». Mais, chez eux, devant leurs enfants, ils se montrent au naturel, avec les idées spéciales qui peuvent naître dans ces âmes mortes, avec leurs regrets de n'avoir pas su profiter de « la bonne occase » et leurs espoirs, avec leur seul idéal d'amasser de l'argent pour paresser et jouir. Dans de tels milieux, le mot de Baudelaire demandant à un bourgeois quelle était celle de ses filles qu'il destinait à la prostitution ne scandaliserait pas. De même, pour les garçons, on pourrait demander quel est celui qu'on destine à la littérature, à la politique, au proxénétisme ou au cambriolage.

C'est le contraire, au reste, qui serait inexplicable. Où donc ces malheureux auraient-ils appris qu'il y a des principes de vie morale ? Pas à l'école laïque, certes ; pas dans les réunions électorales, pas dans leurs journaux. Partout, ils voient que l'argent mène tout. Il suffit d'en avoir assez pour faire marcher la police, la magistra-

ture, la presse et le gouvernement. Ils n'aspirent donc qu'à en avoir, — et par tous les moyens. Et les fils sont plus hardis que les pères, les filles plus que les mères. Quand ils savent encore assez dominer leurs appétits, ils comprennent bien qu'autre chose est de « faire une passe » de cinq francs et autre chose de se prostituer pour mille, de cambrioler pour s'emparer de quelques centaines de francs ou de faire des « affaires » pour voler des millions. Quand on est une fille ou un apache, on est du gibier de prison ; mais quand on est une « artiste » ou un financier, un journaliste, un politicien, on est du « monde ».

L'hypocrisie bourgeoise a établi de subtiles distinctions dans les moyens pour ne pas condamner le but, son but, — qui est l'argent. Cela ne pouvait durer. Les dirigeants seraient bien stupides s'ils s'imaginaient vraiment que le peuple sera toujours dupe. Je crois plutôt qu'ils espèrent que cela pourra durer autant qu'eux.

Et il faut, en effet, que cela dure. Non point pour l'agrément de prolonger le règne de l'argent ; mais pour donner le temps aux reconstructeurs de se reconnaître, de se coaliser et d'être prêts à réparer les désastres de la terrible débâcle qui s'annonce.

XVIII

LA RESPONSABILITÉ FAMILIALE

C'est pourquoi il importe de traiter spécialement cette nouvelle forme de criminalité juvénile, — beaucoup plus menaçante que les autres.

On a proposé le fouet. Je n'ai aucune prévention contre les punitions corporelles. Je crois même que, pour les malfaiteurs endurcis, elles seraient plus efficaces, moins absurdes, moins inhumaines au fond, que l'emprisonnement. Mais il s'agit, je le rappelle, d'atteindre le milieu dans lequel se forme le jeune délinquant d'occasion. Et pour l'atteindre, il faut rendre la famille responsable des délits et des crimes commis par ses membres de moins de vingt-cinq ans.

Ne l'est-elle pas réellement ?

Et j'entends bien que les peines appliquées aux personnes ayant formé le jeune délinquant, — pour les orphelins, cette responsabilité s'étendrait aux plus proches parents ou aux tuteurs, — que ces

peines, dis-je, ne consisteraient pas seulement en dommages-intérêts, en amendes, mais seraient presque aussi sévères que celles qui frappent l'auteur du crime.

Il en est ainsi en Chine, du moins il en était ainsi avant que les Chinois s'avisassent, à l'instar des Occidentaux, que chacun pouvait avoir des droits contre tous et contre tout.

Sans doute, notre constitution familiale est bien affaiblie; mais, précisément, cela pourrait contribuer à la fortifier, en réveillant le sens de la responsabilité familiale, non seulement chez les démoralisés, mais encore chez les indifférents et les faibles.

La seule objection d'ordre pratique est que nos maîtres n'ont pas intérêt à reconstituer la famille. Ce ne serait pourtant qu'une timide application, fort restreinte, des belles théories solidaristes de M. Léon Bourgeois. On peut être assuré, d'ailleurs, que ce jacobin n'ira pas jusque-là.

A défaut d'une opinion publique éclairée, le souci de la sécurité générale fera peut-être que l'on exigera cette mesure défensive quand ces crimes se multiplieront. Ce n'est pas la première fois que la peur ramènera au bon sens.

L'idée est lancée. Peut-être fera-t-elle son chemin. Peut-être la discutera-t-on. Elle va contre les préjugés révolutionnaires. Mais on y viendra.

Certes, il y a beaucoup plus à attendre d'une refonte des opinions et des mœurs que de n'importe quelle mesure coercitive. Mais on ne pro-

pose d'appliquer des pénalités sévères aux parents des jeunes criminels que comme expédient provisoire dans notre anarchie. Il faut se maintenir.

Notre société ne se maintient plus que par le gendarme. Ainsi l'ont voulu les jacobins. Il convient donc d'armer le gendarme.

XIX

AFFAMÉES, SURMENÉES, AVILIES

La misère est une défense de la société comme la douleur est une défense de l'organisme physiologique. La situation pitoyable de l'ouvrière tient au caractère anormal, morbide, dans une civilisation avancée, du travail féminin. Cette situation est tout ce qu'elle peut être. Elle ne pourra qu'empirer à mesure que le désordre social s'aggravera et que le nombre des femmes qui travaillent augmentera.

Au simple point de vue économique, les femmes ne sont employées que pour concurrencer l'homme, de même qu'elles sont concurrencées elles-mêmes par les enfants. Le travail de la femme provoque celui de l'enfant, — et ainsi se décèle, pour tout observateur attentif, cette monstruosité sociale.

L'ouvrière va même jusqu'à concurrencer la machine, et par là elle retarde les progrès techniques et mécaniques. Il est donc illusoire d'espérer que ces progrès nous remettront fatalement

dans la bonne voie de l'ordre, — comme il est erroné de soutenir qu'ils ont pu nous engager dans la mauvaise voie de l'anarchie individualiste, — parce qu'il a été signalé qu'en Amérique, dans certaines usines, la vitesse croissante des machines exigeait de plus en plus une dépense d'énergie nerveuse et musculaire que la femme ne peut faire régulièrement.

Ce qui rend irrémédiable l'atroce misère de l'ouvrière, c'est que la femme ne peut pas ne pas faire une concurrence acharnée à la femme. Sans doute, l'homme est en rivalité avec l'homme. Mais, dans une profession et une région données, l'étalon de vie des ouvriers est peu différent. Si médiocrement que ce soit, l'ouvrier doit vivre de son travail. La prétendue loi d'airain des salaires formulée par Lassalle s'applique à tout le moins pour le minimum. L'homme ne peut plus consentir à travailler dès que son salaire ne lui permet pas de vivre.

La femme le peut. En général, elle le pourra toujours. Et c'est terrible pour les ouvrières qui, exceptionnellement, ne le peuvent pas. Une enquête officielle a recueilli ces émouvantes paroles d'une ouvrière lingère de Rouen : « Le finissage est d'autant moins payé qu'il sert à masquer la prostitution en empêchant l'immatriculation à la police des mœurs. » La même enquête a établi que 31 p. 100 des ouvrières sont célibataires, 12 p. 100 veuves ou divorcées et 57 p. 100 mariées.

En France, il y a 250.000 veuves qui ont au

moins deux enfants, et le total de ces enfants atteint 675.000. De ces veuves, 70 p. 100 sont privées de ressources. Une société vraiment civilisée — à défaut de la famille — ne les laisserait pas dans le dénuement. Mais nous ne sommes qu'une barbarie d'argent, il faut donc que ces femmes travaillent pour se nourrir avec leurs enfants. Or, précisément, elles ne peuvent vivre de leur travail, parce que, sans direction morale et égarée par des sophismes métaphysiques, l'opinion publique tolère l'exploitation généralisée du travail des femmes, qui devrait rester exceptionnel.

Plus il y aura de femmes qui travailleront, plus âprement ces veuves et mères douloureuses seront concurrencées par celles qui ont d'autres ressources — claires ou troubles — que le travail.

En Allemagne, de 1895 à 1907, alors que, parmi les femmes salariées, le nombre des veuves ou divorcées augmentait de 3, 2 p. 100 seulement, celui des femmes célibataires s'accroissait de 24, 3 p. 100 et celui des femmes mariées de 56, 2 p. 100.

Ainsi, plus se généralise le travail féminin, c'est-à-dire plus il y a d'ouvrières qui ne cherchent ou peuvent accepter de ne chercher dans le travail qu'un salaire d'appoint, plus affreux est le sort des veuves ou des abandonnées sans autres moyens d'existence que leur aiguille, parce que vieilles, laides ou honnêtes.

Et les enquêtes de l'Office du travail nous montrent ce que peut être la situation de ces ouvrières.

Je n'en citerai que ces deux brèves monographies :

« N° 228. — Mme R... est âgée de 32 ans. Elle est veuve avec cinq enfants. Elle fait des devants de chemise en zéphir, tussor, coton, percale, toile, dont le piquage lui est payé de 30 à 40 centimes par cent de plis. Elle a du travail pendant huit mois de l'année, où elle travaille en moyenne dix heures et gagne 2 fr. 50. Son gain brut annuel est de 500 francs, réduit à 450, déduction faite des fournitures. Elle occupe un logement composé d'une pièce, une petite cuisine, une entrée sombre et des cabinets. Un lit unique; le soir, on met un matelas par terre. Le plus jeune enfant a 4 mois et l'aîné 10 ans. Mme R... dit que ses enfants, sauf les deux qui ont le repas de midi à la cantine scolaire, ne vivent que de soupe. Pour elle, son repas de midi se compose « d'un sou de frites et d'un sou de pain ». Elle reçoit de diverses institutions charitables environ 300 francs par an, en argent ou en nature.

« N°s 329 et 342. — Deux sœurs, âgées de 45 et 56 ans, vivent ensemble. La cadette fait des tabliers de femme de chambre (travail entièrement à la main); l'aînée, des tabliers de valet (à la machine). La durée du travail, pour la cadette, est de seize heures en pleine saison et de douze heures en travail courant; en morte-saison (deux mois environ), le chômage est presque complet. Elle est gênée dans son travail par une paralysie intestinale. Elle peut gagner 1 fr. 20 par jour en période normale. Elle estime qu'elle ne travaille guère que 250 jours par an, et son salaire net ressortit à 300 francs environ. La durée du travail pour l'aînée est de dix-neuf-heures en pleine saison, et de douze à quatorze heures en travail courant. En dix-neuf heures, elle peut faire deux douzaines et demie de tabliers sans poches, représentant un salaire brut de 2 fr. 50, soit une douzaine de tabliers à poches, salaire de 1 fr. 50. Le gain annuel brut est de 526 fr. 50; le gain net,

de 416 francs. Les deux sœurs disposent donc de 716 francs environ. Les dépenses de loyer absorbent 250 francs. Le chauffage représente 80 francs environ. Le solde, 386 francs, doit suffire aux dépenses de ménage; on voit donc que les deux sœurs peuvent disposer pour leur alimentation et leur entretien de 1 fr. 05 par jour. Elles vivent presque exclusivement de lait et n'en absorbent que de petites quantités. Leurs estomacs se sont habitués au régime de privations auquel les condamne leur budget, et elles ne pourraient plus supporter actuellement une alimentation normale, si leurs ressources la leur permettaient. »

Toutes les ouvrières n'ont pas cet héroïsme. Comment font les autres ?

Il y a ceci, d'abord. La femme qui n'a plus une fonction sociale précise, et donc qui n'est plus un élément social indispensable, se met à la merci du mâle, toujours porté à abuser de sa force pour contenter son goût de domination ou assouvir ses instincts lubriques et féroces. C'est ainsi que la femme, en voulant « affirmer sa personnalité », « s'affranchir des devoirs désuets », revient au plus ignominieux esclavage.

« Pour faire trois grosses de violettes de Parme à 0 fr. 60 l'une, écrit un ancien ministre du Travail, M. Lafferre, il faut être deux et travailler toute une journée. Pour gagner 7 francs par semaine, il faut se lever à six heures; pour en gagner 13, il faut se lever à quatre heures et se coucher à dix. Pour deux journées de travail, on gagne 1 fr. 40. « On ne peut pas gagner « sa vie toute seule », dit, avec résignation, l'une de ces ouvrières. »

Parlant de son gain de famine, une autre décla-

rera : « C'est trop peu pour vivre, c'est trop pour mourir de faim. »

Il y a des ouvrières qui se prostituent d'occasion, dans les périodes de chômage, parce qu'elles ont faim, ou le soir, après leur dur labeur, pour compléter leur salaire. Il en est qui ont à subir en souriant les paroles, les gestes, voire les actes libidineux des commis, du contremaître, du patron, parfois des clients, pour ne pas être renvoyées ou pour s'assurer de l'ouvrage assez rémunérateur. Il y a celles qui sont tenues de prendre un amant quelconque pour se faire payer leurs robes et leur loyer. Il y a enfin celles que les circonstances ne favorisent point et qui, lasses d'une vertu trop difficile, se laissent glisser jusqu'au fond...

Ce n'est donc pas seulement la promiscuité des ateliers, les sales contacts de la rue, le spectacle du vice luxueux, les amateurs d'aventures agréables, les pervertisseurs ou les trafiquants de chair à plaisir qui corrompent l'ouvrière, — c'est surtout que son salaire ne lui permet pas de vivre décemment.

Tout l'incline à se dévoyer et à s'avilir. « Ce qui caractérise la situation des femmes travaillant dans un atelier, avait déjà remarqué Jules Simon, c'est qu'elles souffrent par leurs vertus. Otez-leur les vertus de leur sexe et il n'y aura plus de motif pour les plaindre. » Eh bien ! si, il faut les plaindre encore, et plus profondément...

Il faut surtout réagir vigoureusement. Il faut dénoncer les sottises féministes. Ce sont les plus pernicieuses, et pour la femme surtout.

Il faut montrer à la jeune fille, à la femme mariée, à la mère de famille que leur travail salarié n'apporte pas plus de bien-être à la maison. Non seulement elles y risquent la santé, elles s'y gâtent le cœur, elles s'y abêtissent[1], elles s'y dénaturent; mais, en délaissant le ménage, elles rejettent l'homme au cabaret ou au bouge; en négligeant l'éducation des enfants, elles préparent des brutes, des dépravés et des apaches.

Ce n'est pas seulement la prostitution qui est en proportion avec le féminisme économique, c'est aussi l'alcoolisme, le malthusisme et toutes les formes d'infanticide, la mortalité infantile, toutes les maladies sociales, etc. On ne saurait contester, par exemple, que l'énorme mortalité des nouveau-nés, chez les ouvriers, est imputable, en majeure

1. Les ateliers féminins ne sont pas seulement des foyers de contamination morale, mais encore des fabriques d'imbéciles, d'hystériques et de folles. C'est là qu'on se passe les plus stupides feuilletons, écrits spécialement pour cette catégorie de lectrices, les journaux qui racontent avec le plus de détails, de commentaires et d'illustrations les scandales de mœurs et les crimes, ceux où l'on trouve des annonces d'entremetteuses et de sages-femmes avorteuses. C'est là que se propagent les superstitions nègres du spiritisme. A ce sujet, il y aurait une enquête bien curieuse à faire dans les ateliers de modes de Paris. Le lucratif commerce des tireuses de cartes ou d'horoscopes, des « voyantes », etc., qui a pris tant d'extension depuis quelques années, y trouve sa principale clientèle. Certaines sorcières passent dans les ateliers. La vente des gris-gris n'y obtient pas moins de succès que dans le centre de l'Afrique. Aussi le plus indulgent des observateurs, surprenant par hasard un babillage de midinettes, ne laisse pas d'être effaré par la perversité inconsciente et l'insondable bêtise qu'il découvre...

partie, au travail de la femme avant, pendant et trop tôt après la grossesse.

Même matériellement, le gain de l'ouvrière ne compense pas les pertes que son absence fait subir à la maison familiale. Toute bonne ménagère ou mère de famille sait cela, d'expérience ou d'intuition. De plus la sous-concurrence ouvrière de la femme fait baisser réellement le salaire de l'homme et prolonge les chômages plus fréquents, — non par excès de production, mais, au contraire, par déficit, en mettant obstacle au perfectionnement technique et au développement du machinisme.

CHAPITRE II

LE POUVOIR MORAL DES FEMMES

I

LE FÉMINISME SPONTANÉ

« L'office fondamental, dit Comte, à la fois privé et public, assigné à la femme dans le régime positif, ne constitue, à tous égards, qu'un vaste développement systématique de sa propre nature. »

Les divagations métaphysiques et les insanités individualistes du féminisme ne parviennent assez souvent qu'à dévoyer le sentiment social. Certaines émancipées ne prétendent aux fonctions masculines que parce qu'elles espèrent mieux employer ainsi leur activité, leur intelligence et leur zèle au bien public.

On ne saurait, d'ailleurs, par là, afficher plus brutalement un plus profond mépris pour la femme en général, pour ce qu'elle fut, pour ce qu'elle est

encore, heureusement, pour ce que, dans l'ensemble, elle ne peut ne pas être. Ces féministes non entièrement dénaturées ont-elles encore assez de bon sens pour comprendre que, si vraiment elles s'élevaient en occupant les places qu'elles ambitionnent, ce serait pour abaisser la majorité des femmes qui ne peuvent suivre leur exemple ?

Avec l'enseignement d'État, la diplômanie qui en est le moyen et le sinécurisme qui en est le but, on a confondu le gavage mnémonique avec l'instruction et le savoir avec l'intelligence, en attribuant au simulacre de celle-ci une prééminence que, même réelle, elle ne doit jamais avoir.

Et le paysan, l'ouvrier ont voulu être patrons, commerçants, fonctionnaires, artistes, littérateurs, politiciens, apaches, — tout plutôt que de produire utilement. Un rond-de-cuir abêti par l'inaction, qui perçoit 150 francs par mois sur un budget de 5 milliards, ne se croit-il et n'est-il pas considéré comme très supérieur à un ouvrier qui gagne 10 francs par jour et qui, de plus, les produit ?

Le suffrage universel a beaucoup contribué à répandre les sots préjugés des classes moyennes, — et d'autant plus que son mécanisme ne fonctionne qu'en les satisfaisant.

On proclame que chaque citoyen est roi. Eh bien ! on ne peut attendre de ces rois, outre l'exercice de leur souveraineté électorale, que, de leurs mains augustes, ils sèment du blé, bâtissent des maisons, enfournent le pain, — sinon en amateurs, à la manière du serrurier Louis XVI.

Il n'y a plus de classes sociales, a-t-on dit, — et l'on voudrait que, socialement, il n'y eût plus de sexes. C'est reconnaître qu'il n'y a plus de fonctions sociales, et donc plus de société. Pas de fonctions sans organes appropriés et pas d'organisme social sans fonctions différenciées.

Aussi, maintenant, ce n'est pas celui qui produit le mieux qu'on honore ; mais celui qui consomme et gaspille le plus. Dans l'anarchie, c'est le parasite qui règne. En France, jamais le travail manuel — et donc le prolétariat — n'a été aussi méprisé en fait. C'est le résultat le plus certain de la démocratie individualiste.

Que les féministes étendent notre désagrégation sociale jusqu'à ce qui reste de la famille, et c'est au préjudice de la vraie femme, l'épouse, la mère, la ménagère, que tout le parasitisme féminin, — bas bleus, belles madames, cabotines et courtisanes, — s'épanouira. Cela commence. Et c'est le résultat le plus certain du féminisme spontané.

II

LES CHIMÈRES FÉMINISTES

Si l'on exige que prolétaires et intellectuels restent pauvres et ne participent aucunement, — même par le vote, — au gouvernement politique et économique, ce n'est point pour asservir et avilir la pensée et l'activité, mais, au contraire, pour les libérer et les honorer.

La vénalité de la pensée n'est pas moins honteuse que celle du sentiment. Elle est aussi dégradante. La pédantocratie académique et universitaire et le mercantilisme littéraire ont fait perdre à l'intelligence toute l'influence qu'elle pouvait et qu'elle devait avoir. Ces bonnes filles de gens de lettres ne font aucune difficulté, quand on y met le prix, pour la livrer aux proxénètes de la librairie. La propriété littéraire en a fait une prostituée qu'on peut envier pour son luxe, admirer pour sa beauté ; mais qu'on ne saurait estimer ni aimer.

Sans la pousser au pinacle, il faut que l'intelligence reprenne sa place, — qui n'est pas dans les

mauvais lieux où tout s'achète. Mais elle ne la reprendra qu'avec son indépendance et sa dignité, c'est-à-dire le désintéressement, la modestie et la pauvreté.

Toute puissance temporelle, — de la richesse ou du commandement, — la corrompt. Elle ne doit être que le ministre du cœur pour contenir, régler et guider les forces matérielles. Car celles-ci tendent naturellement, comme nous n'avons que trop l'occasion de le constater dans notre anarchie (d'abord spirituelle, ne l'oublions pas) à opprimer et à corrompre. Aussi les forces matérielles ne sont-elles point trop développées, ni mal attribuées ou réparties, comme l'imaginent les socialistes et les féministes : ce sont les forces spirituelles et donc modératrices que nous avons à reconstituer.

Quand l'intelligence obéissant au cœur, et non plus à l'argent et au gouvernement, saura susciter l'approbation ou la réprobation de l'opinion publique, que le prolétariat, au besoin, appuiera du boycottage, aucune force sociale ne pourra être malfaisante.

C'est pourquoi il faut se préoccuper de régler l'emploi de ces forces, — non d'en changer les détenteurs. C'est pourquoi il faudrait que la richesse et le commandement fussent concentrés, nominaux et responsables, afin d'avoir la possibilité d'assumer de plus grands devoirs et plus de force positive à consacrer au service social, en même temps que moins de force négative à opposer, par la dispersion, l'anonymat, l'irresponsabilité, à l'inspiration philosophique, à l'aspiration prolétarienne

et à l'affection féminine. En tout, on ne s'appuie que sur ce qui est durable, stable et résistant.

Ce n'est donc point pour diminuer socialement la femme, restreindre son influence, l'écarter de l'universelle coopération qu'on tient à l'affranchir de toute obligation matérielle extérieure, de toute responsabilité politique et économique. Au contraire. C'est pour la vouer plus magnifiquement au rôle éminent pour lequel elle est le mieux faite et qu'elle seule peut remplir.

Le principe même de la séparation des pouvoirs temporel et spirituel, qui domine toute la politique positive, interdit au pouvoir modérateur toute participation au pouvoir coercitif.

Plus encore que les philosophes, les femmes doivent donc s'abstenir des affaires pratiques.

« Car la délicatesse du sentiment, dit Auguste Comte, qui constitue leur mérite essentiel et la source de leur véritable ascendant, est encore plus altérable par la vie active que la netteté et la généralité des principes théoriques. L'exercice de l'autorité pratique ne peut se concilier avec l'essor habituel de l'esprit d'ensemble, parce qu'il préoccupe l'intelligence de questions spéciales. Mais il nuit beaucoup plus à la pureté des affections, en développant les impulsions égoïstes. Ce danger serait d'autant moins évitable pour les femmes, que leur âme éminemment tendre manque ordinairement d'énergie, de manière à ne pouvoir lutter assez contre les influences corruptrices. »

Elles manquent d'ailes, les chimères féministes. Dégagées de leur phraséologie, elles apparaissent vulgaires, niaises, grossières, antiféminines surtout.

C'est la puissance matérielle, et elle seule, qu'on envisage, qu'on sollicite et dont on veut disposer. Il semble qu'il n'y en ait plus d'autre, qu'on ne se sente plus capable d'obéir à des raisons, à des devoirs, et même de s'oublier dans une étreinte...

Sans doute, on se targue d'intellectualisme. Mais, quand on parle de science, il ne s'agit que de cette science brevetée, avec garantie du gouvernement, qui est un titre à faire valoir. S'il est question de pensée, d'art, ce n'est que de ce qui s'en peut monnayer.

En réalité, on ne demande rien au cœur non plus qu'à l'esprit. On n'attend rien que de la contrainte brutale, par l'argent, le policier et le revolver, ou de la contrainte légale. En réclamant des mesures législatives, auxquelles elles prêtent, avec une candeur extrême, la vertu des miracles, les féministes proclament en fait la déchéance féminine. C'est une véritable abdication. Le moyen âge sanctifiait la femme en élevant des autels à la Vierge Marie; nos féministes nous font agenouiller devant la basoche. Des cours d'amour aux tribunaux, ce n'est pas un progrès.

C'est une négation inconsciente de tout ce que la civilisation — si elle a un sens — tend à réaliser de plus en plus : la prédominance de la persuasion sur la contrainte, la subordination morale du temporel au spirituel.

III

LA MISSION DES FEMMES

Auguste Comte a pu dire :

« La femme nous pousse vers l'avenir, tandis que le sacerdoce nous subordonne au passé, la masse active ayant pour domaine le présent. »

En annonçant cette harmonie finale du sentiment, de l'intelligence et de l'activité, « reliant la population objective aux deux populations subjectives », c'est-à-dire les vivants aux morts et à la postérité, ce maître indiquait l'influence capitale que la femme peut exercer. Toute morale, certes. Mais c'est pourquoi elle peut être si grande, — et toujours grandir.

« Organes spontanés du sentiment qui seul préside à l'unité humaine, dit Comte, les femmes constituent l'élément le plus direct et le plus pur du pouvoir modérateur, destiné à moraliser de plus en plus l'empire nécessaire de la force matérielle. A ce titre elles sont chargées, d'abord comme mères, puis comme épouses,

de l'éducation morale de l'Humanité. De là résulte leur existence de plus en plus domestique, et leur participation de plus en plus complète à l'instruction générale afin que leur situation tende toujours à mieux développer leur vocation. »

Restant au foyer, qui est leur sanctuaire, les femmes auront une influence publique considérable. A toutes les classes, elles rappelleront toujours « la prépondérance fondamentale du sentiment sur la raison et sur l'activité ». Elles combattront donc chez les prolétaires l'abus de l'énergie et chez les philosophes l'abus du raisonnement.

Reprenons Auguste Comte :

« Tendant partout à faire justement prévaloir l'influence morale, le sexe affectif réprouve spécialement les brutalités collectives : il suppporte encore moins le joug du nombre que celui de la richesse. »

Avis aux suffragettes.

Quand les foyers se reconstitueront, on s'apercevra de la stupidité et de la misère de l'existence fiévreuse, toute d'apparat, d'une foule hallucinée qui se bouscule dans les rues, les casinos, les théâtres, les cafés, à la poursuite du décevant plaisir... On goûtera le charme de la vie familiale. La sociabilité s'affinera. Et la femme sera toujours appelée à présider discrètement ces lieux de réunion, ces salons, pour y faire prévaloir une douce discipline morale.

« Un avis indirect, mais opportun et affectueux, dit A. Comte, y détournera souvent le philosophe d'une

ambition fourvoyée ou d'une orgueilleuse divagation. Les cœurs prolétaires s'y purifieront habituellement des germes renaissants de violence ou d'envie, sous une irrésistible sollicitude dont ils apprécieront la sainteté. D'après une délicate répartition de l'éloge et du blâme les mieux appréciés, les grands et les riches viendront y sentir sincèrement que toutes les supériorités quelconques sont moralement destinées au service continu des infériorités. »

L'opinion commune formulée par les philosophes et proclamée par les prolétaires n'aura toute son efficacité qu'après l'indispensable consécration féminine.

Sous le régime positif qu'exige notre régénération intellectuelle et morale comme notre réorganisation politique et sociale, les femmes deviendront les prêtresses spontanées de l'Humanité. Car « leur office consiste surtout à cultiver directement le principe affectif de l'unité humaine, dont elles offrent spécialement la plus pure personnification. » Et Comte ajoute :

« Supérieures par l'amour, mieux disposées à toujours subordonner au sentiment l'intelligence et l'activité, les femmes constituent spontanément des êtres intermédiaires entre l'Humanité et les hommes. Telle est leur sublime destination aux yeux de la religion démontrée. Le Grand-Être leur confie spécialement sa providence morale, pour entretenir la culture directe et continue de l'affection universelle, au milieu des tendances, théoriques et pratiques, qui nous en détournent sans cesse. »

IV

LA FAMILLE ÉDUCATRICE

Avec l'esprit positif, dont la principale conception est « l'homme pensant sous l'inspiration de la femme, pour faire toujours concourir la synthèse et la sympathie, afin de régulariser la synergie », la famille est donc essentiellement destinée « à développer l'action de la femme sur l'homme ».

Et c'est précisément parce que le féminisme a pour conséquence directe d'affaiblir et même d'annihiler cette action qu'on ne saurait, à un degré quelconque, être féministe. Comme pour la liberté de l'enseignement, la séparation du spirituel et du temporel, le parlementarisme, le divorce, etc., — nous avons là une excellente pierre de touche pour reconnaître le véritable esprit positif.

La famille est la cellule sociale, et parce qu'elle est elle-même une société en réduction. Ce fut d'ailleurs la première société. La plupart des hommes ne peuvent comprendre l'ensemble social.

« C'est donc exclusivement dans la vie domestique, dit Comte, que l'homme doit chercher habituellement le plein et libre essor de ses affections sociales, et c'est peut-être à ce titre spécial qu'elle constitue le mieux une indispensable préparation à la vie sociale proprement dite : car la concentration est aussi nécessaire aux sentiments que les généralisations aux pensées. »

Quand M. Paul Bourget nous dit que « fortifier le groupe familial, c'est fortifier l'individu », il entend sans doute que c'est dans la famille que l'individu apprend le mieux à s'oublier et à obéir. Et il n'est pas de meilleur exercice pour le caractère.

Dans notre particularisme exacerbé, il suffit d'une circonstance quelconque pour désagréger et disperser une famille qui n'est fortement constituée qur par l'intelligence, la volonté, la droiture de son chef. La famille Mélouga, dont l'école de Le Play nous a donné une monographie, en offre un exemple saisissant. Que surgisse un chef moins doué, et tout est perdu à jamais. Il ne suffit donc pas de se replier sur la vie privée. Une famille n'est vraiment forte que si elle est assurée de sa continuité, si elle se relie aux autres familles, si elle est dans un milieu vital, dans une atmosphère d'ordre.

Les lois qui président à l'équilibre et au développement de la société s'appliquent donc exactement, toutes choses égales, à la famille, à son harmonie et à sa prospérité. Ainsi les conditions de l'ordre organique dans le groupe familial sont les mêmes que dans l'ensemble social.

Il y faut un gouvernement. Et spirituel, et temporel. « Entre deux êtres seulement, que relie spontanément une profonde affection mutuelle, aucune harmonie ne saurait persister que si l'un commande et l'autre obéit. » La femme, on l'a dit, représente, dans la famille, le pouvoir moral.

« Si la constitution domestique se réduit à systématiser l'influence de la femme sur l'homme, dit Auguste Comte, on peut dire également que la constitution politique consiste surtout à régler l'action du pouvoir intellectuel sur la puissance matérielle. »

Ici l'intelligence, là le sentiment concourent plus spécialement à diriger l'activité. « Toute consistance est interdite aux sentiments qui ne sont point assistés par des convictions », ajoute Comte.

La femme devrait être assistée, dans son office moral, par les vieillards. Si, trop souvent, ceux-ci sont, dans la famille, des agents de discorde et, par là, justifient parfois les brocards dont on accable les beaux-parents, il faut l'attribuer à la superstition générale sur la seule puissance des forces matérielles, qui deviennent ainsi le but de tous, même de ceux qui sont le moins aptes à les employer. Ainsi, au lieu d'exercer leur véritable influence, discrètement, par les conseils de leur expérience, leur prestige, une affectueuse tendresse pour les petits-enfants, les vieillards prétendent encore, eux aussi, aux pouvoirs de la richesse et du commandement. Leur égoïsme s'exagère avec leur mauvaise humeur, et ils se rendent bientôt insup-

portables. C'est leur exil qui s'ensuit, une triste solitude ou la désunion du ménage.

La famille sera d'autant plus forte que les fonctions seront plus différenciées ; elle sera d'autant mieux ordonnée que l'unité de direction, la continuité du groupe, la responsabilité du chef seront plus complètement réalisées ; elle sera d'autant plus libre et paisible, l'indépendance et le concours seront d'autant mieux garantis (ce qui est l'objet principal de toute politique) que les deux pouvoirs temporel et spirituel seront plus nettement séparés ; enfin elle sera d'autant plus heureuse que sa sécurité sera mieux assurée dans l'ordre général auquel son ordre particulier contribue, sa solidarité plus efficace, son harmonie plus parfaite.

V

L'UNION MONOGAMIQUE

« Ce n'est que par l'assurance d'une inaltérable perpétuité, dit Comte, que les liens intimes peuvent acquérir la consistance et la plénitude indispensables à leur efficacité morale. »

Le couple fonde la famille, et par là il est, ajoute Comte, « la première base indispensable de l'amour universel, but définitif de notre éducation morale ».

Il ne saurait donc atteindre son but essentiel, qui est le perfectionnement moral réciproque de l'homme et de la femme, surtout de l'homme par la femme, qu'en étant à la fois exclusif et indissoluble.

« Aucune intimité ne peut être profonde sans concentration et sans perpétuité, dit Comte; car la seule idée du changement y provoque. Entre deux êtres aussi divers que l'homme et la femme, est-ce trop de notre courte vie pour se bien connaître et s'aimer dignement ? »

Comparant le mariage à l'ordination, Mgr Lacroix, en bénissant l'union de deux jeunes époux, prononçait ces paroles qu'il convient de mettre en regard de celles d'Auguste Comte :

«...Étonnez-vous, après cela, mes bien chers frères, qu'un contrat si décisif et dont l'objet est si gros de conséquences, non seulement pour les contractants, mais encore pour tous les êtres qui seront les fils de leur chair et de leur âme, étonnez-vous, dis-je, qu'un tel contrat soit irrévocable et qu'il soit soustrait à toutes les vicissitudes des événements, à tous les caprices de la passion et de l'humeur ! Étonnez-vous que l'Église dise aux mariés comme aux prêtres : « Rien ne vous « force à embrasser ce genre de vie, cette carrière qui « vous attire. Mais une fois votre résolution prise, c'est « à la vie et à la mort ! »

« Qu'on n'objecte pas que c'est là une doctrine trop dure et trop austère; qu'on ne s'en prenne pas non plus à ce qu'on appelle l'intransigeance de l'Église, puisque aussi bien l'irrévocabilité du contrat matrimonial est la plus haute garantie, le suprême rempart de la dignité des foyers et du bonheur des familles.

« N'en doutez pas; quand le don entre époux a été total et définitif, qu'il n'y a eu, de part et d'autre, ni réticence ni réserve et que toute velléité de revenir en arrière est comme barrée par la sainteté de la parole donnée, l'homme porte plus allègrement les responsabilités attachées à son titre de chef de famille; la femme puise, dans la sécurité même de son sort, plus de vaillance pour suffire à toutes les tâches domestiques; et les enfants, — ces chers petits êtres dont il n'est pas inopportun d'évoquer les douces et charmantes figures en un jour comme celui-ci, — échappent aux douloureuses aventures, aux déchirements tragiques et poignants qui dévastent tant de ménages désunis; joyeux et confiants, ils grandissent sous la tutelle de deux cœurs qui, jusqu'à leur dernier battement de

vie, resteront rivés l'un à l'autre par un indestructible amour. »

Le positivisme se rencontre donc avec le catholicisme pour condamner la barbare, la rétrograde loi du divorce.

La monogamie, c'est-à-dire l'union exclusive et indissoluble, est une des dernières conquêtes de la civilisation, et la plus précieuse. C'est pourquoi elle est si peu assurée encore.

M. Berthélemy a dit un jour :

« L'union libre est seule pratiquée dans le monde romain. Gardez-vous bien de confondre les rites religieux et nullement indispensables à l'existence des *justæ nuptiæ*, la *conferreatio*, la *seductio in domum*, la *coemptio*, avec les conditions juridiques du mariage. Il n'y a pas d'autres conditions juridiques du mariage romain que celles que la nature impose : la puberté, la nubilité, la volonté de se prendre pour mari et femme. Qu'un Romain et une Romaine vivent ensemble, on les tient pour mariés s'ils sont de même situation sociale. »

Ainsi, les justes noces n'étaient que l'union libre sérieuse entre gens de mêmes conditions. Autrement, même si l'union est durable, il n'y a plus que le *concubinatus*. Même là, d'ailleurs, il faut un engagement tacite de vivre ensemble à perpétuité.

M. Berthélemy ajoutait :

« L'Église chrétienne n'a pas rejeté le régime de l'union libre, c'est-à-dire formée par seul consentement, sans officier public, sans prêtre, sans témoin. Sans doute, elle a fait du mariage un sacrement; mais ce sacrement

n'exige l'intervention d'aucun ministre; — ou, pour parler plus exactement la langue des théologiens, dans ce sacrement, chaque époux sert de ministre à l'autre. C'est très tard, seulement à la fin du seizième siècle, que la présence du prêtre sera indispensable à la validité du mariage. »

En prescrivant que la présence du prêtre est indispensable, le Concile de Trente (1563) et l'ordonnance de Blois (1579) proclamèrent que le mariage est un acte social qui intéresse la société tout entière et auquel celle-ci donne sa consécration. C'était instituer définitivement la monogamie.

VI

LA RÉGRESSION PAR LE DIVORCE

Sans doute, le caractère toujours relativiste des principes positifs nous fait admettre que le lien conjugal peut être rompu; mais exceptionnellement. D'ailleurs, l'Église aussi ne s'oppose pas à la séparation de corps et de biens et elle prononce même, dans certains cas, l'annulation du mariage.

Un de nos magistrats parisiens qui prononcent les divorces à tour de bras, M. Fabry, a pu dire :

« J'ai vu dernièrement le cas d'une jeune Bretonne de condition modeste qui, restée vierge après plusieurs années de mariage, a obtenu à Rome, des juridictions ecclésiastiques, l'annulation de son mariage religieux, alors que sa demande de divorce a été rejetée par nos tribunaux. »

Cela ne démontre pas, du reste, comme le croyait M. Fabry, que notre magistrature soit très sévère sur ce chapitre; mais seulement qu'elle

n'est pas ennemie de la fantaisie et de l'incohérence.

La rupture du lien conjugal ne devrait être prononcée qu'en un seul cas : une peine infamante entraînant la mort sociale d'un des époux.

« La religion positive impose alors à l'innocent, dit A. Comte, une chasteté compatible d'ailleurs avec la plus profonde tendresse. Si cette condition lui semble rigoureuse, il doit l'accepter d'abord en vue de l'ordre général, puis comme une juste conséquence de son erreur primitive. »

Toutes les prétendues réformes qu'inspire la métaphysique individualiste consistent surtout à préserver l'individu des conséquences de ses fautes sociales. Et donc les fautes se multiplient, les conséquences s'aggravent, l'individu devient de moins en moins apte à se conduire lui-même...

Pour la dignité de la femme et de l'homme, pour le bonheur des enfants, il ne faut pas que l'idée d'un changement possible dans l'union conjugale puisse y provoquer en réveillant la lubricité du mâle, en surexcitant la nervosité de la femme, en livrant la faiblesse humaine à toutes les suggestions de la lâcheté ou de l'instinct, en ne contenant plus aucun réflexe, en ne retenant plus aucune impulsion égoïste. Sinon nous n'avons plus le mariage, mais une rapide rétrogradation vers l'ancienne union libre, le concubinage et la promiscuité grégaire de l'homme des cavernes.

Dans notre civilisation, nous sommes comme les passagers sur le *Titanic*. L'éclat du luxe nous

dissimule les dangers qui nous menacent de toutes parts. Il ne faudrait même pas un iceberg ou une émeute pour nous faire sombrer dans la pire barbarie.

Et pourtant, depuis cent cinquante ans, l'histoire ne nous a pas ménagé ses avertissements.

Il convient, à tout le moins, d'en rappeler un. Le divorce ayant été admis par la loi de 1792 et de l'an II, on vit un divorce pour trois mariages en 1793 et un pour deux en 1794. Le mariage n'allait plus être qu'un simulacre ridicule. Malgré l'épanouissement de la métaphysique révolutionnaire, il fallut bien enrayer. Le Code civil s'y employa. Mais ce n'est que lorsque la France parut revenir au bon sens que le grand politique de Bonald put faire abolir complètement, le 8 mai 1816, la loi pernicieuse du divorce.

Étant un ferment de dissolution, le divorce ne peut se contenir dans certaines limites. Il faut le supprimer, aller jusqu'à la monogamie parfaite, ou accepter de revenir à la promiscuité primitive. La polygamie, ou plus exactement la polygynie orientale, serait socialement un moindre recul ; mais elle suppose l'esclavage de la femme.

Les statistiques du divorce dénoncent l'effrayante rapidité de notre rétrogradation.

Rétabli par la loi du 27 juillet 1884, le divorce était d'abord assez difficile. Il l'est de moins en moins. Aussi y avait-il 5.000 divorces en 1886, 7.000 en 1896, 10.000 en 1905, près de 14.000 en 1913. Et cet accroissement porte sur les divorces prononcés pour sévices et injures graves ou adul-

tères. Ceux qui sont prononcés pour condamnation à une peine infamante restent peu nombreux, 250 à 350 en moyenne.

Il va sans dire que nos divorcés s'empressent de se remarier, et souvent pour redivorcer. Ce que deviennent les enfants dans ces chassés-croisés cyniques, ce qu'est le foyer, ce que sont les mœurs, notre littérature, notre théâtre, et, plus brutalement encore, nos tribunaux nous le révèlent assez.

Avec le divorce, cette désagrégation de la famille, qui détermine celle de la société tout entière, est inéluctable, parce que les désordres qu'il provoque nécessairement ne peuvent être atténués momentanément qu'en facilitant de plus en plus la rupture des faibles liens qui subsistent encore et qui n'ont été contractés, avec tant de légèreté d'ailleurs, qu'en vue d'une rupture possible. Avec le divorce, ce sont les mauvais mariages qui deviennent la règle.

Les journaux nous apprenaient dernièrement qu'un jeune homme de Los-Angeles (Californie) venait d'épouser une jeune fille avec l'engagement réciproque suivant :

« Le mari et la femme réservent respectivement leur droit de propriété ;

« Le mari reconnaît n'avoir aucun droit de contrôle sur sa femme. La femme reconnaît n'avoir aucun droit de contrôle sur son mari ;

« Si le mariage est stérile, l'un ou l'autre des contractants pourra s'estimer libre et se remarier ;

« Tout lien conjugal cessera d'exister le jour où l'amour d'un des époux pour l'autre aura disparu. »

Il faut ajouter que M. Carlon Washburne avait fait connaissance de Miss Hélène Chandler le 5 septembre, qu'ils s'étaient fiancés le 6 et qu'ils se mariaient le 15.

Dans ces conditions il était assez naturel qu'ils prissent quelques précautions et qu'ils s'assurassent même contre l'entôlage avant de coucher ensemble[1]. Mais, après avoir pris ce plaisir, ils paraissent bien décidés à ne se rien passer l'un à l'autre. Aussi, les journaux qui savent et qui disent tout ne manqueront point de publier que M. et Mme Carlon Washburne se sont disputés le 5 octobre, qu'ils ont échangé quelques balles de revolver le 6 et qu'ils ont obtenu leur divorce le 15.

1. Au fond, c'est la seule précaution qu'on prenne. Il semble que l'argent l'emporte sur tout. Déjà les Goncourt pouvaient écrire en 1859 : « Tous les mariages aujourd'hui se font sous le régime dotal. Les parents veulent bien livrer au mari, le corps, la santé, le bonheur d'une fille, enfin toute sa femme — sauf sa fortune. » Ce serait un bien, d'ailleurs, si cela ne décelait pas la pauvreté des âmes et pouvait nous amener à la suppression du pernicieux usage des dots.

VII

LA RESPONSABILITÉ DES ACTES SOCIAUX

Le mariage est l'acte le plus important de la vie. On n'atténue les responsabilités des actes sociaux qu'en aggravant les désordres. Ici, l'homme et la femme doivent savoir d'abord que, le mariage étant indissoluble, rien ne pourra les préserver des funestes conséquences du mauvais choix que la légèreté, la sottise romanesque, la vanité, la luxure, la cupidité, etc., ont inspiré.

Cette responsabilité pèse surtout sur la femme, parce qu'elle est faible, parce qu'elle sera mère, parce que c'est elle qui doit choisir. Et cela devient une partie de sa fonction sociale, non la moindre, de se faire mériter et de susciter ainsi une noble émulation.

Il faut donc se préparer dignement au mariage. Il faut que, dans de longues fiançailles, les futurs conjoints apprennent à se connaître. Si la rupture doit se faire, c'est avant et non après. Aussi le mariage ne sera ni trop précoce ni trop tardif, —

environ 28 ans pour l'homme et 21 pour la femme.

Quelques impatients souffriront de ces lenteurs et de ces difficultés, quelques exaltés iront peut-être jusqu'au suicide ou au crime, — il n'importe, car ces souffrances, ces suicides, ces crimes sont bien plus nombreux dans le désordre.

Le mariage doit unir exclusivement et indissolublement deux êtres humains, non deux bourses ou deux corps, mais deux âmes. La mort elle-même ne saurait rompre ce lien sacré. Et ici, il convient de dépasser le catholicisme en préconisant l'engagement mutuel du veuvage éternel et la communauté de cercueil. C'est la suite naturelle de l'unité de lien.

« Le veuvage volontaire offre, à l'esprit et au corps autant qu'au cœur, dit Auguste Comte, tous les avantages essentiels de la chasteté, sans exposer aux graves dangers moraux du célibat. Cette éternelle adoration d'une mémoire que la mort rend plus touchante et plus fixe permet à toute grande âme, surtout philosophique, de se mieux vouer au service actif de l'Humanité, en y utilisant la précieuse réaction publique d'une digne affection privée. Ainsi le vrai bonheur individuel concourt avec le bien commun pour prescrire un tel devoir à tous ceux qui apprécient sainement l'un et l'autre. »

Cette constance posthume est encore pratiquée spontanément par beaucoup de femmes. On sait qu'il y a moins de veuves qui se remarient que de veufs.

Pour mieux assurer la maturité d'un tel engagement, il ne devra être reçu que trois mois après

la célébration civique qui permet au nouveau couple une entière intimité. Il comporte donc de chastes préliminaires.

« Un mois avant la cérémonie municipale, dit Comte, les fiancés promettent solennellement de conserver une parfaite chasteté pendant ce préambule trimestriel de la consécration religieuse. Sans une telle épreuve, chacun d'eux ne pourrait suffisamment garantir sa propre résolution, ni compter assez sur celle de l'autre. Le lien conjugal se trouve dignement inauguré par ce noviciat décisif, qui, malgré la liberté légale, montre les deux époux se préparant au mariage subjectif en goûtant, dans toute sa pureté, la fusion des âmes. »

VIII

PAR L'AMOUR

En concevant la famille comme destinée à assurer et étendre l'action de la femme sur l'homme, le mariage devient la principale source du perfectionnement moral et, par suite, « la base essentielle du vrai bonheur humain, tant public que privé ».

Mais l'action de la femme sur l'homme ne peut s'exercer que par l'affection.

C'est dans la famille que la tendresse et la pureté de la femme se gardent et se développent, c'est par la famille que ces vertus féminines sont efficaces. « Tel est donc le vrai sens général de la progression humaine, dit Comte : rendre la vie féminine de plus en plus domestique, et la dégager de plus en plus de tout travail extérieur, afin de mieux assurer sa destination affective. »

C'est en écartant toute rivalité et concurrence que se peut réaliser complètement l'amitié dans

l'union des deux sexes, — et elle ne se réalise que là et par là.

Comme tout homme assume dans la famille dont il est le chef les charges du pouvoir temporel, et d'abord celle de pourvoir à la subsistance des siens et de défendre le foyer et la patrie, toute femme doit exercer le pouvoir moral, à tout le moins dans ce cercle restreint. Si elle en accepte les devoirs, elle s'assurera toutes les douces prérogatives auxquelles elle tient si justement quand les sophismes et la corruption des mœurs n'ont pas dénaturé son esprit et son cœur.

« S'il n'y avait qu'à aimer, fait remarquer Auguste Comte, la femme régnerait ; mais il faut agir et penser, pour lutter contre les rigueurs de notre vraie destinée ; dès lors, l'homme doit commander, malgré sa moindre moralité. Dans toute grande opération, le succès dépend plus de l'énergie et du talent que du zèle, quoique cette troisième condition réagisse beaucoup sur les deux autres. »

Et ce maître incomparable de la politique et de la sociologie ajoute en parlant des femmes :

« En aucun genre, ni la direction, ni l'exécution ne leur conviennent ; elles sont essentiellement réservées pour la consultation et la modification. »

C'est-à-dire, entendons-le bien, pour la fonction spirituelle, de plus en plus prééminente.

Il est malheureusement trop vrai, comme le soutiennent les féministes, que certaines femmes parviennent à se débarrasser assez facilement, soit

par une douloureuse nécessité qui est la honte de notre prétendue civilisation, soit par orgueil ou vice, des deux qualités caractéristiques de leur sexe : la pureté et la tendresse. Mais ce ne sont plus alors que des monstres sociaux. Même avec beaucoup d'intelligence et d'énergie, elles ne peuvent que faire leur malheur et celui des autres. Leur caractère ne leur inspirera jamais « qu'une vaine insurrection contre toute autorité réelle », et leur esprit ne s'occupera « qu'à forger des sophismes subversifs, comme notre anarchie le montre trop souvent ».

Dans la famille comme dans la société, il n'y a pas à rechercher celui qui est particulièrement plus apte à commander. Car chacun a la prétention d'être celui-là. C'est ainsi qu'aujourd'hui tout le monde veut commander et personne ne consent à obéir. Il faut une autorité qui ne se remette pas en question à chaque intérêt heurté, à chaque amour-propre froissé, à chaque caprice contrarié. Il faut une règle générale déterminant, une fois pour toutes et pour l'ensemble, qui doit aller à gauche et qui doit aller à droite, qui doit commander et qui doit obéir. Il faut, d'ailleurs, que le commandement comporte assez de devoirs pour qu'on préfère obéir, et pour qu'on se sente aussi utile socialement, aussi grand à obéir dignement, même à celui qu'on peut juger, à tort ou à raison, son inférieur. « Il est plus sûr d'obéir que de commander », dit *l'Imitation*.

Mais si le mari est une brute ? — On ne confie pas sa vie, celle de ses enfants à une brute.

Une jeune fille ne doit épouser que celui à qui il lui est agréable d'obéir, et ce sera précisément celui sur lequel sa tendresse pourra avoir le plus d'influence. Si, au moment des fiançailles, de basses considérations de situations, de fortune, ou autres, lui ont fait passer sur les vices d'une nature grossière, si elle ne connaissait pas assez l'être avec lequel elle se liait à jamais, la société ne saurait intervenir. Ce sont là des fautes individuelles graves qu'il faut payer durement pour qu'elles ne se multiplient point.

Si la femme a choisi celui sur lequel sa tendresse peut agir, son influence sera d'autant plus profonde sur son mari, sur ses enfants, dans son entourage, qu'elle sera plus complètement dégagée de toute responsabilité matérielle.

Et d'abord sa facile soumission maintiendra l'ordre dans la famille en donnant aux enfants l'exemple de l'obéissance. Or, c'est dans l'ordre, ne l'oublions pas, que la puissance du spirituel se développe. C'est donc dans la famille fortement constituée que le cœur de la femme rayonnera le plus, et donc que le commandement prendra de moins en moins d'importance.

Persuader, par le cœur et par la raison, ou contraindre : pas d'autre procédé pour assurer le concours indispensable dans tout groupement humain. Dans le désordre, ni la pensée, ni l'amour ne peuvent agir suffisamment, et il faut contraindre en tout. C'est pourquoi, aujourd'hui, l'étatisme jacobin intervient dans tout et pourquoi une légifération à outrance paralyse toute vie sociale. Un

littérâtre académique est allé jusqu'à demander qu'on fasse de l'amour une obligation légale par une addition à cet article 212 de notre Code civil qui dit : « Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance. »

Ne sourions pas de cette niaiserie outrecuidante de gens de lettres. Elle reflète tout le désarroi dont s'affolent les esprits, tout le chaos de ruines dans lequel meurt la société française.

IX

L'INDÉPENDANCE DU POUVOIR FÉMININ

La femme ne peut et ne doit modifier le règne nécessaire de la force matérielle et même intellectuelle que par la puissance morale de sa tendresse. Et dans une véritable civilisation, c'est là le rôle le plus éminent.

Toute préoccupation économique, quand elle ne fait pas partie des douces attentions que comporte sa mission de tendresse, ne peut que dégrader la femme. Non seulement elle doit être affranchie définitivement de toute obligation de travail ; mais encore de tout souci de gestion quelconque.

Représentant le pouvoir spirituel dans la famille, la femme doit, comme le philosophe, l'artiste, qui exercent ce pouvoir dans la société, refuser librement la richesse comme le commandement. C'est le principe fondamental de la politique positive de séparer nettement les deux puissances temporelle et spirituelle. On ne peut exercer dignement l'une qu'en renonçant complètement à user de l'autre.

Toute confusion devient de l'anarchie ou de la tyrannie. Il y a pourtant cette différence de situation entre la femme et le philosophe, c'est que celui-ci peut renoncer à penser, non celle-là à aimer, c'est-à-dire à être femme.

Si l'on ne considère que l'ordre familial, c'est-à-dire la plus grande extension possible de la puissance féminine, on est amené logiquement à proscrire l'absurde usage des dots, et par corrélation l'héritage féminin. Non seulement il convient de favoriser par là une suffisante concentration des capitaux « chez ceux qui doivent en diriger l'emploi », mais encore de préserver la femme de la corruption par l'argent.

« Enfin, dit Comte, l'exhérédation féminine fournit le seul moyen de supprimer l'usage des dots, si pernicieux à tant de familles, et directement contraire à la véritable institution du mariage. Alors l'union conjugale résultera d'un digne choix, étendu librement à toutes les classes, d'après l'uniformité résultée entre elles de l'éducation universelle, malgré les inégalités de puissance et de richesse. »

Il va sans dire que tout cela doit rester pleinement volontaire, « sans résulter jamais d'un commandement légal ». La volonté de la femme, soutenue par l'opinion publique, et la liberté testamentaire suffiront à généraliser peu à peu la suppression des dots et l'exhérédation féminine.

Le désintéressement, l'amour, le bonheur ne sauraient se décréter.

Ainsi l'homme doit nourrir la femme.

« A l'égard des penseurs, dit Comte, l'obligation des praticiens n'est guère que collective ; mais, envers les femmes, elle est surtout individuelle. Toutefois, cette responsabilité directe, qui pèse spécialement sur chaque homme pour la compagne qu'il a choisie, ne dispense point l'ensemble du sexe actif d'une pareille obligation à l'égard de tout le sexe affectif. A défaut de l'époux et des parents, la société doit garantir l'existence matérielle de chaque femme, soit en conséquence d'une inévitable dépendance temporelle, soit surtout en vue d'un indispensable office moral. »

Cette obligation sociale s'imposera d'autant plus dans les cas, de plus en plus rares, où la famille et la corporation feront défaut, que l'opinion publique aura une propension de plus en plus marquée à considérer comme presque aussi dégradant que la prostitution tout travail rémunérateur de la femme et à généraliser la touchante pratique du veuvage éternel.

A ce sujet, je tiens à signaler une très louable proposition de deux parlementaires, MM. Chéron et Le Cherpy pour accorder une allocation annuelle de 60 francs par enfant au-dessous de treize ans à toute veuve privée de ressources, ayant à sa charge au moins deux de ces enfants.

Il y a en France, présentement, 252.000 veuves qui ont au moins deux enfants au-dessous de treize ans, et le nombre de ces enfants est de 675.000. De ces veuves, les trois quarts sont privées de ressources. Cela ferait donc, pour 400.000 enfants une dépense annuelle de 24 millions de francs, dont 12 millions pour l'État, 3.600.000 pour les départements, 8.400.000 pour les communes.

Évidemment, dans l'ordre, il faudra faire plus, beaucoup plus. Et cela se pourra quand la pratique de la libre adoption aura considérablement réduit le nombre des orphelins, quand la solidarité familiale et corporative ne laissera presque plus de veuves dans le dénuement, quand la société ne sera plus épuisée par tous les déchets et gaspillages de l'anarchie, quand les sources de la misère humaine ne seront alimentées que par les fatalités naturelles de plus en plus dominées par le génie humain.

X

LA MÈRE ÉDUCATRICE

L'épouse est appelée à devenir mère.

Tout en prescrivant au moins trois enfants par couple, le positivisme ne considère pas la procréation comme le but de l'union conjugale. Ce n'est qu'un moyen. Le but, ne l'oublions pas, est de « compléter et consolider l'éducation du cœur en développant les plus pures et les plus vives de toutes les sympathies humaines ».

La mère est moins celle qui enfante que celle qui élève. C'est pourquoi Comte préconise la libre adoption, qui peut, dans certains ménages, suppléer à la stérilité et, en même temps, donner une famille aux orphelins.

Mais il n'en est pas moins vrai que la procréation augmente la consistance et l'activité de la famille.

« Un but commun, dit Comte, également cher aux deux époux, fortifie alors leur tendresse mutuelle, et

tend sans cesse à prévenir et à modérer les conflits provenant d'une insuffisante conformité d'opinion ou même d'humeur. »

L'office maternel sera donc conçu comme un développement nécessaire de l'action morale que doit exercer l'épouse.

« Sous ce nouvel aspect, ajoute Comte, le positivisme relève encore la dignité féminine, en attribuant à la mère la principale direction de l'ensemble de l'éducation domestique, dont l'éducation publique ne constitue ensuite que le complément systématique. »

Toute l'éducation de l'enfance revient à la mère, L'internat est une monstruosité. Quand la famille sera reconstituée, il ne sera admis que pour les cas exceptionnels. L'enfant, d'ailleurs, est aussi nécessaire à l'équilibre moral des parents que ceux-ci à la formation de l'enfant.

« Toute la morale spontanée, écrit Comte, c'est-à-dire l'éducation des sentiments, celle qui, au fond, affecte le plus l'ensemble de la vie, doit dépendre essentiellement des mères. »

XI

LE RÈGNE DU CŒUR

Voici donc, d'après Auguste Comte, les caractères propres à la théorie positive de la famille :

« Veuvage éternel, surintendance maternelle de l'éducation, alimentation de la femme par l'homme, libre suppression des dots et successions féminines, faculté de tester et d'adopter. »

Et il ajoute :

« Chacune de ces conditions devient indispensable pour que l'homme puisse dignement subir l'influence continue de la femme, sous l'impulsion simultanée de la mère, de l'épouse et de la fille, également assistées ou diversement suppléées par la sœur. Sans cette sextuple garantie, l'existence domestique ne pourrait assez préparer et seconder l'activité civique ni le dévouement religieux. »

Dans la société régénérée, la femme occupera la première place, parce que l'homme, de plus en plus, préférera être persuadé que contraint, et plus encore par le cœur que par l'esprit. Le géné-

ral de Charette, mort récemment, dit un jour, dans un banquet, en buvant aux femmes françaises : « Chaque fois que je fus tenté par des solutions douteuses, où l'intérêt personnel avait sa part, ce fut la pensée de la femme qui me retint dans la route qui mène droit au devoir. Je craignais moins leurs reproches que leurs excuses ou leur pitié. En bref, j'entendais rester digne d'elles et de leurs leçons. »

Les hommes sont toujours, et plus encore au moral qu'au physique, les enfants de la femme. Ils sont, ils deviennent ce que les font leurs mères, leurs sœurs, leurs femmes et même leurs filles.

Les féministes demandent à participer à ce qui est le pouvoir de la contrainte. Par là, elles méconnaissent la grandeur de la femme, elles tendent à l'abaisser. La puissance sociale de la femme est dans l'affection et le dévouement. Si l'on veut vraiment la préserver de toutes les misères sociales qui l'accablent aujourd'hui, ce n'est pas en la faisant participer à l'anarchie qui suscite ces misères qu'on y parviendra ; mais en rétablissant l'ordre qui ne les supporte pas. Et d'abord en reconstituant la famille qui est l'assise fondamentale de l'ordre social.

C'est dans la famille et par la famille que rayonnera dans toute sa splendeur féconde l'âme féminine. Et c'est par le doux resplendissement de l'âme féminine que le monde sera régénéré.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

AVANT-PROPOS V

PREMIÈRE PARTIE

LA PLUS GRANDE PUISSANCE

CHAPITRE PREMIER

CE QUI UNIFIE

I. — De l'universel 1
II. — Une langue artificielle 6
III. — Ce qui divise 12
IV. — La paix et le « droit des peuples ». . . . 15
V. — L'Église pacificatrice 18
VI. — L'antique chimère 22
VII. — Ce qui déchaîne la guerre civile ne peut établir la paix mondiale 25
VIII. — L'anarchie spirituelle 28
IX. — La religion nécessaire 32

Pages.
X. — Temporel et spirituel 35
XI. — Catholicisme et positivisme 38
XII. — Le protestantisme 47
XIII. — Le positivisme dénaturé 54
XIV. — Le matérialisme 63

CHAPITRE II

CE QUI RÈGLE

I. — L'incompétence des scientistes 70
II. — L'impuissance de comprendre des métaphysiciens universitaires 84
III. — Métaphysiciens et universitaires : le Dogmatisme 94
IV. — Métaphysiciens et universitaires : l'Esprit public 97
V. — Métaphysiciens et universitaires : la Distinction du théorique et du pratique . . 101
VI. — Métaphysiciens et universitaires : Accepter le devoir 104
VII. — Métaphysiciens et universitaires : Subordonner le personnel au social 109
VIII. — Métaphysiciens et universitaires : Ce qui contraint et ce qui persuade 113
IX. — Métaphysiciens et universitaires : L'Ordre d'abord. 116
X. — Métaphysiciens et universitaires : Séparation des pouvoirs, hiérarchie du savoir . 120
XI. — Métaphysiciens et universitaires : La discipline intellectuelle et morale 125
XII. — La liberté spirituelle 129
XIII. — L'indépendance spirituelle 134
XIV. — Vers l'ordre moral 137
XV. — La mission de l'art 141
XVI. — Les trois éléments du pouvoir moral positif 147

DEUXIÈME PARTIE

ESCLAVES PAR L'ORGUEIL, REINES PAR L'AMOUR

CHAPITRE PREMIER

LA FEMME DÉVOYÉE

Pages.
I. — La mode 151
II. — La tyrannie du couturier 156
III. — Avantages de la mode. 160
IV. — Le seul droit positif 163
V. — D'une vésanie sociale 166
VI. — La conquérante 169
VII. — La dérisoire conquête. 174
VIII. — De l'éducation des filles. 181
IX. — L'éducatrice des hommes 183
X. — Le couple futur 186
XI. — « Les cervelines » 192
XII. — Les écervelées 200
XIII. — L'orgueil contre l'amour. 204
XIV. — Les filles de Gribouille 209
XV. — L'anarchie et le féminisme économique . 213
XVI. — Les ouvrières 216
XVII. — Les enfants de l'ouvrière. 222
XVIII. — La responsabilité familiale 227
XIX. — Affamées, surmenées, avilies 230

CHAPITRE II

LE POUVOIR MORAL DES FEMMES

I. — Le féminisme spontané 238
II. — Les chimères féministes. 241

Pages.
III. — La mission des femmes 245
IV. — La famille éducatrice 248
V. — L'union monogamique. 252
VI. — La régression par le divorce 256
VII. — La responsabilité des actes sociaux . . . 261
VIII. — Par l'amour. 264
IX. — L'indépendance du pouvoir féminin . . . 269
X. — La mère éducatrice 273
XI. — Le règne du cœur 275

3834. — Tours, imprimerie E. Arrault et Cie.

Mgr ROBERT-HUGH BENSON. — **Le Christ dans l'Église**, traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par l'abbé P. Thellier et M. Paul Deron. 1 volume in-16..... 3 50

— **Le Maître de la Terre**, traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par T. de Wyzewa. 20e édit. 1 volume in-16..... 3 50

— **La Lumière invisible**. Scènes et récits de la vie mystique. Traduits de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par T. de Wyzewa. 1 volume in-16..... 3 50

— **La vocation de Frank Guiseley**, traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par T. de Wyzewa. 1 vol. in-16..... 3 50

— **Les Confessions d'un converti**, traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par T. de Wyzewa. 1 vol. in-16..... 3 50

GOYAU (Mme LUCIE FÉLIX-FAURE). — *Vers la Joie*. — **Ames païennes. Ames chrétiennes.** — Les tristesses de l'âme païenne. — Christina Rossetti. — Eugénie de Guérin. — Sainte Catherine de Sienne. 1 vol. in-16. 3 50

— *Spectacles et Reflets*. — **L'Ame des Enfants, des Pays et des Saints.** 1 volume in-16..... 3 50

— **Christianisme et culture féminine.** 1 vol. in-16..... 3 50

DON ANTONIO DE BÉATIS. — **Voyage du cardinal Louis d'Aragon, en Allemagne, en Hollande, en Belgique, en France et en Italie (1517-1518)**, traduit de l'italien d'après un manuscrit du XVIe siècle, avec une Introduction et des notes, par Madeleine Havard de la Montagne Préface de Henry Cochin. 1 volume in-8° écu..... 5 »

M. C. DE GANAY. — **Les Bienheureuses Dominicaines (1190-1577)**, d'après des documents inédits. 1 vol. in-8° écu..... 5 »

JANET ERSKINE STUART. — **L'Education des Jeunes Filles catholiques**, avec une préface par A. Rosette. S. J. 1 volume in-16..... 3 50

BONTOUX (G.). — **Louis Veuillot et les mauvais maîtres de son temps.** Préface de François Veuillot. 1 vol in-16..... 3 50

LAUDET (FERNAND). — **La Vie qui passe**, 1 volume in-16..... 3 50

DE WYZEWA (TEODOR). — **Ma Tante Vincentine.** 1 volume in-16... 3 50

VITAL-CARTIER. — *Un Méconnu*. — **Le Général Trochu (1815-1896)**, d'après des documents inédits. 1 vol. in-8° écu..... 5 »

SOUVILLE (E.). — **Mes Souvenirs maritimes (1837-1863).** Introduction de M. le contre-amiral Degouy. 1 vol. in-8° écu..... 7 50

POUGET DE SAINT-ANDRÉ — **Le Général Dumouriez (1739-1823)**, d'après des documents inédits. 1 vol. in-8° écu..... 5 »

WILKINS (W.-H.). — *Un Mariage de Prince*. — **Madame Fitzherbert et Georges IV**, roi d'Angleterre (1756-1837). Texte français, par Monjoux-Capilléry. 1 vol. in-8° écu. orné de 7 gravures..... 5 »

DE SUBERCASEAUX (AMÉLIE). — **La Rome du cœur.** Traduction de la comtesse de Loppinot. 1 volume in-8° écu..... 5 »

SERRIGNY (BERNARD). — **L'Evolution de l'Empire allemand**, de 1871 jusqu'à nos jours. 1 volume in-16.. 3 50

PUAUX (RENÉ). — **La Malheureuse Épire.** Ouvrage orné de nombreuses gravures, d'après les photographies de l'auteur. 1 volume in-16..... 3 50

BURLUREAUX (Dr CH.). — **Traité pratique de Psychothérapie.** 1 vol. in-8° écu..... 5 »

VICOMTE DE BRACHET. — *La Terreur dans l'Ouest*. — **Le Conventionnel J.-B. Le Carpentier (1759-1829)**, d'après de nouveaux documents, avec préface de M. Frédéric Masson, de l'Académie française. 1 vol. in-8° écu, orné de 5 gravures... 5 »

MEYNADIER (ROBERT). — **Les Étapes de la royauté d'Alphonse XIII.** 1 volume in-16..... 3 50

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et Cie, rue de Seine, 57.

University of
Connecticut
Libraries

BOUND BY
HNM